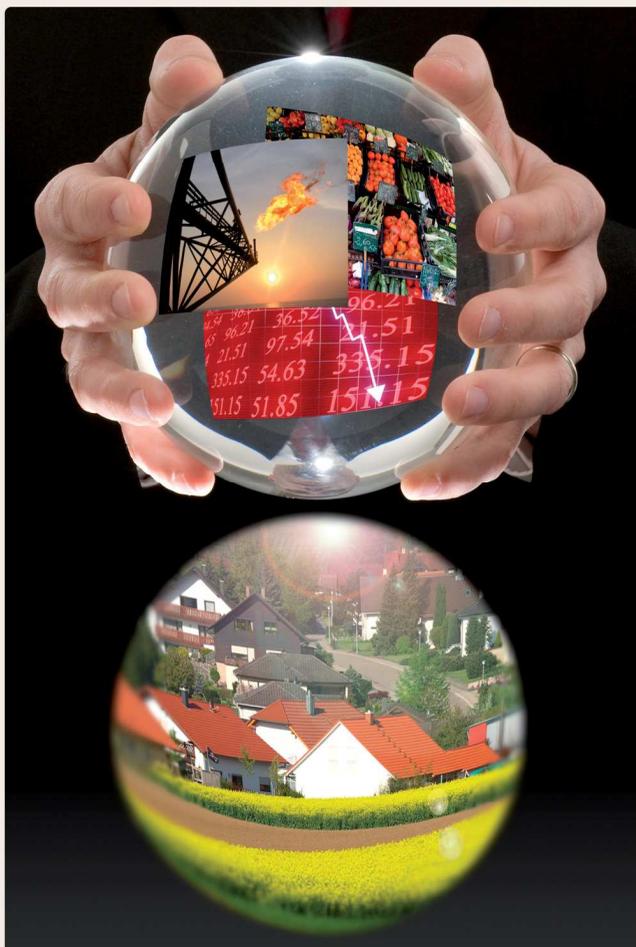


ALIMENTATION, ENERGIE, FINANCE : UNE CIVILISATION EN CRISE ?

La réponse des territoires ruraux

LES ACTES



Sol et Civilisation est une association créée en 1991 à l'initiative de responsables professionnels agricoles et de nombreuses personnalités issues de la société civile pour promouvoir une ruralité vivante source d'équilibres de société. Sol et Civilisation est un centre de réflexion et de propositions. C'est un réseau ouvert sur le monde fédérateur et permettant le partage d'expériences.

Depuis sa création, Sol et Civilisation recherche et explore de nouvelles approches, concrètes et opératoires, permettant aux acteurs de prendre en charge effectivement un certain nombre de problématiques qui, mal gérées, déstabilisent leur activité ou leur territoire. Elle inscrit volontairement son action dans la durée. Trois thématiques constituent aujourd'hui le cœur de ses travaux :

- **Territoire et développement** : L'objectif est de rechercher les voies et les moyens permettant à de multiples parties prenantes de développer au sein d'un territoire des stratégies communes de développement durable et d'en mesurer les effets.
- **Développement économique des territoires ruraux** : L'objectif est de définir en quoi le milieu rural peut être un espace de ressources pour les acteurs économiques et de rechercher les démarches managériales permettant de s'inscrire dans une dynamique de création de valeur ajoutée locale.
- **Agriculture, territoire et société** : L'objectif est de développer des méthodes, outils et procédures appropriés, permettant au monde agricole en lien avec ses partenaires directs ou indirects de concevoir, mettre en œuvre et évaluer des projets innovants qui répondent aux multiples dimensions du développement durable.

Seule ou en partenariat, Sol et Civilisation organise et anime des groupes de travail, des études, des débats, des séminaires et des colloques. Sol et Civilisation appuie également des expérimentations de terrain, ce qui lui permet d'ancrer sa réflexion dans la réalité des territoires. Tous ces travaux font régulièrement l'objet de publications, une Lettre aujourd'hui trimestrielle, des actes, des Cahiers, des rapports.

Sol et Civilisation est, enfin, partie prenante de plusieurs réseaux, français comme européens, sensibles à la dynamique rurale.

Sol et Civilisation

5, rue Joseph et Marie Hackin – 75116 PARIS
Tél. : 01 44 31 16 61 – Fax : 01 44 31 16 74
soletcivilisation@soletcivilisation.fr
<http://www.soletcivilisation.fr>

Sommaire

- 5 ◀ **Ouverture des Assises** – Michel Ledru
- Crises en perspective**
- 11 ◀ Le « village planétaire » va-t-il éclater ? – Gérard-François Dumont
- 18 ◀ Alimentation, énergie, environnement : l'équation impossible ? – Pierre Calame
- Les solutions durables du rural**
- 29 ◀ Les projets de la ferme expérimentale de Grignon dans la plaine de Versailles – Bernard de Franssu
- 36 ◀ Les projets du district de la Maremma en Toscane – Alessandro Pacciani
- 42 ◀ **Echanges avec la salle – 1ère partie**
- Territoires ruraux, terres d'avenir ?**
- 59 ◀ Intervention de Guy Riba
- 63 ◀ Intervention de Gérard Peltre
- 67 ◀ Intervention de Henri Brichart
- 71 ◀ Intervention de Paul Houée
- 76 ◀ **Echanges avec la salle – 2ème partie**
- 84 ◀ Intervention de Jacques Delors
- 87 ◀ Intervention de Philippe Vasseur

Ouverture des Assises

Michel Ledru, Président de Sol et Civilisation

Mesdames, messieurs les élus,

Mesdames, messieurs les présidents et directeurs,

Mesdames, messieurs les hauts fonctionnaires,

Monsieur le président Jacques Delors, qui nous faites l'honneur d'assister à nos assises, et je souligne aussi que vous êtes un des parrains de notre association,

Chère Marie Thérèse Lacombe, chers amis,

Au nom de toute l'équipe, je suis heureux de vous accueillir, et d'ouvrir les dix-huitièmes Assises de Sol et Civilisation. Dans la salle, je vois de nombreux compagnons de route, et des fidèles de notre association, vous voudrez bien m'excuser de ne pouvoir vous saluer tous individuellement, mais je tiens à vous redire la joie que j'ai de vous retrouver, et vous remercier de nouveau pour votre soutien, qui nous permet chaque jour d'avancer et de progresser. Sol et Civilisation est une aventure collective, et votre implication, qu'elle soit dans notre conseil d'administration, notre comité d'orientation, nos groupes de travail, nos divers projets, est nécessaire et indispensable, car la réflexion s'enrichit par la rencontre des idées, et n'a de sens que si elle est partagée. Certains de nos amis malheureusement n'ont pu venir. Je sais que leur fidélité n'est pas en cause, comme le prouvent les nombreux messages d'encouragement que j'ai reçus récemment. Je tiens donc à les saluer, et à les remercier chaleureusement pour leur appui sans faille. J'ai notamment une pensée pour Gérard De Caffarelli et Henri de Benoist, qui n'ont cessé de nous soutenir. D'autres personnalités n'ont pu se libérer mais m'ont également témoigné de leur sympathie. Je tenais en ce début d'Assises à les excuser, à les remercier pour l'intérêt qu'ils portent à nos travaux. Permettez-moi ainsi de citer Jean-Michel Lemétayer, Luc Guyau, Monsieur le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche, Monsieur le ministre de l'espace rural et de l'aménagement du territoire.

Permettez-moi également de saluer les membres ici présents de l'association Aimer, Association des ingénieurs pour la mise en valeur de l'espace rural, et son président Philippe Balland, avec qui nous avons noué, ces derniers temps, des liens étroits. Je tiens aussi à saluer les membres de l'association européenne Ruralité Environnement Développement, dont nous sommes devenus, voilà quelques mois, administrateurs. Son président, Gérard Peltre, sera d'ailleurs cette après-midi à notre table ronde. Il a présidé l'assemblée générale de son organisation ici même à Paris, ce qui nous permet aujourd'hui d'accueillir de nombreux confrères européens, et je m'en félicite.

Je tiens enfin, même si c'est une tradition de les compter parmi nous, je tiens à saluer l'équipe d'Henri Ollagnon, de l'AgroParisTech, et ses étudiants, avec qui

Michel Ledru

nous travaillons depuis de nombreuses années. Nos collaborations vont prendre en effet, dès l'automne, une nouvelle dimension, puisque nous lançons de concert deux modules de formations, et je voulais ainsi les remercier de leur confiance.

Nous sommes donc réunis pour la dix-huitième édition des Assises de Sol et Civilisation. Comme vous le savez certainement, une journée importante dans notre calendrier, car elle marque l'anniversaire de notre association qui se lança après le dimanche des Terres de France, le 29 septembre 1991. Nos assises rappellent en quelques sorte cet élan originel, où les ruraux étaient montés à Paris sous l'impulsion de Raymond Lacombe, alors président de la FNSEA, et de nombreuses personnalités, pour tendre la main aux urbains et leur proposer de cheminer ensemble, plutôt que de s'ignorer. Cet esprit demeure et vous le comprenez : les Assises restent ainsi placées sous le signe de la rencontre des hommes et des idées. Je me réjouis, donc, une fois de plus, de vous voir tous réunis, sympathisants comme nouveaux venus, et d'accueillir pour nos débats les intervenants de la journée, que je salue collectivement, avant de les retrouver tout à l'heure. Nous aurons également le plaisir et l'honneur d'entendre en fin de journée Monsieur Philippe Vasseur. J'avais d'ailleurs écrit dans mon texte « d'accueillir », mais je remercie Monsieur Philippe Vasseur, non seulement d'intervenir cette après midi, mais de nous faire le plaisir d'assister à l'ensemble de nos travaux. Philippe Vasseur, bien connu, ancien ministre de l'agriculture et actuellement, entre autres activités, président du World Forum de Lille sur l'économie responsable. World Forum qui propose depuis trois ans des échanges internationaux de qualité. L'édition 2009 traitera de la question de l'argent responsable, et je vous invite à vous y rendre les 17, 18 et 19 novembre prochains.

Ces assises sont une occasion de mettre en perspective certaines évolutions du monde, et s'interroger, ensemble et avec recul, sur l'intérêt d'une ruralité pleinement vivante dans nos sociétés modernes. C'est en réalité depuis dix-huit ans notre objectif premier. Certains ont pu y voir un temps un combat dit « défensif », notamment lorsque les campagnes étaient délaissées, que certaines étaient agonisantes, quand elles perdaient de la population et que le monde urbain les regardait de haut. D'autres ont pu y voir parfois une question dépassée, notamment quand elles sont redevenues attractives, que l'intérêt pour le développement local s'est affirmé.

Notre propos n'a pourtant jamais été nostalgique ou corporatiste. Nous sommes convaincus, en revanche, qu'une civilisation qui oublie son sol et ses gestionnaires, qui néglige une partie de ces territoires et de ses hommes, ne peut durablement maintenir ses équilibres. Au-delà de la simple équité, la ruralité ne doit pas être abandonnée au profit d'un tout urbain, elle mérite en cela d'être défendue, promue, comme un espace de vie tout aussi légitime, et nous aurions tort de ne pas soutenir le développement local, tant il semble dynamisant pour la compétitivité des territoires. Notre propos est plus global. Dans un monde soumis à de lourdes tensions économiques, sociales ou environnementales, et qui cherche de nouvelles synthèses, dans un monde qui ne se pense et ne se vit que dans le mouvement et

l'abstraction, la ruralité est, nous semble-t-il, bien plus qu'un espace complémentaire du développement industriel et urbain, c'est aussi un espace d'innovation, une certaine façon d'habiter le monde, une voie pour construire d'autres possibles. Voilà bien notre ambition. Montrer que la ruralité n'est pas un espace du passé, qu'elle n'est pas seulement un trait d'union, une coupure verte entre deux agglomérations, mais qu'elle peut être aussi, sous certaines conditions, une source d'avenir.

Ces dix-huitièmes Assises garderont ce fil rouge. Nous vous proposons, donc, cette année, de poser ce débat en se réinterrogeant sur la nature des crises qui nous traversent. Cette entrée peut surprendre mais elle procède de deux constats. D'une part, un constat d'évidence. Nous vivons une période particulièrement troublée et chaotique, tant au niveau local, avec les conflits d'usages, les délocalisations d'entreprises, le chômage et les difficultés économiques qu'à des niveaux plus globaux avec un système financier complètement débridé, qui se serait effondré sans l'intervention des États. Il n'a toujours pas été trouvé d'alternative à l'après-pétrole. La question alimentaire, quelque peu délaissée, est loin d'être réglée. D'autres difficultés pourraient s'ajouter à cette liste. L'évolution du climat et les pollutions, mais aussi et surtout les écarts de développement, qui, dans les périodes comme celle que nous vivons, continuent de se creuser. Je mesure qu'en évoquant ces problématiques, des chiffres, des analyses, des cas concrets vous apparaissent. Je ne vais donc pas les développer, d'autant que Gérard-François Dumont et Pierre Calame éclaireront, dans la première partie de la matinée, certaines de ces tensions. Je soulignerai simplement que les crises sont donc aujourd'hui multiples – économiques, sociales, humanitaires –, souvent reliées entre elles, qu'elles nous concernent tous, qu'elles s'expriment à tous les niveaux. Elles remettent en cause chaque jour nos modes de vie, nos activités, nos relations.

Comment la ruralité vit-elle ces temps troublés ? Bien qu'elle soit directement concernée par les crises, elle peut être une alliée efficace pour mettre en œuvre d'autres types de développement. Quel serait alors son apport ? Voilà des questions ouvertes qui méritent des approfondissements. Par ailleurs, nous constatons que les solutions proposées pour sortir des crises restent encore largement insatisfaisantes, et que nous n'arrivons pas, *in fine*, à concilier la compétition économique, qui conditionne notre court terme, avec notre volonté de trouver des équilibres territoriaux et sociaux à long terme.

Ce sentiment d'impuissance est d'ailleurs renforcé par l'extrême volatilité de ces solutions, qui paraissent miraculeuses un temps et se révèlent souvent problématiques à l'épreuve des faits, ou dépassées par un nouveau contexte. Rappelons-nous, en guise d'illustration, quelques problématiques agricoles récentes. Les OGM, à la fois anges et démons. Les biocarburants, un temps encouragés, un temps critiqués. Les marchés agricoles, il y a deux ans très porteurs et ouvrant des perspectives, aujourd'hui effondrés et déstabilisateurs. Alors, comment répondre ? Faudra-t-il demain réglementer davantage ? Imposer, taxer encore, pour susciter des comportements collectifs vertueux ? Nous voyons bien que cette voie suscite

toujours la critique, comme nous l'ont rappelés récemment, pour ne prendre qu'un exemple, les débats autour de la taxe carbone, aussi accusée par les uns que défendue par les autres. Source de progrès pour les uns, source d'iniquité pour les autres. Faut-il alors faire confiance aux marchés, au progrès technique, malgré les aléas ? La croissance verte est annoncée comme un nouveau relais pour l'économie mondiale. L'innovation technique, pour sa part, offre des opportunités indéniables. Mais là encore, pour certains, le traitement n'apparaît pas à la hauteur des besoins supposés du malade, et il conviendrait d'engager des mutations plus profondes et plus rapides. Pour d'autres, le principe de précaution doit s'imposer davantage, tant les risques leur paraissent évidents. Je crois, en fait, qu'il n'y a pas de solutions simples, et qu'elles ne peuvent être envisagées sans conditions. J'en soulignerai deux. Nous manquons d'abord d'outils de régulation sur les marchés. Les marchés agricoles sont, à ce titre, un cas d'école.

Comment, en effet, un agriculteur, dont les perspectives sont nécessairement à moyen et long termes, pourra-t-il simplement vivre, se maintenir durablement, avec des cours de matières premières aussi fluctuants ? Investir et se développer alors que la rentabilité de son exploitation est finalement remise en cause tous les six mois par un marché déconnecté des réalités et soumis à des spéculations incontrôlées ? Il est urgent de mieux encadrer ces marchés. De même, les marchés financiers doivent être débarrassés de leurs travers malsains. La finance doit rester un outil au service de l'économie réelle, et non pas une finalité pour spéculateurs. Le discours est convenu, mais les actes manquent encore de fermeté. Ce matin, j'écoutais la radio, et j'entendais dire que les traders de Wall Street allaient percevoir des primes records.

J'élargirais ensuite cette thématique de la régulation marchande à celle de la gouvernance. Car si les marchés ont besoin de règles, nous avons besoin plus largement de mieux articuler nos décisions, et ce, à toutes les échelles. Dans nos territoires, d'abord, pour dépasser nos antagonismes naturels et faire naître des stratégies de développement qui répondent aux aspirations des uns et des autres. Au niveau des États, pour permettre la diversité des situations, sans fragiliser l'unité de l'ensemble. Entre les États, pour prendre en charge des problématiques transversales. Au-delà de ces conditions structurelles, les territoires ruraux peuvent-ils nous aider à inventer d'autres approches plus intégrées ? Des approches où, justement, la performance économique, le progrès social et le respect de l'environnement et des ressources entrent en résonance harmonieuse, au lieu de s'opposer. Voilà bien une question qui mérite désormais d'être débattue. C'est donc sur ce double constat que je souhaite ouvrir nos Assises. Les crises sont là, plus fréquentes, plus virulentes. Elles demandent des changements, elles appellent de nouvelles solutions. Ces solutions ne pourront être seulement techniques, organisationnelles, institutionnelles. Elles devront sans doute être tout cela à la fois, mais davantage encore, c'est-à-dire, imprégnées de valeurs de civilisation, car les solutions seulement matérielles ne feront que nous conduire de ces crises à d'autres crises.

Ainsi, en quoi et comment la ruralité peut-elle nous aider à les surmonter ? Com-

ment peut-elle être un espace de progrès qui contribue à l'émergence de nouveaux équilibres ? En d'autres termes, les territoires ruraux sont-ils des terres d'avenir ? Je serais, tenté de répondre par la positive. Les crises d'aujourd'hui sont d'abord des crises de « vivre ensemble ». Et il convient, plus que jamais, de trouver les voies qui nous permettront, sans nier la liberté de chacun, de nous associer pour construire un monde plus viable. Ceci, me semble-t-il, ne sera possible que si chaque homme, en responsabilité, s'engage avec les autres et prend en charge sa part dans les équilibres nécessaires. Ces modes d'être et d'agir se sont exprimés pendant des siècles dans le monde paysan : la solidarité, le mutualisme, le sens du bien commun, la gestion en bon père de famille des ressources naturelles ont ainsi façonné de nombreux territoires ruraux. Ce potentiel génétique n'a pas disparu. Mais il doit être davantage reconnu, et surtout, réactivé. Il doit nous aider à repenser ce qui nous unit, à rechercher de nouveaux chemins qui privilégient les besoins de l'homme, plutôt qu'une rationalité externe, qu'elle soit technique ou financière. Cette ruralité, porteuse de civilisation, peut s'exprimer au-delà des espaces ruraux. Elle est une chance pour tous. La table ronde de cette après-midi reviendra sur ces aspects, et nous verrons sans doute qu'une ruralité active et vivante peut faire exemple et donner du sens dans nos sociétés. La ruralité est aussi faite de projets et, ainsi, elle est également porteuse d'avenir, tant elle peut, par ses caractéristiques propres, trouver des réponses à trois des grands défis du siècle qui commence : nourrir en quantité et en qualité une population planétaire en croissance ; lutter contre les aléas et les changements climatiques et offrir de nouvelles sources d'énergie non fossiles ; préserver les ressources naturelles et la biodiversité, en rapprochant les hommes de la nature, dans une réalité sans fard. En effet, comme espace de production alimentaire et non alimentaire, autour de la biomasse agricole et forestière, comme espace de gestion des écosystèmes locaux, comme espace naturel, la ruralité est potentiellement un espace d'activité durable. Un espace pour gérer le vivant dans la proximité, fournir un ensemble de service et de produits, et participer ainsi à l'émergence d'un monde plus viable. Nous verrons tout à l'heure, avec les exemples de la ferme de Grignon et du district rural de Maremma en Italie, un certain nombre d'exemples concrets, au demeurant assez innovants. Nous verrons d'ailleurs que, bien plus que la ruralité elle-même, c'est la nature globale des projets qui révèle tout le potentiel rural. Ainsi, au delà de l'espace rural, ce sont bien ici des territoires ruraux, compris comme des espaces de projets intégrés, qui sont les potentiels vecteurs de l'innovation, à la fois créatrice de valeur économique mais aussi sociale et humaine. La ruralité est donc, avant tout, une opportunité pour penser et agir différemment. Une matrice, et un laboratoire en quelque sorte pour construire un autre « vivre ensemble ». Un espace de projets pour concilier un développement réel avec des activités intégrées. En cela, le territoire et ses terres sont porteurs d'avenir.

Je voudrais, pour conclure, avoir une pensée et citer un des fondateurs de Sol et Civilisation, Jean Dupuis. Jean Dupuis connaissait bien les milieux ruraux. Il a été un proche de Raymond Lacombe, un penseur et un entrepreneur visionnaire. Jean Dupuis n'a eu de cesse de défendre l'homme en action, et la ruralité comme source

Michel Ledru

de civilisation, sans esprit partisan ni défensif. Dans l'un de ses derniers ouvrages, *L'aubergiste oublié*, il nous rappelait, avec des mots très simples, combien la ruralité pouvait certes nous renvoyer aux charmes agrestes, surtout si nous étions des citadins désireux d'aérer nos poumons oppressés par la population urbaine. Pourtant, il pensait profondément qu'elle pouvait nous apporter plus, tant ce rapport entre l'homme et son territoire qui la fonde était un signe de sagesse. Il disait encore, avec la même simplicité et la même persuasion, que la ruralité pouvait bien sûr aérer nos poumons, mais surtout, elle pouvait davantage, et en profondeur, aérer nos esprits. J'espère que cette journée y contribuera, et je vous remercie.

Je vais maintenant donner la parole à Guillaume Dhérissard, notre directeur, qui va être l'animateur de cette journée. Il était prévu sur les invitations que ce soit Michel Mollard. Malheureusement, notre ami Michel a un deuil familial d'une personne très proche qui est survenu cette nuit, et il n'a pas la possibilité d'être avec nous ce matin. Je voudrais en mon nom, et en votre nom à tous, lui dire notre soutien et notre amitié, et nous le retrouverons bien sûr bientôt. Maintenant, Guillaume, eh bien je te donne la parole, pour présenter la suite de nos débats.

Crises en perspective

Le « village planétaire » va-t-il éclater ?

Intervention de **Gérard-François Dumont**

Guillaume Dhérissard : Merci, président. Bonjour à tous. Notre journée est divisée en deux grandes parties. La première partie va nous donner l'occasion de comprendre le sujet de nos assises, avec deux exposés de cadrages, et deux témoignages d'acteurs de terrain. Nous aurons bien sûr un temps d'échanges en fin de matinée. Et ensuite, après le déjeuner, nous reviendrons avec une table ronde qui nous permettra d'avoir des échanges croisés, avec quatre personnalités qui ont des entrées très différentes sur la ruralité. Alors, pour commencer, on a la tradition d'avoir quelques exposés de cadrage qui nous permettent de cerner la problématique du jour. En quoi la ruralité est un espace source d'avenir pour répondre aux crises actuelles ? Et pour bien saisir la nature profonde de ces crises nous allons commencer avec Monsieur Gérard-François Dumont, qui va avoir une entrée sur les dynamiques démographiques actuelles, puisque, bien sûr, c'est l'un des sujets clés aujourd'hui de nos tensions planétaires.

Alors, Gérard-François Dumont est un parrain de l'association, il suit nos travaux depuis ses origines. Il est professeur à la Sorbonne, géographe et démographe. Il dirige une revue, *Population et Avenir*, que vous avez d'ailleurs dans vos dossiers. D'ailleurs, le numéro de cet automne est consacré justement à la question des territoires et à leur évolution. Vous verrez aussi que Monsieur Dumont a écrit de nombreux ouvrages. Il y en a deux à l'entrée. Le premier traite de la géopolitique de l'Europe, et le second, des populations et des territoires en France à l'horizon 2030. Je vais lui passer la parole pour une trentaine de minutes, pour qu'il nous expose les dynamiques démographiques actuelles, et en quoi elles transcendent nos problèmes de territoires. Je vous laisse la parole.

Gérard-François Dumont : Monsieur le président, Messieurs les ministres, Mesdames, Messieurs et chers amis,

C'est une grande joie, en fait, de pouvoir vous parler aujourd'hui à Sol et Civilisation, puisque effectivement il y a maintenant dix-huit ans que Raymond Lacombe m'avait demandé de faire partie des quarante parrains de cette association. Cela veut dire qu'elle a maintenant dix-huit ans, que les parrains de l'association ont bien travaillé, et donc mon œuvre maintenant est terminée, puisque l'association devient majeure. Je vais donc essayer de commencer cette journée et cette partie de cadrage avec une question peut-être un peu brutale, et dont la réponse est dans le mot crise, qui a été prononcé par le président Ledru tout à l'heure, et j'essaierai en particulier de vous montrer que finalement la principale crise, c'est peut-être la crise de la pensée, c'est-à-dire, d'une certaine incapacité à comprendre la réalité du monde et la façon dont il évolue. Alors, pour comprendre ce phénomène-

Gérard-François Dumont

ne, je vous propose d'appréhender le monde dans ces différentes échelles géographiques, c'est ce qui me paraît essentiel pour essayer d'aborder et d'assimiler la complexité des évolutions. Donc, trois échelles géographiques : d'abord le contexte mondial – j'ai mis celui de l'Hexagone, mais c'est aussi celui de l'Europe bien entendu –, et puis ensuite, nous examinerons les principales dynamiques territoriales françaises, et, enfin, nous terminerons par un regard plus approfondi sur les enjeux pour la ruralité française.

D'abord, donc, concernant le contexte mondial, il se résume, en fait, à quatre processus : le processus dit de la transition démographique, avec toutes ses diversités, le processus d'urbanisation, le processus de migration et le processus lié aux différences Nord-Sud.

Premier processus, celui qui se fait grâce au progrès contre la mortalité – et non pas, comme on le dit souvent, à cause de la croissance de la natalité, il n'y a aucune croissance de la natalité dans aucun pays au monde, mais grâce au recul de la mortalité –, et bien, la population dans le monde évolue. Alors, on peut présenter ce genre de graphique, où nous voyons des projections, et selon les hypothèses faites. Et bien, nous pourrions arriver ou à huit milliards, ou à neuf milliards, ou à dix milliards, dans les prochaines décennies. Or, ce genre de graphiques a un sens extrêmement limité.

Parce qu'il additionne des évolutions démographiques extrêmement diversifiées selon les territoires, et en réalité, cette évolution planétaire est la résultante de territoires dont la population augmente fortement, de territoires dont la population connaît une légère croissance, de territoires qui stagnent, et même de territoires, comme c'est le cas d'un certain nombre de pays européens, dont la population diminue. D'où la nécessité de regarder les évolutions locales, et non pas d'en rester à une approche planétaire, où l'on mélange des réalités démographiques très différenciées, selon les territoires et selon les pays.

Concernant le processus d'urbanisation. Là aussi, on considère souvent qu'il y aurait une corrélation inévitable entre la croissance de l'urbanisation et le développement économique. Or, lorsque je regarde les statistiques internationales telles qu'elles nous sont livrées, et bien je vois par exemple que l'Amérique Latine est considérée comme ayant un taux d'urbanisation supérieur à celui de l'Europe, et à peine inférieur à celui de l'Amérique du Nord. Donc ceci prouve bien qu'il n'y a pas corrélation entre l'urbanisation et le développement, puisqu'il y a des choix politiques qui ont conduit à des modes d'urbanisation différenciés. Ce qui est mis en évidence à travers les principales régions du monde pourrait être attesté aussi en considérant des niveaux régionaux ou des niveaux intranationaux.

Troisième élément, et là je vais peut-être décevoir ceux qui sont optimistes dans ma formulation, mais elle se veut brutale pour secouer les neurones, si vous me le permettez : les inégalités Nord-Sud sont quand même relativement durables, même s'il faut tout faire pour les supprimer. Alors, pourquoi ? Lorsque vous regardez cette carte des taux de mortalité infantile dans le monde, vous voyez, donc, les pays les plus sombres sont les pays où la mortalité infantile est la plus élevée. Et

tout de suite, vous vous rendez compte d'une corrélation malheureusement assez bonne entre les pays où la mortalité infantile est la plus élevée et les pays qui ont connu ou qui sont encore en état de conflits civils. La mauvaise situation sanitaire dans beaucoup de pays est premièrement la conséquence soit de conflits civils en cours – voir la Somalie, voir l'Afghanistan –, soit l'héritage de conflits civils – voir le Sierra Leone, voir le Liberia, voir la Côte d'Ivoire. N'oubliez pas que nos amis ivoiriens parlent de « la guerre » à propos du conflit civil qui s'est déroulé ces dernières années, voir la guerre civile en Mozambique, en Angola, etc. Donc, premier élément, et bien, c'est vrai que l'héritage de ces conflits civils va exercer des effets un certain temps. À cela s'ajoutent d'autres éléments qui risquent d'être durables, comme les inégalités hommes-femmes, parce que nous avons là aussi une certaine corrélation entre les inégalités hommes-femmes et les taux de mortalité maternelle. J'ajouterais la question des choix budgétaires, en faveur des canons plutôt qu'en faveur du beurre, et ensuite, bien sûr, les problèmes de gouvernance. Donc, bien sûr, il faut essayer de résoudre cette question, mais il faut quand même être conscient que cela demande des changements structurels fondamentaux.

Quatrième point, donc, les questions migratoires. Je les illustre rapidement, simplement à travers cette cartographie. Donc, bien entendu, nous sommes dans des nouvelles logiques migratoires, facilitées par la globalisation, la mondialisation et l'internationalisation, et donc ces nouvelles logiques migratoires qui se surajoutent aux facteurs migratoires classiques font que les mouvements migratoires vont continuer de se développer dans le monde, compte tenu des éléments explicatifs de ces phénomènes migratoires, sachant qu'il convient toujours de se rappeler qu'il est absurde de parler de l'immigration sans analyser l'émigration, puisqu'il n'y a jamais immigration, c'est-à-dire, arrivée d'une personne dans un pays, s'il n'y a pas une raison qui l'a poussée à partir de son territoire.

J'en viens maintenant aux principales dynamiques françaises, et je vais m'appesantir surtout sur quatre éléments. Premier élément, il faut constater une tentation de nos contemporains, et une attirance de nos contemporains vers les littoraux, ce que j'ai appelé la « litturbanisation », c'est-à-dire, l'urbanisation du littoral. Ce phénomène, pour vous l'illustrer, je vous ai apporté cette carte, et vous voyez donc en rouge des régions qui se sont caractérisées par des constructions de logements relativement importantes, et vous voyez que ces zones en rouge correspondent bien à des régions littorales. Donc nous sommes bien dans cette logique de « litturbanisation », qui d'ailleurs était celle qui avait été crainte par le fameux scénario de l'inacceptable, que le Sésame avait rédigé au début des années 1970.

Deuxième élément : l'héliotropisme positif. Là, nous avons un point important, parce que vous avez forcément entendu parler de la formule « d'héliotropisme », c'est-à-dire, du rapport de nos contemporains avec le Soleil, mais aujourd'hui, l'héliotropisme est positif, c'est-à-dire, la tendance à vouloir se rapprocher du Soleil. J'insiste sur l'adjectif et j'expliquerai rapidement sa raison. Cet héliotropisme positif, on peut le visualiser à travers cette carte de France. Donc, vous voyez

en vert des territoires qui ont perdu des habitants en raison des évolutions migratoires, et vous voyez dans des couleurs qui varient entre le rouge et le marron très clair des territoires qui ont gagné des habitants en raison justement d'apports migratoires. Donc, manifestement, on a en quelque sorte, un pays fracturé Nord-Sud, avec une tendance donc de la moitié Nord de la France, en moyenne, à perdre des habitants en raison des mouvements migratoires, et dans les parties davantage méridionales, une attraction migratoire, qui est le résultat des tendances actuelles. Je dis bien qui est le résultat des tendances actuelles, parce que si je parle d'héliotropisme positif, c'est parce que, bien entendu, si les changements climatiques prennent de l'importance, il se pourrait que nos contemporains qui sont allés habiter dans la partie méridionales de la France considèrent que les canicules répétées deviennent insupportables et que le clair de Lune à Maubeuge, c'est peut-être pas si mal que ça, et donc à ce moment-là, on aurait un héliotropisme négatif, c'est-à-dire, des gens qui se détourneraient de l'abus du Soleil.

Troisième élément, les différences accrues de composition par âge. Je dirais que là nous avons, en quelque sorte, un graphique qui plaide en même temps pour la décentralisation et, plus encore, pour une meilleure péréquation entre les territoires. Pour illustrer ce questionnement, je vous propose de regarder ces deux pyramides des âges. Vous avez à gauche la pyramide des âges du Val d'Oise, et à droite, la pyramide des âges de la Creuse. Donc, à droite, sur la pyramide des âges de la Creuse, vous voyez d'abord qu'il y a plus de personnes âgées que de personnes jeunes, et vous voyez aussi que, parmi la population d'âge actif, donc les 20-64 ans, eh bien, j'ai beaucoup plus d'actifs âgés que d'actifs jeunes, alors que la pyramide des âges du Val d'Oise est complètement différente, avec beaucoup moins de personnes âgées que de personnes jeunes, et donc des différenciations de formes de pyramides qui sont tout à fait considérables. Ces évolutions m'avaient d'ailleurs conduit à m'interroger, il y a déjà pas mal d'années, sur ces problèmes de péréquation, puisque l'une des raisons du faible nombre de personnes âgées dans le Val d'Oise c'est aussi le fait qu'un certain nombre de personnes arrivant à la retraite vont passer leur retraite en dehors de l'Île-de-France. Et je me souviens, d'ailleurs, d'une réunion de Sol et Civilisation où j'avais dit à Jean-Paul Huchon « vous devriez verser une prime à chaque retraité qui quitte l'Île-de-France, comme ça, il ne pèsera plus sur les budgets publics de l'Île-de-France quand il viendra demander de l'aide à domicile, du portage de repas, etc ».

Des différences fondamentales dans les évolutions territoriales. Selon les territoires, nous avons au moins douze types d'évolution démographique. Vous voyez, une extrêmement grande diversité, et donc il ne faut surtout pas voir la France comme un pays qui aurait des dynamiques territoriales semblables, bien au contraire, vous voyez qu'on a presque un patchwork, compte tenu des facteurs explicatifs et des facteurs qui se combinent sur chaque territoire, pour engendrer tel ou tel résultat.

Cette connaissance à la fois du contexte mondial et des principales dynamiques françaises nous invite donc à réfléchir aux enjeux pour la ruralité française, et je

voudrais d'abord rappeler une évidence. Le territoire français est une richesse objective. Il faut toujours rappeler que la France a le troisième territoire de la Grande Europe, après la Russie et l'Ukraine, elle a le territoire le plus vaste de toute l'Union Européenne, et c'est un atout. Ce serait une erreur de considérer l'espace français comme on pouvait considérer le Tiers-État sous l'Ancien régime, et le délaisser alors que c'est une richesse fondamentale, qui, par sa diversité en plus, offre un potentiel que la nature nous a donné et, nous verrons aussi, bien sûr, que nos prédécesseurs et nos ancêtres ont aménagé et confectionné pour qu'il puisse mieux profiter aux populations. Donc c'est à la fois une richesse objective par son étendue, mais aussi par la diversité de la nature des terroirs, qui est non seulement une diversité générale, mais parfois une diversité locale. Par exemple, les Alpes du Nord ont une configuration géographique et des atouts naturels qui n'ont rien à voir avec ceux des Alpes du Sud. Alors, face à ce refus d'être un tiers espace, et bien, nous avons un certain nombre de difficultés de compréhension, et c'est là où j'en arrive à ma crise de la pensée, que je vais illustrer par quatre exemples.

Premier exemple, c'est cette manie que l'on trouve malheureusement dans la plupart des livres, à commencer par les livres scolaires, qui consiste à utiliser l'expression « d'exode rural ». Le mot exode, normalement, concerne des populations obligées de fuir un territoire sous la contrainte, et notamment pour sauver leur vie, notamment en cas de guerre. Or, lorsqu'on utilise, et malheureusement on le fait trop souvent, cette expression « d'exode rural », et bien, on donne l'impression qu'il y aurait une fatalité, comme si la diminution de l'emploi agricole signifierait forcément que les emplois à créer ne pourraient être créés que dans les villes, et comme s'il n'y avait pas, en Europe-même, un certain nombre de terroirs qui ont su créer des activités dans le monde rural. C'est le premier point sur lequel je voudrais insister : nous avons une définition conceptuelle qui suppose d'utiliser le terme « d'émigration rurale », c'est-à-dire, de refuser une fatalité qui n'existe pas mais que l'on met dans nos têtes.

Deuxième exemple, nous avons eu ces dernières années le déploiement d'une nouvelle théorie – enfin, renouvelée de théories anciennes – que l'on appelle « la théorie de l'économie résidentielle ». Autrement dit, pour faire le développement du territoire, qu'est-ce que nous dit cette théorie ? Il n'y a pas besoin de faire de développement endogène : cela n'existe pas. Ce dont il faut être capable, c'est de capter les ressources des autres territoires. Donc, faire venir des retraités qui toucheront des retraites, faire venir des pauvres qui toucheront le RSA, faire venir éventuellement des gens plus riches qui apporteront davantage de possibilités de consommation, etc. Et, finalement, la vie économique du territoire c'est la conséquence de ce qu'il a pu capter de l'extérieur, ce qu'il a pu capter comme emplois publics, ce qu'il a pu capter comme retraités, ce qu'il a pu capter comme prestations sociales. Et donc l'important, notamment, ce sont les résidents non recensés : les résidences secondaires, les touristes, etc. Donc vous voyez qu'il y a dans cette théorie l'idée que ce n'est pas la peine de se fatiguer à essayer de faire du développement propre à un territoire, il suffit d'être assez habile pour capter ce qui

vient d'ailleurs. Or, cette théorie pose deux problèmes au moins. D'abord, un problème conceptuel, c'est-à-dire, selon cette théorie, le tourisme est un captage de revenus qui sont procurés sur d'autres territoires. Ceci me paraît une erreur fondamentale, parce que le tourisme sur un territoire peut-être plus ou moins développé, selon la capacité de ce territoire à mettre en œuvre ses atouts touristiques. Deuxième élément, c'est que cette théorie n'est absolument pas attestée par les faits. J'ai conduit un certain nombre d'études sur plusieurs territoires français, et notamment sur des territoires français qui bénéficiaient de l'économie résidentielle, et je me suis rendu compte qu'en réalité il n'existe pas de territoire qui corresponde à cette théorie. Oui, il y a des territoires qui bénéficient partiellement de l'économie résidentielle, mais dont le développement repose sur beaucoup d'autres éléments, notamment endogènes, que l'économie résidentielle.

Troisième exemple : il nous vient tout simplement du prix Nobel 2008 de l'économie, Paul Krugman. Paul Krugman a une analyse très simple qui a consisté à reformuler la théorie centre-périphérie. Eh bien, c'est simple, voilà, il y a des centres et des périphéries, les périphéries sont dépendantes du centre et la localisation des activités économiques va fatalement vers le centre. Donc, les périphéries, donc la ruralité, n'a plus qu'à passer par perte et profit son développement. Ce prix Nobel d'économie, en réalité, est démenti, je dirais à la fois par l'analyse et par les faits. D'abord par l'analyse, parce que la notion de centre des périphéries ne peut plus être appliquée aux territoires. Ce que je veux dire par là, c'est que tout territoire qui est centre à un moment peut être périphérie d'un autre point de vue, et tout territoire qui est périphérie peut être centre à un moment. Je donne un exemple : Toulouse est le territoire centre de la région Midi-Pyrénées. Mais, en même temps, Toulouse est bien dépendante des décisions prises par EADS, décisions qui relèvent notamment des choix politiques qui ont été faits à Berlin et à Paris. Donc Toulouse, centre d'une région est en même temps périphérie pour un certain nombre de décisions. Autre exemple : un territoire périphérique qui devient centre. Nous avons en Bretagne un bel exemple avec le festival des vieilles charrues à Carhaix. Carhaix est une périphérie tout au long de l'année. Mais lorsque Carhaix organise son festival des Vieilles Charrues, où viennent plusieurs centaines de milliers de personnes, c'est un centre culturel à ce moment-là.

Donc vous voyez que ce raisonnement, on peut l'appliquer à tous les territoires. En outre, je voudrais ajouter que là aussi un certain nombre d'études que j'ai pu conduire mettent en évidence que cette théorie de Krugman est démentie par les faits : c'est-à-dire, des territoires qui auraient du se vider au regard de la théorie de Krugman conservent un dynamisme propre.

Enfin, quatrième exemple, et c'est l'un de mes principaux soucis, également : ce sont les définitions actuelles en France entre la population urbaine et la population rurale. Nous avons en effet des définitions qui sont terriblement extensives, notamment par rapport aux pays étrangers. J'en donne un seul exemple : si vous connaissez un bourg dans un département dit « rural » qui fait 2500 habitants, les habitants de ce bourg se considèrent comme des ruraux. Et bien statistiquement, ils

sont mis dans la population urbaine. Donc on a une définition beaucoup trop extensive à travers à la fois ce plancher de population urbaine et à travers la règle des 200 mètres, mais je ne rentre pas dans les détails, qui conduit à des aberrations. Donc, ça c'est une vraie difficulté, dans la mesure où on nous enseigne que la population urbaine est beaucoup plus importante que ce qu'elle est concrètement dans l'espace vécu des populations.

Je voudrais terminer en insistant sur la réalité. C'est que ce sont les hommes, en fait, qui font le territoire, qui font sa qualité de vie, leur attractivité. En l'aménageant, en le valorisant, en le faisant vivre. L'aménagement, la qualité de nos territoires actuels, qu'il s'agisse de la Bourgogne, qui est un territoire qui a été complètement aménagé par les hommes au Moyen-Âge ; en le valorisant, qu'il s'agisse de projets comme ceux de la région de Laguiole alors que son économie industrielle et artisanale avait disparu ; en les faisant vivre, dans l'exemple de Carhaix, que je disais tout à l'heure. Et donc il reste à la ruralité une spécificité. Cette spécificité, c'est que la ruralité diffère de l'anonymat des villes, et cette différence en fait inévitablement, par nature, un espace où la solidarité peut s'exercer plus facilement. Autrement dit, dans un monde ouvert et complexe, on ne peut réussir sans solidarité collective au sein d'un territoire. Il me semble donc, en conclusion, que réussir le développement territorial, ça pourrait se résumer dans la formule suivante : savoir faire du développement soi-même, donc savoir faire du développement endogène en valorisant les évolutions des facteurs exogènes dans la mesure où tout territoire est bien dans un contexte, qui est le contexte actuel de la globalisation, de la mondialisation et l'internationalisation. Je vous remercie de votre attention.

Crises en perspective

Alimentation, énergie, environnement : l'équation impossible ?

Intervention de Pierre Calame

Guillaume Dhérissard : Merci, Monsieur Dumont, pour ce panorama très clair des tensions et des dynamiques démographiques. Nous avons bien compris que nous étions dans un monde de plus en plus ouvert et complexe, qu'il y avait bien sûr des enjeux sur les territoires et que la ruralité n'était pas simplement un tiers espace.

Nous allons maintenant élargir le propos avec Monsieur Calame. Monsieur Calame a été un haut fonctionnaire, a dirigé Usinor pendant quelques temps, et, depuis une vingtaine d'années, dirige la fondation pour le progrès de l'homme Charles Léopold Mayer. Monsieur Calame lui-même va nous aider à chasser quelques idées reçues sur la mondialisation actuelle, et va nous inviter à changer de paradigme, avec notamment une réflexion sur les territoires et l'*oeconomie*. Alors, à ce propos, je vous indique également que Monsieur Calame vient d'éditer aux éditions Charles Léopold Mayer un *Essai sur l'oeconomie*, qui est une réflexion très nouvelle, justement, sur ce qu'est l'économie et comment les territoires peuvent être les briques de base de la gouvernance du vingt-et-unième siècle. Monsieur Calame, je vous laisse la parole pour une demi-heure, merci.

Pierre Calame : Mon cher Jacques Delors, Monsieur le président, Mesdames, messieurs,

C'est un plaisir pour moi d'échanger avec vous aujourd'hui, autour d'une approche qui va être tendue vers la recherche de réponse, et pas sur le diagnostic, mais en partant du constat que nous ne trouvons pas de réponse en restant dans le système de pensée actuel, et c'est ce que je chercherai à vous illustrer.

Je suis parti du titre « les territoires ruraux à l'épreuve de futur ». Et en réalité, dans ce titre, tous les concepts sont faussement évidents. D'une part, qu'est-ce qu'un territoire aujourd'hui ? Ensuite, quels sont les défis du futur, au-delà de la litanie des problèmes ? Et quelle est la nature réelle des biens et des services que nous prétendons gérer à travers l'économie ? Alors, je ne peux pas en une demi-heure aller très loin sur ces vastes sujets, j'essaierai simplement de vous proposer quelques pistes, et de vous donner envie d'aller plus loin.

Je commencerai par deux références à l'actualité. Au début de la semaine, on a eu l'annonce d'un nouveau prix Nobel de l'économie, Elinor Ostrom. On s'attendait à ce que ce soit une fois de plus l'école de Chicago qui soit primée, et il est très intéressant qu'elle soit primée pour la gestion des communs, des « commons », pour la gestion à la fois des territoires et en affirmant que l'on ne peut pas gérer des biens qui se détruisent en se les partageant, en les partageant. Cette affirmation réhabilite l'idée de gestion mutualisée et coopérative. C'est très intéressant que la Banque Royale de Suède ait choisi, dans un contexte de crise économique, sociale

et financière, une telle approche. Et puis, je citerai Paul Krugman, mais, de mon côté, positivement, en rappelant un éditorial qu'il a sorti la semaine dernière dans le New York Times. Paul Krugman, donc, prix Nobel de l'an dernier, et qui dit en substance : « les systèmes de pensée sont des facteurs beaucoup plus puissants que les intérêts acquis, en tant que résistance au changement, parce que ces systèmes de pensée ont eux-mêmes engendré des institutions pour les défendre, et ont fondé, même, les droits acquis ». Il est intéressant aussi, pour prendre conscience du temps, que les travaux de Madame Ostrom, le prix Nobel d'Economie 2009, remontent à trente ou quarante ans. Des travaux qui portent sur des choses que l'on sait bien. Il est extrêmement intéressant que la science économique dominante mette quarante ans pour officialiser ces réflexions de bon sens. Et je crois que cela doit nous donner l'échelle du temps de transformation des systèmes de pensée, sur lesquels je reviendrai, et qui est la question centrale des crises de notre temps. Alors, pour sortir du marigot des idées reçues, je crois qu'un double effort est nécessaire. Un double effort de décentrement par rapport à l'activité quotidienne, de prise de distance par rapport à ce présent permanent, ce présent perpétuel des débats, qui est encore renforcé par Internet, par la surabondance des images, et qui nous plonge dans une sorte de court-terme perpétuel, et ce n'est pas seulement le cas du système financier. Pour que l'arbre des idées reçues ne cache pas la forêt des questions qui se posent, il faut un double décentrement, une double prise de distance. D'une part, une projection vers l'avenir. De quoi s'agit-il, comme l'aurait dit le Maréchal Foch, de quoi s'agit-il ? Quels sont-ils, ces défis du futur ? Et puis, deuxième décentrement, un retour sur l'Histoire, et c'est le sens étymologique de la notion de réforme « radicale » de la pensée, une réforme qui s'oblige à revenir aux racines. Alors, c'est ce double mouvement que je vais vous proposer.

D'abord, projection dans l'avenir. Qu'est-ce qui nous attend ? Qu'est-ce qui nous attend, du fait des évolutions actuelles ? Qu'est-ce qui nous attend, du fait des crises actuelles ? La première donnée majeure, c'est la mondialisation. La mondialisation, pas la globalisation économique, confusion permanente entre un fait, des interdépendances qui existent de manière irréversible entre les sociétés, et entre l'humanité et la biosphère, et une idéologie, une idéologie temporaire, une idéologie humainement construite, qui est celle que l'élargissement du libre marché, élargi à l'échelle internationale et à tous les domaines de l'activité humaine, serait en soit inévitable, ce qui est une formidable illusion d'optique. Donc, première donnée fondamentale : les interdépendances ont changé d'ampleur, ont changé d'échelle, ont changé de nature.

Deuxième donnée majeure, décrite au début des années 90 dans ce que l'on a appelé « la plateforme pour un monde responsable et solidaire », c'est qu'au fond, nous avons affaire à une triple crise.

D'abord, ce que le président Ledru tout à l'heure appelait une crise du « vivre ensemble » : une crise des relations interpersonnelles, une crise des relations entre les hommes, et on le voit par le fait qu'un peu partout, la transaction, et en particulier la transaction anonyme, a remplacé la relation. C'est ce que Monsieur Du-

mont évoquait à propos des territoires ruraux, mais c'est très exactement, comme le montre l'économiste Paul Dembinski, ce qui s'est passé dans la finance. La transaction, dans son immédiateté et dans son anonymat, a chassé la relation dans son authenticité interpersonnelle, et dans le risque, pris dans la durée. Mais c'est un mouvement que l'on retrouve partout, avec la préférence pour des relations par Internet, à distance, avec des gens que l'on ne connaît pas, par rapport à la difficulté des relations de voisinage. Donc, première crise, crise des rapports interpersonnels, la transaction chasse la relation.

Deuxième crise : la crise des relations entre les sociétés. Nous sommes dans un monde interdépendant certes, mais comme le disait Edgard Morin il y a quelques années à propos de la Terre Patrie, oui, un village, mais un village sans justice, sans droit et sans solidarité.

Et enfin, troisièmement : crise des relations entre l'Humanité et la biosphère, qui s'exprime évidemment par les déséquilibres majeurs, dont le changement climatique n'est qu'un des aspects.

Alors ce qui est intéressant, c'est que c'est le mot « relation » qui est au cœur de ces trois crises. Et cette difficulté à construire des relations, on va la retrouver à la fois au niveau des valeurs, au niveau du système de pensée et au niveau des institutions. Donc, je voudrais vous illustrer maintenant comment cette crise de relations s'enracine.

D'abord une crise des valeurs. L'expression « d'interdépendance », sa contrepartie évidente, c'est la responsabilité. Et comme le soulignait déjà il y a une cinquantaine d'années Hans Jonas : par voie de conséquence, le changement d'échelle des interdépendances change la nature-même de nos responsabilités. Là où traditionnellement la pensée et le droit définissent la responsabilité comme des rapports de proximité, dès lors qu'il y a interdépendance mondiale, notre responsabilité s'étend à la planète, comme l'illustre aussi bien le fait que les produits que l'on utilisait dans nos réfrigérateurs produisaient le trou dans la couche d'ozone dans l'Antarctique, ou comme aujourd'hui notre activité quotidienne, immédiate, contribue au changement climatique. Et d'une certaine manière, des mouvements comme le commerce équitable cherchent à répondre à cette question, en disant : oui, tout acte de consommation a un impact à l'autre bout de la planète. Donc, une nouvelle notion de la responsabilité est la contrepartie directe des interdépendances. Or, qu'en est-il aujourd'hui ? Tout d'abord, prenons le cas des entreprises, même des plus grandes entreprises, prenons le cas des grandes institutions financières, elles ne sont soumises qu'à des droits nationaux. Et l'on peut mesurer à quel point notre appareillage juridique a pris du retard sur la réalité des nos interdépendances.

Deuxièmement, notre éthique, et en particulier depuis la fin de la seconde guerre mondiale, depuis la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, est fondamentalement fondée sur une accumulation de droits. Or, comme le dit le juriste François Ost, la responsabilité est la face cachée du droit. Je me souviens qu'à l'initiative de Jacques Delors, puisqu'il est là, en 1993 il y a eu une rencontre à Copenhague, si je me souviens bien, quand il était président de la Commission Européenne,

sur les droits sociaux. Et on voyait très bien qu'un droit social, économique, environnemental, n'existe que pour autant qu'il y ait des gens responsables de le mettre en œuvre. Or, qu'en est-il ? À qui rendons-nous compte ? Les gouvernants, dans nos démocraties, on dit qu'ils sont redevables, « accountable » en anglais. *Accountable* à qui ? À leurs électeurs ! Et pas au reste du monde. Quant à l'entreprise, édifice juridique hérité du dix-huitième siècle, à qui doit-elle rendre compte ? À ces actionnaires ! Mais les mêmes qui dénoncent la « *share older value* », cette obsession du service du partenaire, ne pensent pas à mettre en cause notre démocratie, alors que nos gouvernants ne sont supposés rendre compte qu'à leurs électeurs, et non pas à ce sur quoi ils ont un impact. Donc, l'absence de prise en compte de la question de la relation dans les valeurs fait comprendre la première grande dimension de la crise.

Deuxièmement : crise des relations et système de pensée. Je l'illustrerai d'abord dans notre économie, et ensuite dans nos modèles scientifiques. Dans le cas de l'économie, on a trouvé parfaitement normal de considérer comme presque interdite la traçabilité de nos productions et de nos consommations. On a le droit de savoir qui l'a produit, on a le droit de connaître la composition dans son plus menu détail, en lipides, protides et que sais-je, c'est produit quelque part en Europe, quelque part dans le monde, comme si cette traçabilité était même considérée comme un obstacle non-tarifaire. Donc, on voit que toute notre économie est fondée sur la négation de la relation. Au plan des valeurs, on voit comment la compétitivité est exaltée, au détriment de la coopération.

Mais si on regarde dans le domaine de la science, c'est de même nature. Je vais vous raconter une petite anecdote, qui nous rapprochera de l'agriculture. Il se trouve que notre fondation possède un grand domaine agricole dans le nord-ouest du Vexin. Et en nous substituant, si vous voulez, à ce que nous pensons être l'évolution un jour de l'Europe, on s'est dit : en tant que fondation, nous avons le devoir d'en faire une agriculture du vingt-et-unième siècle. Et donc c'est devenu maintenant, je crois après dix ans de reconversion, le plus grand domaine d'agriculture biologique de France, avec plus de trois cents hectares. Quand les jeunes agronomes qui étaient en charge de cette conversion ont dû réintroduire des prairies, ils sont allés voir l'INRA qui était le paragon de la science. Ils leur ont demandé ce qu'il faudrait qu'on fasse comme combinaison de plantes pour que nos prairies soient à la fois efficaces du point de vue des rendements et respectueuses de l'environnement ? Réponse du spécialiste de l'Inra : il faudrait que vous alliez voir un vieux paysan. Lui, il saura. Mais nous, nos modèles ne nous permettent pas de modéliser au-delà de deux variétés. Illustration du fait que nos modèles mentaux de recherche sont des modèles fondés sur de la recherche de laboratoire dès lors qu'il faut travailler sur des systèmes complexes, il faut donner une priorité aux relations, donc, aux approches cliniques.

Cette crise des relations se manifeste aussi dans nos institutions. Prenez, encore un cas récent, le comité Balladur a dit que ce qu'il faut, c'est clarifier les responsabilités. Ce qu'il faut, c'est que l'on sache qui fait quoi. Mais cela, c'est du faux bon

sens. Parce qu'aucun problème ne peut être géré à une seule échelle. Et donc le cœur de la gouvernance du vingt-et-unième siècle, là aussi fondée sur la relation, c'est l'articulation des échelles de gouvernance, c'est l'exercice de compétences partagées, ce n'est pas le partage des responsabilités. Et il faut attendre juin 2009, pour que le Comité des régions lance un livre blanc sur la gouvernance à multi-niveaux. Disant que ce qui compte, c'est apprendre à gérer, en articulant plusieurs niveaux de responsabilité et certainement pas en rêvant de partager les responsabilités. Même phénomène dans le fonctionnement de l'État, voire dans des collectivités locales : cloisonnement des administrations. Pour moi, qui ai fait vingt ans dans la haute fonction publique, il faut voir ce que c'est que le travail interministériel ! Si vous voulez, cette espèce de vision de territoires administratifs que chacun défend et dans lequel l'interministériel est plus l'objet de discours que de réalité. Et on retrouve la même chose au niveau de l'Union Européenne, avec une exaltation des procédures de mise en concurrence, qui aboutissent à nier concrètement les processus d'apprentissage, qui nient cette construction de la relation dans la durée.

Donc, que l'on regarde les valeurs, que l'on regarde les systèmes de pensée, que l'on regarde les institutions, on comprend à quel point cette crise des relations est profonde.

Et, en ce qui concerne la crise des relations entre l'Humanité et la biosphère, on voit la situation où nous vivons, une contradiction radicale, qu'on a analysée déjà il y a plus de vingt ans : soit on refuse le partage des ressources naturelles rares avec les indiens, avec les chinois, avec les africains, et à ce moment-là on se prépare à une crise géopolitique considérable. Je cite souvent la phrase de François 1^{er}, face à la conquête de l'Espagne et du Portugal, en Amérique Latine, disant : « je voudrais voir le testament d'Adam, qui m'exclut du partage du monde ». C'est exactement la question que posent aujourd'hui les chinois et les africains. On verse des larmes de crocodiles parce que les chinois vont traiter avec le dictateur de Guinée, avec le dictateur du Zimbabwe, etc. Ce sont les derniers venus. Où est le testament d'Adam qui les exclut du partage des ressources pétrolières ? Si nous ne résolvons pas ce problème du juste partage des matières premières, rares, il n'y a aucune paix possible au vingt-et-unième siècle. Autre extrême, si on dit fort bien : tout peuple a le droit de se développer comme nous nous sommes nous-mêmes développés, avec la même abondance, surabondance, de ressources naturelles rares, alors, comme le disent les écologistes, il faut quatre planètes pour satisfaire notre légitime désir de bien-être. Donc cette double contradiction est devant nous, et va être devant nous pendant des décennies, si nous ne trouvons pas des réponses radicales.

Alors, que penser de l'état des réponses actuelles ?

Le président Ledru, dans son intervention de tout à l'heure, soulignait l'insuffisance des solutions. Elle se caractérise, je crois, par deux choses : le changement aux marges et la pensée magique.

Le changement aux marges, c'est évoluer dans le bon sens, sans toucher le systè-

me de pensée. Deux illustrations. La taxe cosmétique sur le carbone. On considère que l'on peut gérer les ressources naturelles par de la taxation, que c'est la bonne réponse, donc on ne remet pas en cause le fait que c'est un bien de marché et que la régulation des consommations, dès lors, se fait par les prix et par la taxation. Autre exemple de l'illusion d'un changement aux marges : l'agriculture raisonnée. J'ai toujours beaucoup aimé cette expression d'agriculture « raisonnée ». Raisonnée, cela veut dire quoi par rapport à ce que c'était hier ? Soit qu'elle n'était pas raisonnable, qu'elle était irrationnelle, ou qu'elle était exercée par des ignorants. Mais en tout état de cause, ce n'est pas parce qu'on ajoute « raisonnée » à agriculture que cela change le modèle. Un troisième exemple de changement aux marges : ce sont les efforts actuels sur l'efficacité énergétique. Quand vous regardez les chiffres en Europe, vous vous dites « ah, c'est bien, l'efficacité énergétique ! ». C'est-à-dire, vous savez, quand on divise le PIB par la quantité d'énergie consommée. Plus le chiffre que l'on atteint est haut, plus on voit que l'on peut produire beaucoup de bien-être avec pas trop d'énergie. Bon. Alors on dit, c'est bien ! Là, on avance en Europe. Quand maintenant on regarde nos biens importés, ce que l'on appelle notre « sac à dos écologique », c'est-à-dire, finalement, l'incorporation d'énergie et de matières premières, pour faire bref, dans les produits chinois, quand on additionne les deux, on n'a pas fait de progrès du tout. Donc on a simplement transféré la consommation d'énergie et de matières premières. Donc, illusion du changement par les marges.

Et puis l'illusion de la résolution magique des contradictions. Alors, ça, ça nous vient de très loin, entre parenthèses, c'est déjà la main invisible du marché. C'est le lapin qui sort du chapeau : on prend les intérêts individuels, on les met ensemble, et avec la main invisible du marché, pouf, on a l'intérêt collectif. On ne demande qu'à y croire, évidemment. Et c'est tellement de l'ordre du « croire », qu'Alan Greenspan a fait une déclaration à la télévision américaine fin 2008, en disant : « je croyais à l'efficacité des marchés ». Donc on est dans l'ordre du « croire », on est dans l'ordre de la pensée magique. Mais on fait exactement la même chose aujourd'hui. Développement durable : vous prenez « développement », vous ajoutez « durable », *pruuuitt* !, c'était contradictoire la veille, ce n'est plus contradictoire. Ah, on comprend que tout le monde fasse du développement durable ! Formidable ! Changement sans fatigue, ce dont rêvent tous nos enfants ou nos petits-enfants à l'école. Économie verte : l'économie n'était pas verte, on ajoute « verte »... Hop ! Ça y est. Comment on va faire ? Qu'est-ce qu'il faut changer pour le faire ? Personne ne le sait. Responsabilité sociale et environnementale des entreprises. L'entreprise n'était pas responsable au plan social et environnemental. On va ajouter les mots ! « 3P », comme disent les Américains, « People, Profit, Planet ». Il y a un cheval de profit, une alouette de social, une alouette d'environnemental, et pffout ! La contradiction entre l'entreprise et la planète est résolue ! Donc on est dans la pensée magique.

Face à cela, quels sont les trois grands défis, les trois grandes mutations du vingt-et-unième siècle ? Il s'agit de mutations et on n'y échappera pas. Elles découlent

de ce que j'ai évoqué.

C'est d'abord la mutation d'éthique. Comment remettre au centre de l'Europe – c'est très intéressant de voir que dans une version du Traité constitutionnel de l'Europe, on avait mis au centre du préambule la responsabilité, et, si je ne m'abuse, on l'a retirée –, comment faire que l'Europe, qui est fondamentalement construite philosophiquement sur le contrat social, réhabilite radicalement la notion de responsabilité ? Comment faire en sorte que d'ici la fin de cette législature, le Parlement pousse à l'idée d'une charte des responsabilités humaines appliquée à l'Europe, vis-à-vis d'elle-même, et dans le monde. C'est le même défi à l'échelle mondiale. Le système international est totalement bancal, puisqu'il repose uniquement sur le « Nous les Peuples » devenu « Nous les États de l'ONU », et sur la Déclaration Universelle des Droits, dont on voit que ces droits finissent par n'être applicables à personne, et je rappelle que la région du monde où le plus grand nombre de conventions internationales sur les droits ont été signées, c'est l'Afrique. Parce que là, au moins, on est sûr qu'une signature de convention n'engage à rien. Donc, si on veut reconstruire de manière durable l'édifice international, il faut mettre au cœur la responsabilité.

Révolution de la gouvernance, je l'ai décrite dans un livre qui est à la sortie, qui s'appelle *La démocratie en miettes*. Il faut le centrer sur l'articulation des échelles de gouvernance, sur la coproduction du bien commun. Je n'ai pas le temps de développer, mais surtout, ce qui réhabilite la capacité à entrer les relations, et cela a été évoqué par Monsieur Dumont tout à l'heure, dans une des variantes qui est la capacité à produire du projet commun.

Et troisième mutation, peut-être la plus difficile, celle qui va faire passer d'un modèle de développement non-durable à une société durable. Alors, c'est cette dernière mutation que j'ai essayé de décrire dans le livre qui s'appelle *Essai sur l'économie*. Pour construire une mutation de ce type, il faut maintenant faire la seconde prise de distance, la projection dans le passé. Je pense que vous connaissez la formule, je l'aime bien en tout cas, « le passé est devenu de plus en plus imprévisible ». Pourquoi ? Parce que, sans arrêt, on interroge le passé à la lumière de nos nouvelles questions. Et donc, face aux crises d'aujourd'hui, il faut réinterroger notre passé, et se dire : mais comment on en est venu là ? Et qu'est-ce que cela nous apprend d'en être venus là ? Je retiendrai cinq choses de cette plongée dans le passé.

La première : d'où c'est venu, de fonder nos sociétés sur l'accumulation de biens matériels ? Je renvoie à un magnifique ouvrage d'Albert Hirschman, qui s'appelle *Les passions et les intérêts*, et qui montre que cette préoccupation a été introduite par des moralistes. C'est un travail très intéressant, parce qu'il faut se souvenir aussi qu'Adam Smith était un moraliste. En face des maux qui menaçaient la société, la guerre pour le pouvoir, la guerre pour les femmes, et la guerre pour les biens, les moralistes très empiriques se sont dit « on n'arrivera pas à bloquer la société sur tout cela, et donc, il faut libérer la passion la moins dangereuse ». Et donc, c'est venu de cette idée que l'on construirait la paix en libérant la passion la

moins dangereuse qui était l'accumulation. L'intérêt d'aujourd'hui c'est de se dire que peut-être c'est devenu la passion la plus dangereuse.

Deuxième réflexion, l'ignorance. J'ai toujours été frappé par le fait, quand j'agissais aussi comme consultant, qu'une région ou un territoire connaît extraordinairement mal la manière dont il fonctionne. Un village chinois, il y a 4000 ans, s'il ne comprenait pas comment il fonctionnait, il était sûr de mourir. Donc on était obligé de penser en termes de fertilité, en termes de relations sociales, en termes de mobilisation de l'énergie. Tout cela, parce que c'était relativement autarcique, devait être maîtrisé pour être conduit. À partir du dix-neuvième siècle, le double mouvement de conquête des ressources hors du territoire, concrètement hors du pays, dans le monde entier, par le biais du commerce ou de la colonisation, combiné avec la domination de l'économie monétaire, a produit des océans d'ignorance. Nous n'avons aucune idée, par exemple, de la manière dont l'argent qui rentre dans une région, sur un territoire, que ce soit venant des retraites ou venant de la sécurité sociale, ou venant de productions industrielles, circule à l'intérieur du territoire, revitalise ou non le territoire, etc. C'est une chose dont je me suis aperçu il y a quarante ans en travaillant sur l'Algérie : nous ne savons rien de tout cela. La manière dont nous fonctionnons opère comme un masque. Et c'est tellement vrai, même sur un territoire rural, que quand on a conduit une étude exploratoire de métabolisme territorial, près de Chaussy, à notre ferme, on s'est aperçu, par exemple, que l'on ne disposait d'aucun élément pour faire un sérieux bilan carbone de notre exploitation, de notre micro-territoire, que l'on reposait sur des abaques qui étaient construits sur des choses qui n'avaient rien à voir. Et donc, c'est une des illustrations de la formidable ignorance dans laquelle nos institutions et nos systèmes de pensées nous ont plongé petit à petit.

La troisième chose, extrêmement frappante, que l'on découvre dans cette plongée dans l'Histoire, c'est ce que j'ai appelé « le décalage entre les faits, les systèmes de pensée et les institutions ». L'illusion qu'on a lorsqu'on regarde la société à un moment donné, c'est qu'elle serait cohérente. Que l'on comprendrait les éléments, les uns par rapport aux autres. Dès que vous vous placez dans une perspective diachronique, dans une perspective temporelle, que vous passez de la photo au film, vous vous apercevez qu'il n'y a aucune chance que ce soit comme cela. Tout simplement parce que les différents éléments du système n'évoluent pas à la même vitesse. Et depuis cent cinquante ans, les faits scientifiques, techniques et économiques ont évolué à un pas de temps qui est de la décennie, voire de l'année dans certains cas. Mais nos systèmes de pensée et nos institutions sont restés rigoureusement les mêmes. Notre pensée de l'international est héritée de l'État westphalien, qui a été théorisé comme l'indique son nom en 1648, à l'époque de la construction des absolutismes. Notre vision de l'État souverain, c'est ça. Cela date de là. Et ça n'a guère bougé. Notre vision de l'Université reproduit l'Université de Von Humboldt, Berlin, 1812. Notre conception de l'entreprise, en tant qu'association d'actionnaires, remonte aux aventures des armateurs. Je crois qu'il faut se rendre compte de ce poids. Et quant à notre pensée économique dominante, elle remonte

au dix-huitième siècle, au début du dix-neuvième siècle. Et d'ailleurs, elle reproduit dans son système de pensée, tout simplement, l'état de la pensée sur la mécanique newtonienne, il y a deux siècles. Donc, quand on prend conscience du retard du système de pensée de nos institutions, on comprend que c'est là, la source de la catastrophe. Et c'est là qu'il faut porter l'effort. L'activisme militant, c'est formidable. Mais l'activisme militant à l'intérieur d'un système de pensée hérité d'il y a deux siècles n'a aucune chance d'aboutir. Et donc, quand on me pose la question « quelle est la priorité de l'action ? », aujourd'hui, la réponse c'est : penser. C'est reconsidérer le système de pensée à l'intérieur duquel nous intervenons.

Alors je l'illustrerai par le troisième point, qui est : les territoires. C'est très intéressant l'Histoire des territoires. Quand vous regardez la manière dont on en parle aujourd'hui, c'est la marginalisation du local, et le règne de la pensée approximative. D'abord, le local, c'est perçu comme la cour d'école où les enfants s'amuse, pendant que les grands travaillent à Washington ou à Bruxelles, ou à Londres, ou à Paris. On le voit très bien dans les démocraties. Est-ce que vous avez une prise sur les évolutions scientifiques et techniques qui se jouent à l'échelle mondiale ? Non. Alors vous allez faire de la démocratie participative locale. Ça, ça va être superbe. Et là, on peut mobiliser les énergies là-dessus. Deuxièmement, le local comme lieu de l'activisme : alors là, on est concret. Ah, ça, oui, on est concret. Sauf qu'on avance dans la bonne direction, mais en face d'un train qui roule en sens inverse et qui roule dix fois plus vite. Le local comme infirmerie de campagne, là où on va réparer les victimes de la guerre économique. Comme espace des pauvres. L'injonction de participer faite aux pauvres au niveau local pendant que les autres s'occupent d'autre chose. Et d'une certaine manière, l'illusion de la relocalisation de l'activité. On dit : on va acheter local. Certes, sauf que, si le local c'est du tourteau de soja venant du Brésil, plus de l'énergie venant de l'Arabie Saoudite, plus des pesticides venant de je ne sais où, de quoi parle-t-on en disant « on va acheter au niveau local » ? Alors, comment on en est venu à cette vision des territoires ? D'abord, c'est une transformation séculaire. C'est la transformation progressive de l'idée d'adhérence des sociétés à un sol, à des communautés, etc, à l'idée d'espace isotrope, l'idée d'espace homogène. Et du coup, pour moi, qui était dans l'administration et qui était directement impliqué dedans au moment où on a fait la réforme de décentralisation de 1982-1983, il est très fascinant de voir que jusqu'au début des années soixante-dix la décentralisation était un slogan de droite. On continuait le combat entre Girondins et Jacobins. Et donc, dans ma jeunesse, le territoire, c'étaient les notables, les notaires, les médecins, la vie locale comme une espèce d'épaisseur du passé, et nous, les ingénieurs d'État, on était du côté du progrès homogénéisant, etc, etc. Et cela s'est inversé extrêmement rapidement, cela a été très intéressant. Cette utopie de la transformation du territoire à l'espace, c'est l'utopie de la société sans grumeaux. Comme on dit : « une soupe sans grumeaux ».

Et c'est le même mouvement qui a produit le marché parfait et le citoyen nu face à l'État. Et donc, pendant très longtemps, ce progrès homogène va guider Et c'est

seulement, je dirais, dans les vingt ou trente dernières années que l'on voit qu'il y a eu une réaction. Une réaction extrêmement timide. Si vous parlez de territoires aux gens, ils vont entendre d'une part une surface physique, donc un morceau de terre, et des collectivités territoriales. Pourquoi ? Parce que, comme je l'ai évoqué, on ignore tout de comment cela fonctionne, et on n'a pas les institutions pour construire de véritables territoires acteurs. Et donc, pourquoi est-ce qu'il y a des réactions fondamentales ? C'est parce que le territoire est au cœur de l'économie de demain. Dans mon livre, je souligne l'idée qu'il y aura deux acteurs pivots de l'économie mondialisée de demain, et que l'un d'eux sera le territoire. Alors, pourquoi ? D'abord parce qu'on observe que ce sont les territoires qui se développent, plus que les États. Les territoires remorquent des instances plus larges. Si vous regardez la Chine, c'est Shanghai, c'est la Rivières des Perles, c'est toutes ces choses-là. Et à l'intérieur de l'Europe, on voit que ce sont les territoires qui sont moteurs. Tout simplement parce que l'économie de la connaissance, qui ressemble beaucoup, toutes proportions gardées, à l'économie de la relation d'avant la révolution industrielle, repose sur du capital immatériel, repose sur des liens, repose sur des relations, et donc, d'abord le territoire est au cœur du développement économique aujourd'hui. Et deuxièmement, parce que c'est le niveau auquel peuvent se gérer simultanément le social, l'économique et l'écologique.

Alors, quelques pistes à partir de ce diagnostic. D'abord, quel fil directeur ? La grande supériorité de l'économie actuelle, c'est qu'elle propose une vision cohérente du monde. Fausse. Mais cohérente. Et cela, c'est extraordinairement séduisant. Cela veut dire que l'on va rendre compte en même temps du comportement rationnel du consommateur et de la macro-économie. Donc si on veut construire une alternative, il faut avoir un principe intégrateur de même force. Je pense avoir décelé une piste, en tout cas je ne dis pas que c'est la seule réponse possible, autour de l'étymologie de l'économie, *oeco nomi*, l'*oeconomie*, qui veut dire « l'art de la gestion de la maison commune », « l'art de la gestion du foyer ». C'est cela que ça voulait dire. C'est à cela qu'il faut revenir : l'*oeconomie*, c'est une branche de la gouvernance. Et donc, en déployant les différents principes de gouvernance, je me suis aperçu, chemin faisant, qu'on ouvrait des pistes complètement nouvelles sur l'économie. J'en citerai seulement trois.

D'abord, et cela rebouclera avec mon observation avec la récente prix Nobel, les régimes de gouvernance. On a une pensée qui oppose biens relevant du marché et biens publics. En analysant plus profondément les choses, je me suis aperçu que c'était une typologie tout à fait simplificatrice. Et que le premier problème de gouvernance, c'est de trouver des régimes de gouvernance, donc des modes de régulation qui collaient réellement à la réalité qu'on traitait. Et qu'en réalité, je n'ai plus le temps de l'expliquer, mais j'ai identifié quatre catégories de biens et services, et pas deux. En me fondant sur ce que j'ai appelé le « teste du partage ».

Deuxième piste, les agencements institutionnels du futur. Aujourd'hui, les deux grands acteurs qui structurent la vie économique sont les grandes entreprises et

l'État. Quand je dis « qui structurent », cela ne veut pas dire qu'ils sont forcément les plus puissants, ou les plus nombreux. Les très grandes entreprises sont une toute petite partie de la vie économique, mais concrètement, c'est, comme les grands systèmes financiers ou comme les grands systèmes de distribution qui restructurent le jeu économique autour d'eux. Selon moi, ces deux acteurs que j'appelle « pivots » seront remplacés par deux autres, qui structureront aussi bien la vie économique locale que le commerce international. D'une part, le territoire, pour les raisons que j'ai dites brièvement, et d'autre part, les filières. C'est seulement à l'échelle d'une filière d'ensemble de productions et d'échanges que l'on peut commencer à parler d'une société durable. Et je crois tout à fait imaginable, d'ici vingt ans, que le commerce international soit organisé autour de normes ISO des filières durables.

Et puis, enfin, dernier exemple, la monnaie. Il est complètement absurde, sinon par habitude, de ne traiter qu'une seule dimension de la monnaie. La monnaie est fondamentalement pluridimensionnelle. Un des grands problèmes qu'on a aujourd'hui même dans notre économie, c'est qu'on a une pédale unique pour le frein et pour l'accélérateur. Et donc on dit à la fois qu'on va négocier à Copenhague la réduction des matières premières et de l'énergie, qu'on va faire une relance de l'économie. On dit cela dans le même discours, presque dans la même phrase, sauf que tout ce dont on dispose comme relance, c'est la monnaie, à une seule dimension. Et que quand vous achetez quelque chose, vous n'avez aucune idée de la composition de ce qu'il faudrait économiser, et de ce qu'il faut dépenser. Et donc, tant qu'on ne pense pas en termes de monnaie à plusieurs dimensions, à la fois tant qu'on ne reconnaît pas la diversité des monnaies correspondant à la diversité des niveaux d'échange – vous savez peut-être que les Flandres, actuellement, sont en train de travailler sur une monnaie régionale –, donc de reconnaître que communauté et monnaie sont deux faces de la même réalité, donc il est tout à fait légitime d'organiser des échanges locaux, d'organiser des échanges régionaux, que ce n'est pas contradictoire à l'euro, que c'est une manière de gérer les différentes dimensions de l'échange et d'avoir une monnaie à plusieurs dimensions pour gérer séparément les questions énergétiques, par exemple, des questions qu'il faut économiser, des questions qu'il faut dépenser. Voilà quelques pistes que je voulais partager avec vous. Merci.

Les solutions durables du rural

Les projets de la ferme expérimentale de Grignon dans la plaine de Versailles

Intervention de **Bernard de Franssu**

Guillaume Dhérissard : Merci beaucoup pour cet exposé très riche. On aura l'occasion évidemment de vous poser toutes les questions utiles, parce que j'imagine qu'il y en a, dans le débat tout à l'heure.

Donc vous nous avez dressé rapidement un panorama sur les crises actuelles et effectivement les crises liées à la complexité, et finalement nous sommes bien sur une crise de la relation. Et, justement, on va passer dans le deuxième temps de la matinée, où l'on va essayer d'illustrer un petit peu cette crise de la relation, et voir en quoi l'agriculture peut penser ses relations différemment. Et puis, tout à l'heure, nous verrons un exemple de développement territorial, c'est-à-dire, comment le territoire devient acteur de cette relation.

Alors, pour démarrer, on va le faire avec Bernard de Franssu, sur la question agricole. Bernard de Franssu est agriculteur. Il a été agriculteur dans le Nord Pas-de-Calais. Toujours, d'ailleurs, effectivement. Il a eu des responsabilités professionnelles, notamment aux Jeunes agriculteurs, et puis également à l'Afdi Nord Pas-de-Calais, si je ne m'abuse. Et puis, depuis une dizaine d'années, Bernard de Franssu dirige la ferme expérimentale de Grignon, en région parisienne. Ferme expérimentale qui, comme son nom l'indique, essaie d'expérimenter de nouvelles voies pour l'agriculture. Et justement, ils ont développé depuis quelques années un projet qui s'appelle « Grignon énergie positive », qui justement essaie d'avoir une pensée systémique de l'agriculture, et un lien agriculture-territoire moderne. Voilà, je te laisse l'occasion de présenter tout cela, pour vingt-cinq à trente minutes, pour laisser du temps au débat. Merci.

Bernard de Franssu : Je suis ravi que l'équipe de Sol et Civilisation me donne l'occasion de vous faire un petit interlude de terrain. Je vous emmène, donc, sur la ferme de Grignon, pour vous montrer que la recherche scientifique peut encore être un petit peu pragmatique, et qu'on peut aussi, avec une autre façon de regarder et d'évaluer les fonctions de l'agriculture, avoir un mode de réflexion qui peut s'appliquer aussi bien aux activités agricoles qu'aux activités de territoire, aux filières ou encore d'autres activités industrielles. Alors je vous demande tout de suite de ne pas être trop gênés par quelques éléments techniques que j'utiliserai : ils sont là essentiellement pour appuyer la démonstration, sur la base des résultats qu'ils nous permettent de mettre en évidence.

On a une ferme expérimentale qui est de grande taille et assez diversifiée, puisqu'elle a des cultures, de l'élevage, de la transformation laitière, de l'accueil du public et également une boutique à la ferme. Elle est située à l'ouest de Paris,

dans la plaine de Versailles. Et cette diversité nous permet à la fois de regarder un certain nombre de sujets, et de mettre en évidence des synergies entre les différentes activités qui constituent cette exploitation. Le projet « Grignon énergie positive » porte sur deux aspects. Un aspect qui est l'énergie, dont on va faire le bilan sur chacune de nos activités, mais également au niveau global, et regarder comment elle est impactée par nos relations avec le monde qui nous entoure. Et un deuxième aspect, un deuxième bilan, qui va être un bilan des gaz à effet de serre, donc, notre contribution, d'une certaine façon, au réchauffement climatique.

Alors on va aborder le sujet sur deux aspects. Un aspect plutôt scientifique, plutôt recherche, où on va essayer de regarder les choses, de les comprendre, et essayer de regarder de quelle façon on peut améliorer et innover dans nos pratiques. Donc avec évidemment une idée de diffusion, donc idée de diffusion qui va passer par une communication que l'on appelle « positive ». (...). En fait, à chaque fois il y a toujours une double face aux choses. Et notre approche est plutôt de montrer ce que l'on peut apporter comme aspects positifs, tout en étant tourné vers l'éducation citoyenne. C'est peut-être probablement parce qu'on est à la base une structure appartenant à une école d'ingénieurs, donc tournée vers la pédagogie. Deuxièmement parce qu'on est dans une région qui a été préservée de l'urbanisation jusqu'à maintenant, mais, sur un rayon de quinze kilomètres autour de Grignon, on intéresse à peu près 250 000 personnes. On reçoit sur cette ferme de Grignon d'ores et déjà aujourd'hui 10 000 personnes par an.

Alors cela ne se fait pas tout seul. C'est beaucoup d'activités, beaucoup de sujets dans différents domaines. Il y a toute une équipe qui travaille sur ces projets : équipe AgroParisTech, équipe Inra, équipe du Cereopa, qui est un centre d'études et de recherches sur l'économie des productions animales. Et puis, évidemment, cela demande quelques moyens, et donc on a la chance d'avoir des partenaires qui nous soutiennent depuis le début de ce projet, c'est-à-dire, depuis fin 2005. Donc, l'Ademe, l'interprofession animale au travers du Cniel, le Crédit Agricole, les interprofessions végétales, et également les collectivités territoriales, région et département.

Tout d'abord, on a commencé par faire un diagnostic des situations. On ne peut dire qu'une ferme est à énergie positive que si on a regardé en profondeur ce qui s'y passe. Bien que ce n'est peut-être pas tout à fait lisible de l'endroit où vous vous situez, on a regardé le poste énergie et on s'est rendu compte que c'était, curieusement, non pas la consommation de gasoil, qui paraît être la particularité des exploitations agricoles qui ont pas mal de surface, mais la fabrication des engrais, donc la partie consommation d'énergie indirecte ; c'est à dire que les engrais qui entrent dans la ferme de Grignon ont coûté beaucoup d'énergie pour être fabriqués, et c'est ça qui constitue pratiquement 30% de nos consommations énergétiques. Le deuxième poste est celui du fuel, ça on peut le comprendre. Et le troisième poste, c'est également une énergie indirecte, puisqu'il s'agit de l'achat des aliments sur l'extérieur, donc là aussi, dépendants d'une filière de fournitures à l'agriculture. Et puis un quatrième poste qui est dû à l'énergie utilisée pour la

transformation des produits laitiers, vous verrez tout à l'heure que c'est quand même relativement impactant.

Ensuite, sur la question des gaz à effet de serre. Donc il y a trois gaz à effet de serre qui concernent l'agriculture. Il y a le CO₂ bien sûr, qui compte pour un. Il y a le méthane, qui compte pour vingt-trois. Et il y a le protoxyde d'azote, qui compte pour trois cents. Et cette unité-là va faire que l'on va relativiser les choses, puisque sur le premier poste d'émissions de gaz à effet de serre sur une ferme comme Grignon, c'est le méthane produit par l'élevage bovin qui est en première place. Et le méthane produit par l'élevage ovin est en troisième place. Donc vous voyez l'importance que ça a. Et la deuxième position est tenue par le protoxyde d'azote, dû aux dégagements lors de l'étendage des engrais azotés. Alors que la fabrication de CO₂ par le fuel des tracteurs ou lors de la fabrication des engrais grâce au gaz naturel n'arrive qu'en dernière position. Alors on a fait un bilan, donc, qui correspond à une consommation d'énergie fossile de 408 tonnes d'équivalent pétrole. C'est important, c'est équivalent à la consommation de 102 habitants en moyenne. Et quant à l'émission de gaz à effet de serre, cela correspond à plus de 2600 tonnes d'équivalent CO₂. Donc, divisez ce poste-là par à peu près trois, multipliez-le par la taxe carbone à 14 euros et vous verrez ce qu'une ferme comme Grignon pourrait avoir à payer comme taxe, si on l'affectait sur l'ensemble de ses activités gaz à effet de serre. Et ça, ça correspond à 440 habitants. Alors, on peut regarder cela comme étant une nuisance. C'est un fait, cela correspond à une nuisance. Mais la contrepartie quand même de cette ferme, c'est qu'elle permet de nourrir 7500 habitants si on regarde les choses sur l'aspect des glucides, et 9500 si on regarde sur l'aspect des protéines. Donc, voilà, le projet « Grignon énergie positive » est là pour ramener à cette idée-là, que, bien sûr il y a des aspects qui sont relativement coûteux pour l'environnement, pour la société, etc., mais il y a un service qu'apporte cette activité, et on va essayer d'améliorer ce service en permanence.

Donc, les valeurs du projet, vous le voyez tout de suite, ça va être, d'une part, bien évidemment, de ne pas dégrader la marge économique, sinon il n'y a pas de viabilité. On va essayer d'améliorer le nombre de personnes que cette ferme va nourrir, et évidemment, on va essayer de réduire l'impact que l'on a sur l'environnement.

Alors, si on veut passer au-delà d'un diagnostic, il faut en permanence savoir où on en est. Donc on a construit un tableau de bord. On a été déjà sur la base d'une comptabilité analytique depuis longue date en construisant un tableau de bord qui reprend l'analytique, sur chacun de ces trois aspects : économique, énergie et gaz à effet de serre. Et chaque mois, on est capable de sortir la performance de la ferme de Grignon sur chacun de ses ateliers, et sur chacun de ces aspects. Et on est à peu près persuadé que demain il y aura lieu de construire une espèce de comptabilité autour de ces trois aspects. Alors, bien évidemment, il faut savoir ce qui se passe chez nous, et donc ne pas partir de notions tout à fait « biblio ». On a les moyens aujourd'hui de mesurer le protoxyde d'azote qui sort de nos champs.

Bernard de Franssu

On a les moyens de mesurer le méthane qui sort des naseaux des vaches. Et on a observé qu'un certain nombre de sujets pouvaient quand même nous apporter un certain nombre de questions.

La première, c'est la constatation qu'une vache qui produit peu de lait produit quand même plus de méthane qu'une vache qui produit beaucoup de lait, si l'on regarde sur l'aspect unitaire, c'est-à-dire que si on regarde par litres de lait, la vache qui est la plus productive est la vache qui est la plus efficace. Alors ça, ça pose évidemment un problème de société. Voudra-t-on une agriculture moins intensive et moins impactante? Ou voudra-t-on une agriculture plus capable d'apporter les aliments dont on a besoin ? Autre type d'observation. Si l'on regarde par exemple les postes d'impacts sur la partie énergétique d'une production de blé, eh bien on s'aperçoit que sur la partie économique c'est le machinisme qui est le plus impactant ; sur la partie énergétique, ça va être d'une part l'achat des engrais, mais également la partie carburant, et puis sur la partie gaz à effet de serre, ça va être les engrais pour plus de 50%. Donc, vous voyez que, selon l'angle sous lequel on se place, on va avoir une observation qui va être tout à fait différente. Et donc, si on est simplement sur un phénomène, on n'aperçoit qu'une fonction partielle du dispositif.

C'est alors, qu'on a innové pour pouvoir améliorer cette efficacité. Donc on a par exemple conçu un ramassage de menue paille, de façon à récupérer quelque chose qui allait au sol et qui n'était pas bien valorisé. L'avantage de cela, c'est que ça évite que les graines qui ne sont pas récoltées aillent au sol et procurent des repousses, lesquelles repousses nécessitaient un passage d'engin ou un désherbage. Et donc cela permet d'économiser là aussi du gasoil. Et puis également on peut valoriser cette menue paille, soit dans une chaudière de façon énergétique, soit en tant que litière pour des animaux, ou encore pour l'alimentation du bétail. Voilà un type d'innovation. On a voulu aussi regarder ce que ça donnerait si on trouvait, enfin, si on appliquait toutes les innovations que l'on a trouvées dans la littérature. Et on s'est aperçu, bien évidemment, que, progressivement, notre moyen de progrès finit par se lisser et atteindre un seuil sous lequel on ne peut pas descendre. Donc, à partir de ce niveau-là, il convient de réfléchir à de la compensation, mais on n'est pas pour la compensation à l'autre bout de la planète dont on ne sait pas comment elle est faite. La compensation, on la conçoit chez nous, avec une utilité locale. Et on a regardé ce que pouvait donner un biométhaniseur qui traiterait dix mille tonnes, c'est-à-dire, à peu près la moitié de nos effluents d'élevage qui ne sont pas très méthanogènes, donc qu'on vient doper avec des apports agroalimentaires de l'extérieur ou des résidus de restauration. Eh bien, on s'aperçoit que l'on peut valoriser à peu près 664 tonnes d'équivalent pétrole, c'est-à-dire qu'en gros, avec un méthaniseur, on va produire le double d'énergie que nous n'en consommons déjà aujourd'hui. Donc, de cette façon-là, on devient réellement une ferme à énergie positive. Et puis, pour la partie gaz à effet de serre, eh bien il y a une compensation qui est à peu près de 80% de notre production d'aujourd'hui, et ceci sans reprendre en compte la partie des engrais. Et du coup, avec la

question des engrais, je pense que, puisqu'on récupère en fait des éléments qui viennent de l'extérieur, qui apporteront donc des valeurs fertilisantes, on devrait être proche d'un bilan neutre.

On a regardé également d'autres aspects de compensation comme par exemple la production grâce à des cultures énergétiques. Le miscanthus est une des cultures sur lesquelles on fonde le plus d'espoir, parce que c'est une culture qui produit pratiquement que de la cellulose, et donc pas trop de matières différentes, et qui du coup a un très bon rendement énergétique, et ce, avec relativement peu d'intrants. Eh bien, on s'aperçoit que si on mettait soixante-dix hectares de miscanthus sur la ferme de Grignon, on ne dégraderait pas la performance économique sur la base des hypothèses que l'on avait faites à l'époque. Et on améliore notre bilan énergétique, et également notre impact climatique. Néanmoins, on continue quand même à avoir d'autres productions qui contribuent à nourrir des personnes.

Alors, on peut très bien améliorer l'efficacité énergétique ou climatique de nos activités. Cela n'a pas beaucoup de sens si c'est fait au détriment de l'environnement dans lequel on se trouve. Donc on a un suivi de la biodiversité qui est fait tout au long de cette expérimentation, on a un suivi des populations d'oiseaux, un suivi des papillons de jour, un suivi de la flore des bords de champs. Et puis, ensuite, on a un suivi global, grâce à une méthode qui s'appelle Ibéa.

Ce que l'on a fait sur la ferme de Grignon, on peut tout à fait l'imaginer sur un territoire, et on est en train de le faire actuellement sur le territoire de la plaine de Versailles. On réfléchit à une notion de métabolisme territorial en utilisant les déchets des uns comme étant des ressources pour les autres. On s'aperçoit vite qu'on est dans un lien urbanité-ruralité. Par exemple, j'ai pris le cas des centres équestres, qui sont là, c'est probablement la région de France où il y a le plus de chevaux. Eh bien, ces centres équestres sont aujourd'hui gênés avec le fumier, puisqu'autrefois ce fumier partait vers des champignonnières qui aujourd'hui sont fermées. Les champignonnières récupéraient le fumier, leur apportaient de la paille et du foin, ça n'est plus le cas aujourd'hui. Ce fumier n'a pas beaucoup de valeur fertilisante, et il les embête parce que ça nécessite des investissements lourds pour pouvoir le contenir. Eh bien, en réfléchissant ensemble, on s'est aperçu que l'on pouvait utiliser les compostières urbaines qui valorisent les déchets verts pour travailler ce fumier, le mélanger à ces déchets verts, et puis le refournir aux agriculteurs qui eux-mêmes sont en mesure, après avoir fertilisé leurs champs, de produire de la paille et du foin, pour les mêmes centres équestres. Et vous voyez que c'est une boucle vertueuse, qui réduit des investissements, qui réduit des dépenses énergétiques, et qui améliore des revenus de droite et de gauche. Donc voilà ce type de projet que l'on essaie de mener sur le territoire de la plaine de Versailles. On peut aussi imaginer des projets qui sont beaucoup plus diffus. Par exemple le méthaniseur, c'est un cas, on récupère des déchets urbains et on valorise ensuite ces déchets au travers d'une énergie qui est redistribuée vers le réseau urbain, mais là, on ne connaît pas très bien les destinataires. Et puis enfin, on peut l'imaginer dans un aspect de filière. On a des coopératives ou des négociants qui re-

Bernard de Franssu

prennent les marchandises des agriculteurs. Eh bien, on peut imaginer qu'il y ait toutes sortes d'interactions, et c'est déjà le cas dans la plupart des cas, qui soient vertueuses sur le plan du métabolisme territorial.

Le projet « Grignon énergie positive » a pour vocation de se diffuser. Et aujourd'hui, il y a un certain nombre de coopératives, de centres de gestion, de territoires, qui nous ont demandé d'essayer de regarder avec eux de quelle façon on peut appréhender les choses à leur endroit. Et nous avons donc l'idée de ramener plus de diffusion au travers de la communication. Alors, la communication, nous, on croit vraiment que l'on ne peut pas s'en passer. A travers l'exemple des médias, on voit apparaître des perceptions de l'agriculture qui sont catastrophiques. Sur cette diapositive : donc vous avez à gauche une publicité qui a été donnée par une compagnie aérienne, et qui s'appuyait sur le rapport de la FAO qui disait que les activités agricoles étaient plus impactantes, enfin, au moins aussi impactantes que l'ensemble des transports de la planète. Donc voilà le jeu de mot sur CO₂- W. Également, la revue Que Choisir ? avait établi un article sur le fait qu'un kilo de bœuf coûtait à peu près la même chose en énergie que soixante-dix kilomètres en voiture. Eh bien, nous, on pense que l'on ne peut pas laisser aux médias, sans vraiment de fondement en général, dire à notre place ce qui est la réalité des choses. D'autant plus qu'aujourd'hui on avance vers un étiquetage des produits agroalimentaires, sur les aspects énergétiques et carbone. Et que, si l'on regarde de plus près cet étiquetage, la plupart des activités agricoles va être concernée. Par exemple sur le yaourt de Grignon, qui sont entre parenthèse de très bons yaourts, on s'est efforcé de regarder quelle était, dans une fabrication de yaourts, la part due à la production agricole, c'est-à-dire aux cultures fourragères qui vont nourrir les vaches et qui vont les aider à produire le lait, ensuite la part due au process lui-même, et enfin la part due aux emballages qui vont contenir ces yaourts. Eh bien, on voit que pour l'énergie fossile, un yaourt coûte 1,7 mégajoule. Et sur les gaz à effet de serre, c'est 155 grammes équivalent CO₂. Vous voyez que sur la production agricole gaz à effet de serre, évidemment, puisque le lait vient encore des ruminants pour l'essentiel, le méthane mésentérique est une grande proportion de ce pot.

Alors, on a conçu un vélo, sur lequel le cycliste pédale jusqu'à ce qu'il ait contribué à fournir l'énergie qui correspond à chacun des trois postes que j'ai explicités précédemment. Et c'est là où la compréhension du public se fait : c'est que pour produire l'énergie de 1,7 mégajoule, il faut pédaler pendant deux heures et demie sur un vélo. Et là on comprend, curieusement, que l'énergie jusqu'à maintenant ne coûtait rien, et que ce dont on a besoin pour se nourrir coûte énormément d'énergie. Alors, l'idée, ce n'est pas de dire « arrêtez de manger des yaourts parce que ça coûte trop cher en énergie », l'idée, c'est de dire « on sait combien ça coûte, et donc on va tout faire pour que les choses s'améliorent ». Alors, sur le gaz à effet de serre, 150 grammes d'équivalent CO₂ pour un yaourt – vous êtes maintenant au fait des choses, puisqu'on parle du bonus-malus sur les voitures à partir de 130 grammes de CO₂ au kilomètre –, donc ça fait l'équivalent de ce que produit une voiture, à peu près sur un kilomètre. L'énergie, 1,7 mégajoule, est également ça :

c'est ce que consomme une voiture sur un kilomètre, une voiture de cylindrée moyenne : sept, huit chevaux.

Pour assumer cette réalité, et on va proposer des voies de progrès. Donc établir des petits livrets, qui serviront lorsque l'on accueille des scolaires chez nous et qui vont être raisonnés avec les équipes pédagogiques. Par ailleurs, on va utiliser des maquettes, lorsqu'on va dans les salons – salon de l'agriculture, salon du machinisme agricole, salon des énergies renouvelables, etc. On va avoir un diaporama qui explique un certain nombre de choses. Et puis on a un site Internet, qui s'appelle grignonenergiepositive.fr, pour dire de quelle façon on travaille et quels sont les résultats que l'on obtient.

Et enfin, on est persuadé que les choses ne doivent pas être prises sur un aspect dramatique, mais plutôt sur un aspect ludique. C'est le meilleur moyen de regarder les choses d'une façon positive. Et donc on a inventé des jeux, qui sont à objectif collectif. En gros on a un jeu qui s'appelle « Bien sur ma planète, Bien dans mon assiette » et l'objectif est que les enfants constituent, avec cinq éléments, un repas complet de bonne qualité nutritionnelle, et puis se rendent compte qu'au travers de ce repas, ils ont un enjeu collectif qui est de ne pas avoir contribué à couvrir la planète de nuages, et donc poser un gros problème climatique.

Voilà, je vous remercie de votre attention.

Les solutions durables du rural

Les projets du district rural de Maremma en Toscane

Intervention d'**Alessandro Pacciani**

Guillaume Dhérissard : Merci beaucoup, Bernard, pour cet exposé très clair, où on voit bien les enjeux de l'agriculture aujourd'hui, de sa relation aux territoires et toute l'expérimentation qu'il faut pour conjuguer des dimensions *a priori* antagonistes.

Nous allons maintenant passer à la dimension territoriale en elle-même, en ouvrant les frontières, puisque nous allons en Italie. On a bien senti tout à l'heure que la crise des crises était une crise de la complexité, qu'il fallait trouver de nouvelles façons de construire nos relations. Et depuis de nombreuses années, il y a des expériences italiennes assez intéressantes, autour des districts ruraux, qui ont cours. Et Monsieur Pacciani, qui est professeur à l'Université de Florence, et qui est économiste de formation, travaille sur la dynamique territoriale. Alors il vient nous présenter un exemple très concret, celui de la Maremma en Toscane, il nous situera plus précisément en Italie, et il va nous expliquer en quoi le développement territorial peut nous aider à résoudre tout un tas de crises. Je vous laisse la parole pour une trentaine de minutes. Merci.

Alessandro Pacciani : Bonjour. Monsieur le Président et Monsieur Dhérissard, je vous remercie. Merci pour l'opportunité que vous m'avez donnée de présenter aux dix-huitièmes Assises une expérience concrète de gouvernance du développement rural. Je m'excuse pour mon Français italianisé, mais je sais que vous êtes en capacité de traduire et, je pense, de suivre l'exposé que j'ai préparé.

Les thèmes que je vais présenter sont très positionnés dans les thèmes de la session. La session d'aujourd'hui est : « les solutions durables du rural ». La ruralité n'est pas seulement un espace de production ou de récréation, elle peut-être aussi un espace d'innovation. Alors, c'est sur ce thème que je vais développer ma présentation. Et je suis d'accord avec le professeur Dumont, quand il dit que la ruralité est une richesse. Et nous sommes complètement convaincus de cette vision. Le district rural, nous l'avons défini comme un exemple concret de développement rural innovant, fondé sur des nouveaux modes de gouvernance entre acteurs. Dans le district « rural », nous n'avons pas considéré le rural comme une faiblesse, mais depuis les débuts jusqu'à aujourd'hui, c'est un facteur de développement pour l'économie locale et la cohésion sociale. Le district, est défini comme une organisation territoriale, qui s'appuie sur l'activité des communautés locales. Ce sont des définitions que nous avons données, très synthétisées, pour faire comprendre que pour nous la ruralité est une richesse. Et aussi pour comprendre que le district est un moyen, une forme d'organisation territoriale qui regarde la participation des acteurs du territoire.

Les questions que je vais exposer sont les suivantes : la Maremma est un territoire rural pour l'excellence. J'avais écrit dans ma version originale « un territoire rural excellent », mais Monsieur Dhérissard m'a corrigé. Mais j'y vois bien le même sens. C'est très intéressant aussi que vous ayez reformulé la définition en « un territoire rural pour l'excellence ». Après, nous regarderons le projet du territoire, l'évolution du projet, le modèle de district rural que nous avons réalisé, le fonctionnement et quelques résultats, et enfin, quelques perspectives.

La Maremma, un territoire rural pour l'excellence.

Je ne sais pas si vous connaissez le territoire, la région de la Maremma. C'est dans le sud de la Toscane, c'est la plus grande province d'Italie en termes de superficie. Et c'est une région qui a une géographie, une histoire, une culture et une organisation administrative unique. Il y a beaucoup de différences entre la Maremma et les autres parties de la Toscane. Parce que la Maremma, comme nous le verrons après, est une région qui souffrait de désavantages naturels, à l'origine de problèmes économiques et d'exode agricole. Dans les années cinquante il y a eu un assainissement des marais et des avec des réformes agraires qui suivaient une série d'assainissements, déjà lancés sous les familles de Lorraine et Médicis. Donc il y a une longue histoire de l'assainissement de la Maremma. Par ailleurs, la modernisation a été tardive, d'où des faiblesses structurelles et un territoire plutôt en retard, en particulier vis-à-vis du reste de la Toscane. C'est aussi un territoire qui a une faible densité démographique : cinquante habitants au kilomètre carré. Cinquante habitants au kilomètre carré, c'est une densité qui n'a pratiquement pas changé depuis cinquante ans. Aujourd'hui, nous sommes cinquante-trois, cinquante-quatre habitants au kilomètre carré. En fait, les mouvements démographiques sont plutôt faibles. Il y a peu d'infrastructures de communication. On a également un réseau dense de petites villes et villages. Nous avons vingt-huit communes dans la province. Le secteur agricole représente un poids important pour le territoire : 12%, quand la moyenne régionale est de 4%. Et, enfin, ce territoire présente une forte identité culturelle qui dérive de l'histoire.

Sur ce territoire est parti un projet de territoire qui a pris le parti de considérer le district rural comme un projet stratégique pour tout le territoire. En effet, le district représente pour nous un modèle de développement territorial, qui se caractérise par de nouveaux rapports entre acteurs publics et privés. Qui développe aussi un projet global, en considérant que les caractéristiques du développement rural sont un développement intégré, endogène et durable. Qui regarde l'activation d'un système territorial de qualité, avec l'utilisation de ressources financières publiques, mais aussi de ressources financières supplémentaires. Nous avons défini le district rural comme un projet de développement rural de qualité, qui regarde la réévaluation du potentiel rural, la valorisation de la multifonctionnalité de l'agriculture, l'intégration des projets agricoles dans les projets de territoire, l'évolution des politiques agricoles sociales et de cohésion au niveau européen et leur actualisation au niveau local, le renforcement des politiques rurales territoriales. Et nous

Alessandro Pacciani

avons pensé alors que ce projet de district rural, comme projet de développement rural de qualité, était une nouveauté dans le schéma italien, et je pense aussi dans celui des autres pays.

Le développement rural de qualité se caractérise par la valorisation des filières agroalimentaires – typicité et traçabilité. A ce sujet, j'ai bien apprécié la présentation de Monsieur de Franssu, qui est vraiment innovant dans le cadre de la restructuration des agricultures – donc la traçabilité, le terroir, l'environnement, la garantie des produits et l'organisation des filières. Le développement rural de qualité comprend aussi les autres activités économiques du territoire : l'artisanat, le tourisme, les services. Et la Maremma est très caractérisée par ces activités économiques : l'agriculture, mais aussi le tourisme, l'artisanat et les services. Le développement rural de qualité, c'est aussi la qualité de la vie et les relations territoriales.

Pour ce qui concerne la qualité de la vie, nous prêtons beaucoup d'attention à la culture et aux ressources locales, à la qualité de l'environnement, aux services pour les habitants et à l'échange intergénérationnel. Pour les relations territoriales, nous prêtons également beaucoup d'attention à la mise en réseau des activités économiques et des ressources locales, à la valorisation des ressources humaines et naturelles du territoire, avec en particulier l'idée d'un panier de biens et de services qui caractérise le territoire dans sa totalité. L'évolution du projet est partie d'une proposition datant de 1996. Le même jour que la Conférence de Cork, le 7 novembre, nous avons fait la Conférence de l'agriculture de la Maremma et nous avons proposé le district rural comme schéma de développement local. Et la Conférence de Cork, qui a défini les principes du développement rural, elle avait lieu le jour d'après. Cinq ans après, on a écrit la loi nationale qui définit les caractéristiques des districts ruraux et agroalimentaires de qualité en Italie. À partir de 2002, nous avons obtenu la reconnaissance des projets pilotes d'une partie de la région Toscane, parce que la loi nationale demandait aux régions la reconnaissance des districts ruraux et agroalimentaires. En 2004, on a eu la loi régionale. Et en 2005, nous avons obtenu la reconnaissance définitive du district rural, sur la base de la loi régionale. Alors, je pense que le parcours est clair : la proposition, la loi nationale, le projet pilote, la loi régionale et la reconnaissance définitive. C'est donc un parcours très long qui a caractérisé l'activité du district depuis sa première année, depuis 1996. Le modèle que nous avons réalisé se base sur un objectif général très simplifié : encourager le développement économique et social en développant une ruralité de qualité. J'ai déjà dit que la qualité, c'est le dénominateur commun de toutes les activités que nous avons réalisées sur le territoire. Et les activités sont de l'ordre de la concertation et la collaboration entre les entreprises et les institutions locales, entre les acteurs locaux. L'objectif est d'optimiser l'utilisation des ressources et de coordonner les instruments de programmation ou d'intervention publique. Je vous donne quelques données. Il y a dix ans, la Maremma utilisait 18% des ressources publiques régionales pour l'agriculture. Aujourd'hui, le territoire utilise 25% des ressources de la région Toscane. Le résultat dépend uniquement de la capacité d'organiser les dynamiques de projet au niveau

local et ensuite de la possibilité d'obtenir les financements publics. Il y a une grande demande d'investissement au niveau local. Les activités financées dans le cadre du district rural sont réparties en trois axes. Le développement des filières, la partie la plus importante, et pas seulement des filières de l'agriculture, mais aussi celles des autres activités productives. L'artisanat, le tourisme et les autres activités. La politique de qualité est le dénominateur commun de toutes les activités du territoire. Et le troisième axe, c'est de faire de la Maremma un système territorial, favorisant l'intégration entre secteurs économiques, entre les diverses zones du territoire, parce que la Maremma part de la montagne et arrive à la mer. Le principe de la gouvernance locale que nous avons adopté consiste à élaborer des politiques locales de développement, à coordonner les acteurs publics et privés, à planifier les différents projets, à piloter les investissements publics et privés et enfin à obtenir des ressources financières additionnelles.

Concernant le fonctionnement du district rural : Nous avons considéré le district rural, d'une part, comme un modèle de développement et d'organisation de l'économie rurale et, d'autre part, comme un modèle de gouvernance, une méthode de travail entre acteurs du développement rural. Nous avons l'expérience des districts industriels. Vous savez que l'Italie est un pays où l'on a réalisé les premiers districts industriels. Prato et son industrie lainière sont fameux dans le monde. Nous avons une expérience de développement sur la base « districtuelle » qui est née dans l'industrie. Mais nous pensons que l'extension au secteur rural de l'approche districtuelle est un peu différente parce que le district industriel va se spécialiser sur un produit et le district rural va se diversifier sur plusieurs activités du territoire. Alors, dans le district rural, c'est le territoire qui devient l'acteur principal, et toutes les activités qui sont réalisées dans le territoire. Les acteurs, je l'ai déjà dit, sont les entreprises, les organisations, les institutions publiques locales, la société locale et autres groupes de pression présents dans la société locale. Les ressources utilisées sont les financements publics, les ressources des entreprises et du système bancaire, avec un recours au crédit bancaire, et les ressources de la société locale. Pour l'organisation, il y a un cabinet de direction, qui est un lieu « de consultation entre les acteurs », et un comité technique et scientifique qui a pour objectif de piloter et de contrôler. Les activités du district concernent la communication, l'animation, le service aux entreprises, la coordination entre les professions sur le territoire, la coordination des instruments de programmation de la dépense, pilotage et l'évaluation des activités. Enfin, c'est le comité scientifique qui est en charge de l'évaluation.

Quelques résultats : Nous avons souhaité que les premiers résultats soient définis par ce que l'on a appelé « l'effet district ». C'est-à-dire, le renforcement de l'identité et de l'image du territoire. L'optimisation des dépenses, et j'ai dit que nous avons beaucoup gagné avec l'organisation territoriale dans l'utilisation des ressources publiques, et communautaires en particulier, et l'accroissement des investissements, des revenus et de l'emploi. Il y a dix ans, dans la Maremma, on avait 9% de chômage. Aujourd'hui nous en sommes à 4%. C'est l'effet de l'activité

Alessandro Pacciani

des entreprises, l'innovation et surtout le fort niveau d'investissement qui est présente dans le territoire. Une autre donnée peut être intéressante. Quand nous avons un euro de financement public à disposition, nous avons une demande d'investissement de trois euros. C'est à dire que nous avons une capacité d'investissement qui est trois fois supérieure à la disponibilité. C'est ce qui a permis d'utiliser nos ressources et aussi une part de celles dédiées à d'autres provinces de la Toscane. Encore quelques données pour expliquer les résultats. Les financements à moyen et long termes des entreprises agricoles ont beaucoup augmenté en dix ans. Nous avons reçu depuis sept ou dix ans plus de 1700 demandes pour les primes à l'installation, et en particulier des jeunes agriculteurs, ce qui est un nombre très important. Nous avons, dans cette province, de gros chiffres. Dans la Maremma, nous avons 10000 entreprises agricoles. Avoir une relève générationnelle pour 1700 entreprises, c'est un résultat vraiment important. Nous avons beaucoup travaillé sur la qualité des produits du territoire. Nous avons des « DOP » (Appellation d'Origine Protégée), deux « IGP » (Indication Géographique Protégée), huit vins de qualité Appellation d'Origine Contrôlée. À nos débuts nous avons quatre appellations d'origine, après dix ans elles sont montées à dix-huit, donc c'est une activité qui regarde principalement la qualité. Nous avons un réseau de zones protégées très important. Nous avons un parc régional, beaucoup de réserves naturelles locales, et nous avons constitué un réseau de zones protégées qui représente 20% de la superficie totale du territoire provincial. D'où la défense de la biodiversité et toutes les autres questions qui sont liées au développement rural et aux multi-fonctionnalités de l'agriculture. Parmi nos plus beaux résultats, en dix ans nous sommes passés de soixante à sept cents entreprises agritouristiques. Nous avons décuplé les activités d'agri-tourisme de la Maremma. Et la diffusion de l'agritourisme se fait partout sur le territoire : de la montagne à la mer. Elle a permis de lier les territoires et de réduire leur isolement et leurs difficultés. L'agriculture biologique représente aujourd'hui 15% de la superficie agricole utilisée. Nous avons réalisé trois routes du vin et des saveurs – je pense qu'il y a aussi en France des expériences de route du vin –, qui couvrent tout le territoire de la Maremma, de la montagne à la mer. Ce sont des résultats très intéressants qui sont liés surtout à l'image forte d'un territoire qui a décidé d'entamer un parcours de développement unique et intégré.

Les perspectives ne sont pas faciles, mais pas seulement pour la Maremma. Il y a des difficultés générales. Quelques secteurs sont en crise. Il y a une crise très forte du vin par exemple. Mais les perspectives sont liées pour nous à la reconnaissance de la valeur stratégique de la dimension territoriale, pour le développement rural. C'est une question qui, je pense, est à l'ordre du jour dans les politiques européennes de cohésion et aussi les politiques de développement rural : soutenir au niveau local l'intégration et la coordination des politiques européennes. C'est un objectif du district, de coordonner les différentes politiques sur le territoire. Nous avons géré le plan de développement rural, l'Objectif 2, parce que toute la Maremma est en Objectif 2, les politiques de formations professionnelles, sur le fond de cohésion sociale, les interventions sur les fonds structurels et les fonds de cohésion

territoriale. D'un point de vue prospectif, nous pensons qu'il faut travailler encore plus sur l'intégration et la coordination des politiques européennes au niveau local. Y compris le futur de la PAC, la Politique Agricole Commune, qui va être réformée ultérieurement. Les autres prospectives sont liées à la valorisation des identités culturelles et environnementales des communautés locales. Et enfin, répondre à l'objectif de cohésion territoriale, parce que c'est l'objectif et la perspective finale desquels découlent les autres prospectives, parce que nous pensons que la cohésion territoriale doit être le noyau des prochaines réformes de la politique européenne.

Si vous avez des demandes, je suis à disposition. Merci.

Echanges avec la salle – 1ère partie

Echanges avec la salle – 1ère partie

Questions – Débat, fin de matinée

Guillaume Dhérissard : Merci, Monsieur Pacciani. C'est un exemple très intéressant et original : on essaie de croiser filières et dimension locale au travers du territoire comme espace de projets stratégiques.

Alors, j'imagine que vous avez plein de questions par rapport à ces quatre exposés de la matinée, exposés de cadrage où l'on a vu les dimensions démographiques et la crise de la pensée avec Monsieur Calame, et puis ces deux exposés sur l'agriculture et le territoire. Donc, on va ouvrir un temps de débat. Vous avez des micros qui sont à disposition. Je vous demanderai de vous présenter rapidement quand vous prenez la parole, et puis de poser des questions assez courtes pour que tout le monde puisse participer. Voilà. Qui veut prendre la parole ?

Gérard Le Puill : Je suis journaliste. J'ai une question pour Bernard De Franssu.

Après ce qu'il a dit sur les émissions de protoxyde d'azote, est-ce que, si on développe au vingt-et-unième siècle une agriculture mondiale, comme s'est développée l'agriculture des pays développés dans la deuxième moitié du vingtième siècle, c'est-à-dire, en séparant de plus en plus l'élevage des grandes cultures, est-ce qu'on ne va pas être confronté à un double problème : celui de devoir utiliser de plus en plus d'engrais d'une part, et de ne pas savoir recycler par ailleurs les engrais organiques, comme se posent déjà les problèmes en Bretagne et ailleurs ?

Bernard De Franssu : Vous avez raison, c'est un risque. Mais on est là pour essayer d'éclaircir les choses et faire en sorte que ce risque se réalise le moins possible. Alors, deux observations.

L'utilisation des engrais de demain n'est pas à regarder à l'aune de l'utilisation des engrais d'aujourd'hui. On est en train de découvrir seulement, ce qu'est un sol. C'est un milieu avec une biodiversité qui est considérable, probablement l'un des milieux les plus riches en termes de biodiversité. Et quand vous allez sur un champ qui paraît relativement homogène, vous allez regarder ce qui se passe à un endroit ; deux mètres plus loin, l'écosystème est déjà différent. Ce que je veux dire par là, c'est qu'on a encore très mal compris ce qui fait qu'un sol fonctionne et ce qui fait qu'il est capable de mettre à disposition d'une culture des éléments fertilisants. Et la compréhension de ces phénomènes va certainement nous amener à avoir une efficacité sur les engrais qui sera bien meilleure. Et donc, je fais le pari qu'avec autant d'engrais qu'utilisés aujourd'hui, demain on sera capable de produire le double. Sur ma propre exploitation, je produis aujourd'hui quatre fois plus que ne produisait mon père il y a quarante ans, avec la moitié moins d'engrais. Voilà, les progrès sont considérables. Et, je pense qu'on n'est pas au bout de ces progrès.

Deuxièmement, sur le fait de la spécialisation des exploitations, c'est un phénomène qui a eu lieu depuis les années soixante, c'est-à-dire que les gens sont partis sur des productions de plus en plus monosystémiques, parce qu'on fait peut-être mal deux métiers à la fois, et que le métier d'éleveur n'est pas le métier de cultivateur si je puis dire. Néanmoins, c'est vrai qu'il y a des synergies entre les deux aspects, et elles peuvent se faire à plusieurs niveaux : soit on peut concevoir des exploitations où il y a les deux rassemblées, mais on peut aussi imaginer des associations avec des agriculteurs qui sont soit des cultivateurs d'un côté et des éleveurs de l'autre. Et je pense que ces associations aujourd'hui ont un bel avenir devant elles. Ensuite, il y a une autre association sur les matières organiques, qui est l'association ville-campagne. Il y a énormément de matières organiques qui sont produites par les villes, et qui sont aujourd'hui très mal utilisées. L'essentiel aujourd'hui part dans des usines d'incinération. C'est un peu dommage. A mon avis, on devrait pouvoir profiter aussi de ces aspects-là. Il y a un élément à prendre en compte aussi, qui est le coût de l'énergie, le coût économique tout simplement de l'énergie, qui fera qu'un certain nombre de productions animales risquent d'être relocalisées. C'est-à-dire qu'autant on peut imaginer que, l'énergie étant trop peu chère, on aille chercher loin nos productions agricoles ; plus ça ira, plus il faudra les rapprocher des centres de consommation, et donc des villes.

Henri Ollagnon : J'ai beaucoup apprécié l'exposé de Bernard De Franssu, qui montre quelque chose qui me paraît hautement significatif. On voit une transformation des problématiques, en les globalisant. C'est-à-dire qu'au lieu d'être acculés à être de mauvais élèves et à être moins mauvais élèves, on transforme la façon d'aborder les choses, notamment avec cette idée très intéressante de métabolisme territorial. Je voudrais mettre l'accent sur un point précis. Ce que Bernard a montré, c'est qu'il est parti de la ferme jusqu'à ce réseau de métabolisme territorial, notamment avec les centres équestres sur la plaine de Versailles. En amont de ce qui a été possible de faire, et que je salue, il y a eu une démarche patrimoniale, dans laquelle Raymond Lacombe, fondateur de Sol et Civilisation, a été partie prenante, avec Gérard Laureau, Monsieur Huchon et moi-même. Cette démarche patrimoniale a été menée, avec des étudiants de l'Agro, enfin, des anciens élèves de l'Agro qui avaient une formation en Gestion du vivant et stratégie patrimoniales, et qui ont donc une approche en termes stratégiques de ces questions complexes et systémiques. Sur les quatre territoires où nous sommes intervenus : Versailles, plateau de Saclay, Sénart et Cergy, le seul territoire où la greffe a pris, c'est la plaine de Versailles. Pour des raisons complexes. Certes, il y a la protection du château de Versailles, mais il y a aussi une implication très forte et très moderne d'une partie de la profession agricole sur le territoire. Quand nous sommes intervenus, il y avait une séparation complète, non seulement au niveau des pratiques, mais aussi au niveau des têtes, entre la ferme de Grignon et le territoire local, les agriculteurs locaux. On voit aujourd'hui que, petit à petit, par une intelligence convergente et organisée des acteurs de la ville, des acteurs de la

Echanges avec la salle – 1ère partie

campagne et des agriculteurs, il y a une intelligence concrète qui se met en place. Donc moi, je voudrais tirer quelques enseignements.

D'abord, je pense que nos modes de pensée universalistes, sur lesquels on s'appuie depuis les Romains, ont un grand avantage, c'est qu'ils permettent de partager une rationalité, ce qui n'est pas mal.

Par contre, pour construire ces éléments de rationalité, il faut souligner que notre mode universaliste est un mode de réduction légitime du complexe. C'est-à-dire qu'il relégitimise, aux yeux d'un certain nombre de points de vue, l'évacuation de la complexité qu'on n'a pas prise en compte. Donc, ce mode de réduction légitime du complexe, aujourd'hui n'est plus légitime. C'est cela qui est en cause.

D'autre part, il a fonctionné avec une prise en charge de la complexité qui était rurale, locale, qui venait du néolithique, qui a été modernisée. Cette prise en charge compensatoire de la complexité locale ne tient plus, ne marche plus. Ça ne veut pas dire que l'on ne sera pas capable de cela, mais elle n'est plus efficace. La Révolution lui a enlevé le droit, et puis il a fallu un siècle et demi pour lui enlever la capacité, en fait. Or, les hommes sont là. Les hommes sont des êtres complexes en interaction complexe dans un univers complexe, et ils peuvent gérer ce complexe.

Mais, à mon avis, ce n'est pas en déstabilisant la pensée universaliste qu'il faut le faire, même si j'en ai eu pour ma part un peu l'envie. Ce sont des principes organisateurs qui nous sont utiles. Par contre, je crois que c'est en dépassant, et en reprenant le territoire, en se remettant autour d'une table, mais de façon extrêmement prudente, comment dire, avec beaucoup de précaution, un peu comme si on allait dans un confessionnal, ou quand on va voir un médecin. Et je pense que c'est cette intimité territoriale qu'on peut recréer dans la société, et qui donnera les solutions modernes par rapport à nos problèmes.

Guillaume Dhérissard : Est-ce que quelqu'un veut réagir à cette question-commentaire ? Monsieur Calame, peut-être ?

Pierre Calame : Ce qui est très intéressant dans cette histoire du métabolisme territorial, on a commencé à utiliser le mot en 1995 si j'ai bonne mémoire, on a fait la première étude sur le métabolisme territorial, ce qui devait être en 1997, et en fait on a été amené à réimporter, curieusement, paradoxalement, une pensée qui venait de l'industrie et de la ville. L'Histoire des idées est toujours un peu biscornue. C'est parti de ce qu'on a appelé « l'écologie industrielle ». L'écologie industrielle, c'est une réflexion qui a commencé à la fin des années quatre-vingt, en disant : mais au fond, le système industriel est complètement barbare, il n'est pas capable de reproduire les synergies qui existent dans les écosystèmes. Et donc, il fonctionne complètement à cycle ouvert. On importe des produits, on rejette des déchets. C'est la fameuse « symbiose industrielle » de Kalundborg au Danemark, qui a servi de matrice. On a publié le premier livre en 1994, si j'ai bonne mémoire.

re, *Vers une écologie industrielle*. Ça a été exporté en Chine. La notion d'« économie circulaire » est devenue une des bases du nouveau plan de développement chinois. Et c'est par ce biais, qui était l'imitation par le système industriel de l'écosystème, que c'est revenu en posant le problème : qu'est-ce qu'on sait, justement, du métabolisme territorial ?

Et par rapport à ce qui a été évoqué dans l'exposé, ce n'est pas ma spécialité, j'ai regardé ça de manière indirecte, mais je sais que l'on s'est heurté, pour analyser le métabolisme territorial chez nous, en tout cas à l'époque. Peut-être qu'il y aurait de meilleurs outils maintenant, à toutes les questions de l'interaction entre le sous-sol et le sol, ça rejoint un peu ce que vous disiez. En réalité, ce sont encore des boîtes noires, on avait des boîtes noires au niveau de l'eau, on avait des boîtes noires au niveau du bilan carbone des forêts. Mais je trouve intéressant, au niveau de l'Histoire des idées, que c'était évidemment parti de l'observation des écosystèmes naturels, que ces écosystèmes naturels, on leur a tourné le dos avec l'agriculture qui s'est mise à imiter l'industrie, puis l'industrie s'est interrogée sur ces propres carences, a décidé de réimiter les écosystèmes, et c'est par ce biais, parce que l'industrie apparaissait plus moderne, que l'on a pu légitimer cette idée dans le monde rural. Je trouve que c'est intéressant au niveau de l'Histoire des idées.

René Caspar : Je suis membre du Comité d'Orientation de Sol & Civilisation, mais j'interviens plutôt en tant que membre du groupe Toulouse, à partir des travaux que l'on mène au sein de ce groupe. Ma question est pour Monsieur Pacciani.

Vous avez décrit assez finement – et je vous en remercie, parce que ça ne doit pas être très facile en venant d'un autre pays – ce qui s'est passé chez vous. Par contre, j'aurais aimé que vous développiez un peu plus le comment. C'est-à-dire, notamment au niveau des rapports entre les associations, les entreprises et le système d'élus. J'ai cru comprendre, pour avoir mené quelques travaux en Italie, que l'Italie n'a pas du tout la même histoire que la France par rapport à ses relations aux élus. Et que, notamment dans un certain nombre de régions italiennes, s'est développé, disons, un certain mépris pour la classe politique qui fait que la société civile a pris l'habitude de s'organiser toute seule. Et de mettre au pas, entre guillemets, les élus. On n'est pas du tout dans la même culture en France. Pour le meilleur et pour le pire. Mais ce qui me semble intéressant, notamment dans le système des districts, c'est la place faite aux entreprises. Si vous pouviez dire quelques mots sur qui a été à l'origine de la dynamique que vous avez décrite. Merci.

Alessandro Pacciani : Si j'ai compris, la question concerne le parcours de l'organisation du district depuis ses débuts: le rapport entre l'administration publique et le système des entreprises. Pour comprendre le rapport entre l'administration publique et le système des entreprises, le système local en général, il faut tenir compte du fait qu'en Italie il y a eu un transfert de compétences publiques de l'Etat aux régions. Et des régions, dans le cas de la Toscane, aux administrations locales.

Echanges avec la salle – 1ère partie

Alors les administrations locales, les provinces, se sont vues déléguer par les régions la programmation du développement local. C'est un système de décentralisation des régions au niveau local, qui a permis à la province du Grosseto, qui représente la Maremma toscane, de programmer le développement, quand les régions ont commencé à fonctionner en Italie, dans les années 1970. Alors ce système de transfert des compétences au niveau local a permis une programmation plus forte au niveau local. Et, dans le cas de la Maremma, les compétences locales ont été favorisées par la coïncidence territoriale de la Maremma, qui est une province du point de vue administratif. Tout le territoire est Objectif 2, dans le fond structurel. Toute la province est territoire Leader, alors il y a eu une concentration des ressources des différents fonds de financement communautaire sur le territoire qui lui a offert la possibilité d'utiliser tous les instruments publics à disposition. Ça a favorisé l'organisation au niveau local. Et après, nous avons aussi eu la possibilité d'obtenir des financements publics par ce que l'on appelle en Italie la « *programmazione negoziata* », la programmation négociée, qui existe même en France, je pense. Ce sont des financements italiens publics pour les programmes de développement local ou sectoriel, et donc la province du Grosseto a aussi participé à cette « *appellation* » nationale sur la programmation négociée, qui a permis l'arrivée d'autres ressources financières. Mais le mécanisme est né de la coïncidence et de la compétence administrative au niveau local. Je ne sais pas si j'ai répondu à la question que vous avez posée.

Jean-Claude Sandouly (Ancien maire, membre de l'Aimver) : Certains intervenants ont parlé des problèmes d'ordre politique. Je crois qu'effectivement il y a un gros problème, surtout en France, où l'administration est sur-administrée, extrêmement centralisée. Et le développement des territoires doit se faire au niveau local et d'une façon très décentralisée, un petit peu à l'image de ce qui se passe en Italie. Il y a aussi un autre pays qui est très efficace dans ce domaine, c'est la Suisse, qui depuis à peu près une trentaine d'années a réussi à développer les zones de montagnes, mais de façon extrêmement décentralisée. Autrement dit, il y a un gros problème politique. Et tant qu'on ne donnera pas, en France en particulier – parce que je crois que c'est la France qui est la plus concernée –, tant qu'on ne donnera pas le pouvoir, un véritable pouvoir politique aux territoires. D'ailleurs il se trouve que cela avait été signalé par un papier assez remarquable de notre président actuel en 2001, et aujourd'hui on constate qu'avec la réforme territoriale, et en particulier la réforme Balladur, on constate qu'il y a, au contraire, une recentralisation qui va à l'inverse de ce qui serait souhaitable pour un développement harmonieux, pour un développement véritablement efficace des territoires, ce qui devient absolument essentiel. Dans la région Clermontoise à l'heure actuelle, on nous parle de métropole, et je peux vous dire qu'il y a une réaction. Alors, là encore, c'est une démarche qui est centralisée, et cela va se faire, encore une fois, au détriment du territoire, au détriment des territoires, en alourdissant d'ailleurs la fonction administrative centrale qui est totalement inefficace, extrêmement coûteu-

se, extrêmement lourde. Alors, je ne sais pas qui peut répondre.

Moi, je souhaite que des organismes comme Sol et Civilisation, l'AIMVER et bien d'autres, qui travaillent d'une façon d'ailleurs séparée – j'en rencontre pas mal à Paris à l'heure actuelle –, puissent se coordonner de façon à ce qu'il y ait une influence au niveau politique central dans ce pays, parce que ça devient urgent.

Guillaume Dhérissard : Merci. Donc, on est sur les politiques institutionnelles et la place des territoires. Qui veut donner un premier élément de réponse? Monsieur Dumont ?

Gérard-François Dumont : Eh bien, vous posez effectivement une forte question qui mérite une longue discussion. C'est-à-dire que, d'une part, la France a entrepris un processus de décentralisation et, en même temps, prend un certain nombre de décisions de recentralisation. Donc, on reste toujours un petit peu au milieu du guet. Et je vais, pour illustrer votre questionnement, évoquer simplement deux éléments, même s'il y en aurait beaucoup d'autres.

Bon, le premier, c'est ce qu'on pourrait appeler « la fausse décentralisation », à travers le fait qu'en même temps qu'on a décentralisé et que l'État a transféré un certain nombre de compétences locales, eh bien, il a quand même gardé des services déconcentrés. Donc, on est une exception dans le monde, à cet égard-là, puisqu'en général dans les autres pays qui ont décentralisé on n'a jamais de double avec à la fois des services déconcentrés de l'État et des services décentralisés pour gérer le même fonctionnement. Si vous le permettez, je vais vous donner quand même une anecdote sur le sujet, qui permet de bien comprendre ce que je veux dire. Vous savez, en effet, que l'État, par exemple, a transféré les compétences en matière de construction de lycées, ou de construction de collèges, respectivement, aux Conseils régionaux et aux Conseils généraux. Sans transférer les personnels qui étaient chargés de ces missions avant. Donc, le résultat, c'est que, moi-même ayant été recteur, étant dans une académie qui avait une forte croissance de population scolaire, j'étais, en fait, je dirais, en déficit de personnel pour suivre ces questions de collèges et de lycées. Et donc un beau jour je me suis un petit peu renseigné sur les personnels dont je disposais, et je me suis rendu compte que quinze ans après la décentralisation j'avais toujours du personnel qui était détaché auprès des directions de l'équipement, pour soi-disant s'occuper des collèges et des lycées, ce qu'ils faisaient avant la décentralisation. Donc, je me suis tourné vers les DDE, en leur disant : il y a deux solutions, soit vous prenez en charge le paiement de ces personnels, soit vous me les rendez. Et finalement ils me les ont rendus. C'est-à-dire que depuis quinze ans il y avait des gens qui étaient payés par l'Éducation nationale, qui étaient affectés dans des DDE, et qui n'avaient plus de fonction réelle. Donc, ça, ce n'est qu'un exemple parmi d'autres. Mais le résultat, c'est que, bien entendu, les régions ont été obligées d'embaucher du personnel, puisque l'État n'avait pas transféré son personnel. Donc, ça, c'est un premier élément.

Echanges avec la salle – 1ère partie

Deuxième élément, sur nos modes de centralisation-décentralisation, et là j'évoquerai la question au niveau local, puisque vous avez évoqué la question des métropoles. Aujourd'hui, le système qui est vanté par tout le monde, c'est-à-dire, l'intercommunalité à travers les communautés d'agglomérations, se traduit en fait par des surcoûts considérables au niveau local. Pourquoi ? Parce que la plupart des communautés d'agglomération qui se sont créées se sont traduites, effectivement, par des transferts de compétences, ceux d'ailleurs tout simplement rendus obligatoires par la loi, ou ceux décidés volontairement par les élus. Transferts de compétences qui se sont accompagnés, logiquement, d'un certain nombre de transferts de personnel, sauf qu'il est clair que les maires n'ont pas forcément transféré les personnels qu'ils considéraient les plus compétents au niveau de la communauté d'agglomération. Et qu'en outre la communauté d'agglomération a dit : « mais, finalement, moi, ça ne me suffit pas, les transferts que vous m'avez faits, donc je suis obligée de recruter des dizaines, voire des centaines – je pourrais vous citer des exemples – de personnes en plus ». Donc aujourd'hui, dix ans après la loi Chevènement pour faire simple, sur un territoire d'une communauté d'agglomération, vous pouvez prendre n'importe laquelle, alors que les compétences sont les mêmes qu'il y a dix ans pour l'association communauté d'agglomération-commune, j'ai partout davantage de fonction publique territoriale qu'auparavant, et donc davantage de frais de structure qu'auparavant. Donc, on a, effectivement, un vrai problème de gestion de nos territoires.

Pierre Calame : Pour ma part c'est un problème que je connais bien, puisque j'ai démissionné de l'administration par désaccord avec Gaston Defferre, justement sur la loi sur les décentralisations.

Alors, pour faire le parallèle avec l'Italie, je crois que c'est très important de rappeler que les régions ont le pouvoir législatif, ce qui n'existe pas au niveau politique. Donc, la conception de l'intérêt public et de l'État unitaire est totalement différente.

Mais il faut comprendre une autre chose qui est aussi au niveau du tissu économique et du mode de pensée. Le mot « district rural » n'est pas utilisé par hasard. Là encore, c'est un retour par le biais de l'industrie, puisque la grande référence a été le district industriel d'Émilie-Romagne, qui a fait école au niveau européen. Mais ce district d'Émilie-Romagne, c'est un district de petites entreprises. J'ai été amené à travailler sur l'aménagement du territoire à la fin des années soixante, les deux grands supports quand on a dit « Paris et le désert français », de la construction du territoire à ce moment-là. C'était, d'une part, la redistribution sociale. Vous connaissez les films de Laurent Davezies. En fait, fondamentalement, sur vingt-deux régions en France, il y en a vingt qui vivent avant tout de la redistribution sociale. Les retraites, les sécurités sociales, etc. Quand il y a 55% de transfert, ce n'est pas très étonnant. Donc, la première injection dans l'économie territoriale est de cette nature. Et, deuxièmement, c'était le fameux comité de décentralisation de la Datar qui essayait de s'appuyer sur les grandes entreprises à

l'époque, on négociait l'accroissement de superficie de sièges sociaux en région parisienne contre l'envoi d'une unité de production en Bretagne. Ca a été une décentralisation de l'activité économique industrielle, elle-même impulsée d'en haut. Donc, si vous voulez, il y a une espèce de pesanteur de cela qui fait que la nature de la distribution et la nature du tissu expliquent qu'il y ait des traditions différentes. Le district industriel a été une tradition de construire notamment du capital immatériel, des capacités de coopération pour être capable d'amener les PME italiennes à exporter, et je trouve que ça a été extraordinairement réussi à cette époque. Maintenant il y a des difficultés, mais c'était extraordinairement réussi à cette époque. Et je crois que c'est une très bonne illustration de la notion de capital immatériel : comment on construit au fil des années des traditions de coopération ? Je crois que c'est la denrée la plus précieuse du développement des territoires. Et puis, l'autre obstacle que l'on a en France, c'est que la notion de coproduction du bien public, donc l'idée que le bien public est le résultat d'actions d'un ensemble d'acteurs s'oppose à une vision que l'on a hérité de la Révolution française, qui est que l'État, en tant qu'incarnation du peuple, a le monopole du bien public. Et donc, on a beau discourir sans arrêt sur la concertation, en réalité, il y a l'idée que le pouvoir public – et au sein du pouvoir public, l'État a une espèce de monopole du bien public, a la charge de dire le bien public. Et c'est un obstacle culturel considérable. C'est pour cela qu'il n'y a pas de fondation en France, car une fondation c'est l'activité privée au service du bien public. Pour la culture française, c'est une hérésie tout simplement, c'est impensable. Donc il faut voir que ces obstacles culturels sont absolument majeurs.

Et puis, dernièrement, le contresens fait par la décentralisation, lié à deux choses. Il y a avait le traumatisme politique lié à l'impopularité des fusions de communes. Contrairement à la plupart des pays européens, on ne l'a pas fait : on s'est heurté à un obstacle. Et comme le système de pensée, c'était « charbonnier est maître chez lui », si vous voulez, je connaissais très bien évidemment à l'époque les cabinets, il y avait une espèce d'obsession et de vision féodale du pouvoir. Le pouvoir, c'est des territoires, et, donc, ça ne peut pas se partager ! Et, donc, on a complètement bloqué là-dessus, et donc on a décentralisé largement sur la commune et le département, pour après s'apercevoir que ce n'étaient pas des échelles de solidarité de l'économie moderne ni de la fiscalité. Et, donc, ça a créé notamment une accélération phénoménale de la périurbanisation, et maintenant il faut gérer la périurbanisation au plan énergétique, et on va en avoir pour cinquante ans.

Je tiens à votre disposition les notes que j'ai faites sur le comité Balladur ; si ça vous intéresse, je vous l'enverrai, vous me donnerez vos coordonnées.

François Leblond : Je suis président de la Cofhuat, Confédération française pour l'habitat, l'urbanisme et l'aménagement des territoires, mais je suis aussi ancien préfet de région. Et j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt tout cet échange qui vient d'avoir lieu sur les questions institutionnelles. Je voudrais revenir à quelque chose de très, très concret.

Echanges avec la salle – 1ère partie

J'ai beaucoup apprécié l'exposé de Monsieur De Franssu sur l'expérience de Grignon, et l'excellence qu'il a pu essayer de développer à cette occasion à Grignon. Je ne vais pas refaire son exposé, qui était tout à fait intéressant. Je voudrais savoir, dans la situation présente, avec les projets du gouvernement en matière institutionnelle (pas forcément Balladur, d'ailleurs), est-ce que vous considérez que vous pouvez avoir votre mot à dire sur ces projets, dans l'esprit qui est le vôtre, d'une excellence territoriale, fondée sur le sol ? J'ajoute que vous êtes en région d'Île-de-France, on parle du Grand Paris. On parle du Grand Paris et on fait venir des architectes pour parler du Grand Paris. On dit que ce Grand Paris va devoir être Région d'Île-de-France, mais aussi avoir des relations avec les régions voisines, et, forcément, ce Grand Paris, il est en grande partie sur les sols dont vous venez de parler. Donc, sur ces deux sujets, est-ce que, comme praticien, vous avez quelque chose, un message à passer ?

Bernard De Franssu : Le projet de l'association patrimoniale de la plaine de Versailles a pour objet de préserver ces sols de l'urbanisation, mais pas simplement par une fixation des choses qui gêneraient toute activité, tout développement et toute circulation des projets. Il y a nécessité pour les agriculteurs de maintenir les sols pour pouvoir exercer leur profession. Mais il y a nécessité aussi pour les urbains qui les entourent de maintenir ces sols, parce que c'est aujourd'hui devenu un espace naturel nécessaire à leur bien-être. Et, au passage, c'est un espace naturel qui valorise grandement leur patrimoine immobilier. Donc, ils ont tout intérêt à le maintenir. Néanmoins, on vient d'évoquer l'aspect de la centralisation et des problématiques dues aux politiques nationales, peut-être par rapport aux politiques locales. Il y a un exemple qui est tout à fait frappant, mais pas seulement dans la plaine de Versailles, c'est le problème de la fiscalité du bâti. Il y a dans cette plaine, de tradition céréalière, des corps de fermes absolument merveilleux, énormes, et qui sont de grande qualité. Lorsqu'un agriculteur veut céder une exploitation à son fils, et imaginons qu'il ait d'autres descendants, les droits de succession ou la valorisation qu'il peut faire de ce bien avant le partage à ses enfants est faite sur la base du prix de l'immobilier dans cette région, qui est donc très élevé. On ne peut pas imaginer que l'agriculteur qui a, en prévision de revenus relativement faibles, peu de moyens, s'endette non seulement pour reprendre les actifs de l'exploitation agricole qui vont l'aider à réaliser ses productions, mais, en plus, s'endette jusqu'à la fin de ses jours pour rembourser ses frères et sœurs sur la valeur d'un patrimoine qui n'a de valeur que parce qu'il est situé à cet endroit. Et si, d'ailleurs, il veut le valoriser mieux, c'est-à-dire qu'il va le transformer en bureau pour exercer des locations auprès de PME qui ont besoin de bureaux dans cette zone, eh bien, il va retomber sous le coût de la fiscalité des BIC. Si on veut essayer de résoudre ce problème fiscal, eh bien, on s'aperçoit que l'on a une problématique à résoudre à tous les échelons : local, départemental, région et État. Et aujourd'hui, on a bien du mal à pouvoir engager ce type de réflexion. De toute façon, ça ne sert à rien de le faire au niveau communal, si on ne sait pas le faire

aux autres niveaux.

Le deuxième aspect est d'essayer de préserver les sols pour un lendemain qui nécessitera une production agricole accrue. C'est absolument capital, mais ce n'est pas capital qu'auprès des zones urbaines. Aujourd'hui on observe à chaque fois qu'il y a un nœud autoroutier, ou un échangeur, on voit le développement d'une zone d'activités économiques, d'activités artisanales, etc., qui sont très consommatrices de sols, et dont on ne sait pas si elles ont un avenir. Donc, là aussi, c'est une problématique qui peut être résolue au niveau local, mais qui doit être intégrée dans les projets d'ordres nationaux lorsque l'on décide d'un tracé d'autoroute, ou d'un échangeur. Voilà, je ne sais pas si j'ai répondu à votre question de cette façon.

Gérard-François Dumont : J'ai beaucoup apprécié cet échange, et je voulais simplement rappeler que la Suisse nous propose une réponse à la question qui est posée concernant la transmission du patrimoine aux enfants. Puisqu'en Suisse, effectivement, les droits de succession de l'agriculteur ne sont pas calculés sur la valeur du capital qu'il transmet à ses enfants, mais sur les revenus que dégage ce capital. Donc, le problème est automatiquement réglé, puisque là il n'y a pas surtaxation vis-à-vis d'un capital qui a fait automatiquement des plus values, compte tenu de sa localisation géographique, mais sur les revenus de l'exploitation agricole, qui, eux, sont ce qu'ils sont. Donc, il suffirait d'essayer de traduire, dans la fiscalité française, le mode de fiscalité agricole suisse.

Sophie Clapier : Sophie Clapier, chambre d'agriculture APCA. Ma question s'adressait à Monsieur Calame, que je remercie beaucoup pour son exposé qui était très stimulant intellectuellement.

J'avais juste une interrogation sur le fait de rejeter un peu l'agriculture raisonnée, et ce genre de démarche qui visait quand même un peu à améliorer des pratiques, sachant qu'à mon avis, tout comme il existe différents modes de vie, de consommation des territoires différents, on a aussi peut-être besoin d'agricultures plurielles et différentes. Et l'important était, comme cela avait été souligné, de développer justement les passerelles et les relations entre toutes ces agricultures, qui correspondent à des besoins de consommation des territoires différents. Donc, est-ce que, justement, on n'aurait pas besoin, plutôt, de développer ces relations au niveau territorial ? Et justement, vous parliez de ces nouveaux acteurs, filières et territoires, donc j'aurais voulu que vous explicitiez cela un petit peu plus. Et j'aurais voulu avoir également votre sentiment sur une forme aussi un peu différente que sont les chambres consulaires. Les chambres consulaires, qui sont des établissements publics, dirigés par des élus professionnels, et qui justement, sont un peu à la croisée de cette problématique, territoires et filières. Voilà, merci.

Pierre Calame : Je ne suis évidemment pas contre, je ne suis pas agronome, je ne

Echanges avec la salle – 1ère partie

suis pas contre une diversité de formes d'agriculture. Ce sur quoi j'insiste, c'est qu'on ne se fasse pas piéger par les mots. C'est un slogan, « agriculture raisonnée ». Ce qui n'est plus un slogan, c'est quand on commence à travailler comme le fait Monsieur De Franssu sur le métabolisme d'ensemble et qu'on s'en donne les moyens. On l'a fait sur l'agriculture biologique, ils le font sur autre chose. Je ne veux pas dire par là « il n'y a que l'agriculture biologique au monde ». Mais au moins, il faut qu'il y ait une approche globale de l'écosystème. Et ce n'est pas ce que contient le mot. C'est pour cela que j'ai pris cet exemple, à cause du public que j'avais, histoire que vous ne dormiez pas, si vous voulez, comme un des éléments de la pensée magique. Le résultat de la crise, ou des crises, c'est que la maladie majeure, c'est la schizophrénie. C'est-à-dire qu'on fait quelque chose, tout en se disant, en tant que citoyen, qu'on est en train d'aller à la catastrophe pour nos petits enfants. Et donc, les gens vivent dans le mal-être, pour la plus grande partie d'entre eux, parce qu'ils sont dans cette schizophrénie. Et à ce moment-là, bien, comment on résout ? Bien, on résout, entre autres, par la magie. C'est ça que j'ai voulu illustrer par ces mots-slogan, qui ne veulent en réalité strictement rien dire de mon point de vue, sinon comme publicité pour une profession agricole dé-crédibilisée vis-à-vis du reste de la population. Mais on résoudra cela par des actes, pas par des mots.

Sur votre question, je ne suis pas sûr d'être bien placé pour répondre sur les institutions. Ce que je crois profondément, c'est que notre société française, ce n'est pas la seule, mais elle est peuplée d'instances corporatistes. Et dans un jeu de rôles où chacun prétend défendre l'intérêt général et défend son bifteck. Le grand problème, c'est ce qui a été très, très bien expliqué par Monsieur Pacciani, c'est d'avoir un autre modèle et de la co-construction du bien public, et de la fabrication du capital immatériel d'un territoire, et de la gouvernance comme art de mettre en place des dispositifs de travail, et pas en termes d'art de distribuer des compétences entre les institutions. Dans le livre *La démocratie en miettes*, j'ai développé cela assez longuement : comment on passe d'un trépidé institutions-règles-compétences, qui est le gouvernement des choses, si vous voulez, à un trépidé objectif-éthique-dispositifs de travail, qui est l'art de la gestion du projet commun. Et tant qu'on ne fait pas ce passage, on re-débat de nouveau sur des formes institutionnelles dont l'importance est absolument secondaire. Toute forme institutionnelle a des inconvénients et des avantages, s'il n'y a pas de pratiques concrètes, de dispositifs de travail pour élaborer des projets communs, on peut s'amuser à des réformes institutionnelles tous les dix ans, qui ne servira absolument à rien.

Michel Ledru : Je m'excuse, mais je vous avais entendu tout à l'heure, Monsieur Calame, parler d'agriculture raisonnée, et vous dites très franchement que vous considérez un peu cela comme un slogan. Je suis un peu gêné devant votre réponse. Parce que, pourquoi nos amis qui sont dans cette recherche ont appelé cela « agriculture raisonnée » ? Ils auraient peut-être pu trouver un autre mot. Mais je suis persuadé qu'il y a dans l'agriculture raisonnée quelque chose de fondamental.

C'est-à-dire que ce sont des gens qui, peut-être, ne recherchent pas, comme peut le faire la ferme expérimentale de Grignon, mais ce sont des gens qui cherchent à avancer dans le sens justement d'une meilleure utilisation, d'une meilleure connaissance du sol, des interactions. J'ai été agriculteur, et j'ai mis de l'engrais, comme les agriculteurs de mon époque. Comment on raisonnait ? Je vais prendre un exemple très simple. J'étais jeune agriculteur, on allait dans les réunions, on me disait : « Michel Ledru, tu vois, tu fais du blé. Quand tu fais un hectare de blé, ton hectare de blé, qui va peut-être à l'époque faire quarante ou cinquante quintaux, il va prélever dans le sol tant d'unités d'azote, tant d'unités de potasse et tant d'unités d'acide phosphorique. Donc, tu dois rendre au sol les unités de potasse, d'azote et d'acide phosphorique que ton blé lui a enlevées. Ça c'était apparemment de la science, en réalité c'était de la théorie. Parce que je dirais que le sol est quelque chose de bien plus vivant que ce qui nous apparaît simplement, et qu'on s'aperçoit, et notre ami De Franssu l'a dit tout à l'heure, qu'avec des quantités d'engrais, d'apports, etc., bien moindres que ce que j'ai fait, moi, eh bien, on peut arriver à des résultats nettement supérieurs. Donc, je crois qu'il y a des gens qui ont choisi une branche, l'agriculture biologique, et puis il y a des gens qui font des expériences, et puis il y a des agriculteurs, et je crois que maintenant c'est un grand nombre d'agriculteurs qui se disent : « remettons-nous en cause par rapport aux approches un peu simplistes ou simplifiées que l'on nous a données à notre époque. » Et je crois que c'est la démarche de l'agriculture raisonnée. Je pense qu'il est normal qu'il se crée des groupes comme ça, qui permettent de rechercher et d'avancer.

Bernard De Franssu : Juste un petit point pour rebondir là-dessus. Je crois fondamentalement que le débat, ne porte pas sur « quel est le type de religion que l'on a en matière de production agricole ». Le débat, il est : quel est le type de produit que le consommateur final veut. Et le produit, il peut être un tourisme, il peut être un produit bio, etc. Les agriculteurs autrefois produisaient pour produire. Leur métier : c'était « producteur ». Bon, maintenant, les agriculteurs ont compris qu'ils n'avaient d'avenir que s'ils produisaient ce qui était demandé. Et demain, les agriculteurs ne seront qu'au service de besoins d'urbains. Aujourd'hui, 85% de la population française est en ville. C'est elle qui consomme les produits que font les agriculteurs. Donc, moi, je suis absolument persuadé – c'est pour ça, d'ailleurs, qu'on a un volet « communication » le plus important possible – que le consommateur doit être un consommateur qui sait que son mode de consommation dictera un mode de production. Et je pense que le débat, il est vraiment là.

Pierre Calame : Je ne doute pas de la sincérité de l'agriculteur qui parle d'agriculture raisonnée, pas plus que je ne doute de la sincérité de beaucoup de chefs d'entreprise qui disent « je voudrais assumer une responsabilité sociale et environnementale ». Répondre comme ça, c'est au moins se soulager un peu, essayer de sortir de la schizophrénie, et c'est totalement respectable et totalement nécessaire.

Echanges avec la salle – 1ère partie

Et, encore une fois, si je fais le parallèle – pour sortir de l'agriculture – avec la responsabilité sociale et environnementale telle qu'elle est pratiquée, si on ne se pose pas la question, si vous voulez, du statut de l'entreprise ; si on ne se pose pas la question des conditions dans lesquelles on peut créer un système multipartites prenantes ; si on ne se pose pas la question du commerce international en termes de filière durable, un entrepreneur, aussi profondément sincère qu'il soit – et je ne mets pas en doute du tout cette sincérité –, confronté à la dureté de la concurrence internationale, il fait un cheval d'efficacité économique, sinon il est vidé le lendemain, sauf si c'est du capital familial, parce que ses actionnaires lui disent « mon vieux, tu n'as pas fait 15% de fonds propres, tu es un guignol, regarde ! », et puis, si c'est en bourse, « notre action s'est effondrée », etc. Donc, c'est la nécessité de remonter un peu en amont pour dire "c'est super, très bien, c'est cosmétique ". Les villes qui disent « je fais du développement durable », leur sincérité n'a pas à être mise en cause. Alors pour le bulletin municipal, on verdit vaguement une politique et on dit « je fais du développement durable ». Donc, le passage de la sincérité au slogan est permanent, si vous voulez, dans notre société, et ce n'est pas un scoop. Mais s'il n'y a pas une stratégie de long terme, s'il n'y a pas de condition de financement à long terme pour améliorer l'efficacité énergétique du logement, si on est dans une agglomération où la périurbanité s'est développée, le développement durable est du cosmétique.

Guillaume Dhérissard : Le débat va se poursuivre aussi cet après-midi avec la table ronde. Je vous propose de prendre une dernière question avant d'aller au buffet.

Pierre-François Kuhn (Union Nationale des Services Publics Industriels et Commerciaux) : Ma question s'adresse plus particulièrement au Recteur Dumont : En 1995, je crois me rappeler, ont été créés des territoires par la loi Pasqua, des territoires dénommés pays qualifiés à l'époque de territoires de projets... Je crois avoir lu ces tous derniers jours que l'intention des pouvoirs publics était de supprimer ces entités. J'aurais voulu savoir quelle était votre opinion, à la fois sur le bilan de ces créations de pays et, surtout, sur l'approche, que j'ai trouvée, pour ma part, assez intéressante, de construction de pays avec les différentes forces vives du pays, enfin, sur le plan des territoires, approche qui était à la fois économique, sociologique, culturelle, d'équipement, sans pour autant créer une nouvelle strate ni embaucher des fonctionnaires. Mais je trouvais l'approche intéressante en termes de recherche de territoire pertinent, avec une approche multicritères.

Guillaume Dhérissard : Et puis, je vous propose de prendre la deuxième question. Il y aura une réponse, évidemment, après.

Participant : Je voudrais m'adresser à Monsieur Calame. Vous avez parlé de crise

de la pensée. J'aurais souhaité qu'il soit précisé : est-ce que c'est la pensée économique? Est-ce que c'est la pensée politique? Est-ce que c'est la pensée philosophique? Et ne pensez-vous pas que peut-être nous avons du mal à adapter nos mentalités et à faire évoluer nos cultures devant la rapidité du progrès technique et scientifique ? Est-ce qu'il n'y a pas, là, ce que j'appellerais un hiatus, un gap, entre le progrès scientifique et le progrès, entre guillemets, de notre traduction politique de ce progrès ? Et je pense que lorsqu'on parle de civilisation en crise, j'aurais souhaité, moi, que le mot « crise » soit au pluriel. Car, au-delà de la crise économique et financière, il y a ce que je crois la crise morale. Ça, c'est la première question.

La deuxième question : je crois que votre conclusion était un peu une pirouette. Vous avez endogène et exogène. Concilier, entre guillemets, la croissance interne, donc, penser avec ce qui se passe autour. Et est-ce que vous voulez dire que nous devons aller vers ce que l'on appelle une gouvernance mondiale? Et, si oui, comment effectivement la concevez-vous ?

Guillaume Dhérissard : La première question concerne Monsieur Dumont ?

Gérard-François Dumont : Oui, merci de cette question. Je crois qu'on est toujours dans le problème du centralisme français. On croit qu'on va toujours réinventer la solution qui va résoudre tous les problèmes alors que l'on ne regarde même pas ce qui se passe dans les autres pays d'Europe. Ce qui m'a conduit à faire, d'ailleurs, un papier disant que ce problème, c'était en fait une discussion sur le sexe des anges qu'on pratiquait en France. Et, au lieu de discuter sur le sexe des anges, il vaudrait mieux travailler sur les projets. C'est comme l'idée que les départements ont été créés en 1790. Oui, c'est vrai d'un point de vue institutionnel. Dans la réalité vécue des territoires, c'est souvent faux. L'Aveyron, c'était le Rouergue ; le Lot, c'était le Quercy ; l'Indre-et-Loire, c'était la Touraine, et je peux continuer : la majorité des départements avait une existence territoriale bien avant 1790. Alors, les pays, au départ – puisque vous avez parlé de la loi du 5 février 1995 –, on était dans une logique antijacobine. C'est que la loi Pasqua, effectivement, disait aux acteurs du territoire, qu'ils soient élus ou qu'ils soient non élus, qu'ils soient associations, « si vous voulez, vous avez la possibilité d'inventer une formule de pays, c'est-à-dire, de vous associer pour réfléchir ensemble à des projets. Et moi, État, je ne veux pas m'en mêler, je vous laisse libres d'organiser ainsi le territoire. Si, finalement, cette organisation semble correspondre à une structuration territoriale favorable aux projets, qui correspond à ce qui est souhaitable, moi-même, État, d'ailleurs, j'organiserai, après, mes sous-préfectures, selon le découpage des pays ». C'est ça la loi de 95. Qu'est-ce qui s'est passé, donc, dans les années qui ont suivi cette loi Pasqua ? On a vu l'effet des héritages culturels. C'est-à-dire, dans des régions où il y a effectivement une réalité de pays – et notamment en Bretagne, Paul Houée pourrait le dire beaucoup mieux que moi, bien entendu –,

Echanges avec la salle – 1ère partie

cette volonté de se mettre ensemble pour créer des territoires de projets a été très forte et a abouti à des résultats réels. Et là on arrive à la loi de 1999 – qu'on appelle, pour faire simple, la « loi Voynet » –, dont l'intitulé exact, d'ailleurs, c'est « loi de refonte de la loi Pasqua ». Donc, ce n'est pas une loi différente. Simple-ment, là, on est entré dans un système d'usine à gaz. C'est-à-dire qu'on a dit : maintenant, pour créer des pays, il faut respecter des tas de procédures. On les a invités éventuellement à entrer dans des formules juridiques comme le groupement d'intérêt public – alors, là, Monsieur le Préfet ne démentira pas, il n'y a pas plus usine à gaz que ça. Et donc, résultat : si vous voulez, on a tué ce qui faisait la spontanéité des pays – je généralise un petit peu, mais je suis obligé de simplifier dans ma réponse – mais je crois que c'est en 2003, qu'on a essayé de resimplifier un peu les choses. Mais on avait un petit peu cassé la dynamique et, surtout, on avait mis sur le pays une touche de centralisation qu'il n'aurait surtout pas fallu mettre. Soit centralisation de l'État central, soit centralisation des régions avec les disputes entre le conseil régional et un conseil général sur le découpage de tel ou tel pays, etc. Donc dans certaines régions, on est entré dans des discussions où on n'était plus du tout dans des logiques de projets. Arrêtons de vouloir trouver la formule territoriale qui serait soi-disant la plus efficiente. Vous savez, on est le seul pays au monde qui fait ça. Le Val d'Aoste, 150 000 habitants, personne ne s'en plaint. Il ne demande pas d'être fusionné avec le Piémont. Personne ne dit qu'il faut fusionner le Val d'Aoste avec le Piémont et que ce sera plus valable. Moi, en France, j'ai une région, le Limousin, que je connais bien. On dit, « oh, ce pauvre Limousin, vous vous rendez compte, il n'a que 700 000 habitants, c'est affreux ». Bon, mais vous allez au Delaware, vous allez voir le Road-Island aux États-Unis, ils sont moins peuplés que le Limousin. Le Road-Island ne demande pas à être fusionné avec le Massachusetts parce que comme ça il fera plus de développement. Vous allez en Espagne, la Navarre, il n'y a que 500 000 habitants. La Navarre a des résultats de développement économique qui n'ont rien à regretter. Quant aux cantons Suisses, ils ne demandent pas à fusionner. Donc on a eu une discussion sur tous ces sujets-là le bilan des pays, c'est qu'il y a des pays qui ont réussi – et moi, je dis que les pays qui ont réussi, il faut les laisser fonctionner. Il faut les laisser vivre. Malheureusement, il est vrai que le système institutionnel qu'on a mis sur les pays et les pressions qu'on a faites ont détourné l'objectif initial de 1982, qui était une révolution copernicienne par rapport au centralisme français.

Guillaume Dhérissard : Monsieur Calame, sur la deuxième partie?

Pierre Calame : Je ne résiste pas à mettre mon grain de sel sur les territoires per-tinents. C'est un faux bon concept. Pour deux raisons. D'abord, parce que l'identité est une question essentielle, et on a besoin de territoires identitaires, caractérisés par leur construction dans la durée. Et puis, on a besoin d'espaces de projets, qui, eux, s'adaptent. La périphérie de ce qu'on appelle l'urbain change tous les jours, il y a une contradiction, dans un monde qui change, entre la fixité nécessaire des

institutions, pour que les gens s'y retrouvent – pour qu'ils puissent construire leur identité –, et la fluidité des réalités. Et puis, en plus, si vous voulez, ce qui seraient les territoires pertinents pour l'eau, pour les transports, pour l'économie – et je pourrais continuer comme ça longtemps – ne sont pas les mêmes. Le problème des pays, c'est quand on emprunte à deux référentiels différents de pensée pour fabriquer quelque chose, on fabrique un monstre. Le référentiel du pays, c'est une gouvernance qui est fondée sur objectif éthique et dispositif de travail, donc, sur du projet. Le référentiel majeur de la France, ce sont des institutions, des règles, des compétences. Quand on marie les deux, on veut refabriquer de l'institution à partir du projet et on se mord la queue. Un autre exemple d'usine à gaz typique : j'ai comparé dans mon livre les SCIC françaises – les espèces de sociétés coopératives – avec les CIC anglaises. Les SCIC françaises ne se sont pas développées. Les CIC – les Community Interest Companies – anglaises se sont développées à toute vitesse. La réponse est « ce que n'importe quel être censé peut considérer comme de l'intérêt général ».

Concernant la crise de la pensée, elle est d'ordre juridique. Je vous renvoie à l'excellent texte de Mireille Delmas-Marty, du Collège de France et intitulé *La vie des idées*, dans lequel elle parle de l'imaginace du droit. Effectivement, toute la pensée juridique, notamment sur la responsabilité, est, quelquefois deux mille ans, quelquefois deux cents ans, en arrière sur les faits. J'ai pris l'exemple du droit des entreprises ou du droit de la finance, puisqu'il en a été question : on va peut-être arriver à avoir une régulation européenne des acteurs de la finance. Ça paraît vraiment un progrès prodigieux. Mais, je veux dire, « à acteur mondial, droit international », évidemment. Mais ça, c'est une révolution. Bon, mais ça a été la même chose pour le principe de précaution : quand la nature des risques, la nature des problèmes à gérer dans la société et leur échelle changent, ça crée une crise juridique. La crise économique, je l'ai développée, et la crise politique, je l'ai réillustrée avec cette manière de penser, à l'intérieur de catégories du XVIIIe siècle, les problèmes du XXIe.

Alors, sur ma pirouette, j'ai été pris de court, mais c'est exprès parce qu'il y a quand même trois cents pages pour dire comment je pense qu'il faut faire les choses. Ce n'est pas juste un petit effet de manche, en fin de séance, histoire de dégager en touche. Sur chaque chose, j'ai essayé d'argumenter sur ce qu'est la légitimité d'un acteur économique, ce que sont les régimes de gouvernance des catégories de biens, comment on réforme la monnaie et comment on pourrait repenser le système international. Alors, évidemment que cela pose la question des régulations mondiales. Premièrement, on est dans une contradiction radicale sur la gouvernance mondiale. C'est-à-dire que, d'un côté, il est évident que les régulations mondiales sont totalement insuffisantes. Mon ami Georges Berthoin appelle l'ONU un « syndicat des gouvernants », mais ce n'est pas faux. L'illusion de « un pays, une voix », évidemment que ça ne peut se construire que sur des régions du monde. Mais tout ça est complètement périmé. Du coup, la gouvernance mondiale que les gens voient est jugée non légitime, non démocratique, non efficace. Quand on dit

Echanges avec la salle – 1ère partie

« il faudrait renforcer la gouvernance mondiale », elle dit « merci, on a déjà donné ! ». Et donc, on se heurte à cette contradiction depuis vingt ans. La réforme de l'ONU de 2005, enfin, ce qui a été débattu, c'était absolument ridicule. De fait, il se trouve que le G20 amorce quelque chose qui est inévitable, qui sont les relations entre les régions du monde. Il n'y a aucune raison que ce soit Monsieur Sarkozy ou Monsieur Obama qui décide que le Brésil représente l'Amérique Latine. L'Union Européenne est la seule invention géopolitique mondiale qui soit porteuse, malgré ses crises, d'une espérance. Il faut qu'on gère entre régions du monde. Par ailleurs, je crois beaucoup au rôle absolument capital de l'OMC. Ce sont les Européens qui ont obtenu de remplacer le GATT par l'organisation mondiale du commerce ; c'est un lieu qui a une efficacité à cause de la chambre des règlements des différends ; et il est complètement imaginable que l'OMC aille vers un commerce international basé sur des filières durables.

Michel Ledru : Avant de déjeuner, je voudrais tout simplement remercier nos intervenants de ce matin. Nos travaux vont reprendre à 14h. Je voudrais remercier Monsieur Dumont et Monsieur Calame, qui ont fait ce qu'on pourrait appeler les exposés de cadrage ; remercier notre ami De Franssu et notre collègue italien Monsieur Pacciani, qui nous ont apporté des expériences pratiques. Je pense que c'est une démarche que nous avons toujours à Sol et Civilisation, d'avoir des gens qui expriment des idées et d'avoir aussi des personnes qui nous disent ce qu'ils ont fait, et ce qu'ils pensent faire. Voilà, donc, un merci à tous les quatre, un merci à vous-même pour la façon très attentive et participative pour ces débats de ce matin. Donc, bon appétit et on se retrouve à 14h.

Merci.

Territoires ruraux, terres d'avenir ?

Intervention de **Guy Riba**

Guillaume Dhérissard : Bienvenu à ceux qui viennent de nous rejoindre. Nous avons l'habitude, dans les après-midi des Assises de Sol et Civilisation, de faire un débat croisé, autour de la question du jour, en essayant de conjuguer de multiples regards. On a vu ce matin que l'on était sur une crise bien plus profonde que les crises, on va dire, « thématiques » que l'on a décrites tout à l'heure ; que c'était une crise de la relation, une crise de la complexité, et que le territoire avait sans doute une place à jouer dans la construction des nouvelles réponses, et on va s'interroger plutôt, cette après-midi, sur la place de la ruralité dans cette construction.

Alors, pour démarrer sur cette question, il semble assez naturel de s'interroger en termes de prospective et de se dire : dans quelques années, quelle peut-être la ruralité, notamment dans le cas français ? En effet, il y a moins d'un an, une prospective fut publiée sous la direction de l'Inra, la prospective « Ruralité 2030 », qui dessine quatre scénarios pour les territoires ruraux de demain. Alors, pour nous présenter ces éléments de prospective, j'ai le plaisir d'accueillir Monsieur Guy Riba, qui est directeur général délégué de l'Inra, chercheur de formation, normilien, entomologiste et généticien au départ, et qui a, je crois, largement contribué au fait que l'Inra se lance dans de grands exercices de prospective. Alors, Monsieur Riba, je vous laisse la parole pour quelques minutes, pour que vous nous présentiez justement cette prospective Ruralité 2030.

Guy Riba : On a commencé cette prospective en disant : de quoi parlons-nous ? On est parti sur des approches statistiques, quantitatives, etc. Et puis, à un moment donné, il y a eu un gros conflit dans le groupe de la prospective, entre ceux qui voulaient effectivement ne faire que des approches quantitatives et ceux qui commençaient à dire « mais attendez, ce n'est pas ça qui est important, ce qui est important mais le vécu ». Et finalement, c'est bien ceux-là qui ont fini par gagner : ceux qui sont porteurs du vécu, ceux qui sont porteurs de la déclinaison des relations fonctionnelles entre la ville et la campagne. Et malgré le fait que l'on ait quelques équipes qui travaillent sur les approches quantitatives, qu'on a essentiellement axé le travail sur le vécu, ce qui est en parfaite harmonie, je trouve, avec beaucoup de choses qui ont été dites ce matin.

La deuxième chose était la suivante : quels sont les moteurs sur la ruralité ? Nous avons considéré qu'il y avait quatre moteurs.

Le premier moteur, c'est celui de la mobilité. Elle peut être contrainte, ou elle peut être volontaire. Elle dépend du prix de l'énergie, donc, de l'essence. Et troisièmement, la mobilité dépend des politiques de transports.

Le deuxième moteur que l'on a considéré, c'est le fait qu'un territoire a une histoire, et donc les précédents du territoire en matière, notamment, de localisation des

activités industrielles et agricoles sont déterminants pour son futur. Un territoire ne définit pas son futur sans considérer de fait, implicitement ou explicitement, son histoire. Et donc, la localisation est importante, et du coup la question dont on s'est particulièrement préoccupé, notamment pour l'agriculture, c'est l'adaptation de l'agriculture en fonction de ces scénarios-là. Localisation, adaptation, ce qui rejoint une remarque très importante qui a été dite deux fois dans la matinée, qui est de dire qu'aujourd'hui le consommateur est préoccupé par les produits, mais que demain il sera de plus en plus soucieux des modes de production des produits qu'il consomme. Ca nous a effectivement conduit sur les modes de production.

Le troisième moteur que l'on a considéré, c'est qu'aujourd'hui chaque citoyen, à différents moments de sa vie, élaborait des liens à la nature qui sont différents. Autrement dit, on a considéré que le lien à la nature allait être un des moteurs majeurs de l'évolution des territoires.

Le dernier point que l'on a considéré comme moteur de l'avenir des territoires et qui a amplement été évoqué ce matin à plusieurs reprises, c'est celui de la gouvernance du territoire. C'est une évidence que de constater qu'il y a des différenciations de stratégies entre territoires, mais c'est aussi une évidence de considérer qu'il y a une multiplicité des acteurs institutionnels et politiques mais qu'il y a aussi une montée en puissance, de plus en plus influente, et pas seulement en Italie, mais aussi en France, du monde associatif. L'organisation des citoyens sur un territoire impacte fortement son avenir. Et enfin on s'est interrogé par rapport à ce problème-là, sur le rôle de régulation de l'État.

Ceci nous a conduit à élaborer quatre scénarios que je vais évoquer avant d'essayer de tirer les conséquences notamment pour l'agriculture.

Le premier est très simple : c'est celui où la ville s'étale. Vous prenez la carte de Toulouse dans les années 80 et vous prenez la carte de Toulouse aujourd'hui, et c'est très simple : dans les années quatre-vingt, Toulouse s'irradiait sur à peu près trente à quarante kilomètres, sauf la vallée, qui va sur Carcassonne. Et puis aujourd'hui, la même carte – je l'ai là, je pourrai vous la montrer, c'est la même carte –, c'est cent trente kilomètres. Et donc, c'est à nos yeux une politique d'étalement de la ville, qui du coup repousse l'agriculture. Et c'est aussi une faiblesse des politiques publiques, puisque personne, à aucun moment, n'a su enrayer ce processus. On voit l'efficacité mais on en voit aussi la fragilité, puisque tout ça est dû à une externalité qui est EADS.

Le deuxième scénario que l'on a évoqué, c'est celui où l'on est tantôt à la ville, tantôt à la campagne. Dans un premier cas, dans beaucoup de couples agricoles, il y a deux emplois. Un membre du couple travaille à la ferme, l'autre membre travaille à la ville. Dans un second cas, nombreux, je suis sûr, ici, dans cet amphî, ont une maison secondaire, et ils sont tantôt à Paris, tantôt en Normandie, ou ailleurs. C'est-à-dire que le développement de l'habitat secondaire crée une économie résidentielle forte, qui fait que ça bouge. Alors, évidemment, là, ça dit bien ce que je vous disais tout à l'heure. Le premier cas de celui qui habite en campagne et qui doit aller travailler en ville, il est contraint : il faut qu'il y aille ; ou vice et

versa, s'il habite à la ville et qu'il doit aller à la campagne pour entretenir sa ferme. Mais le retraité qui habite en ville et qui veut aller dans sa maison secondaire, il faut qu'il en éprouve l'envie. Et pour qu'il en ait envie et que la campagne soit attirante il faut que le territoire dispose d'un minimum de services et d'infrastructures de télécommunication par exemple.

Le troisième scénario, c'est celui où la ville n'a plus la place pour s'étaler. Elle doit se développer en hauteur. Ne vous trompez pas, ce n'est pas forcément un catastrophisme, ce n'est pas forcément une utopie, ce n'est pas forcément irréel. Regardez la Hollande, regardez l'Asie, regardez la Chine, le sud notamment, et puis, regardez certaines régions de France. Si vous poussez à l'extrême le fait que la ville parte en hauteur, eh bien, vous êtes confrontés au fait de faire rentrer l'agriculture dans la ville.

Et le dernier scénario, on l'appelle « la peau de léopard ». En fait, cela veut dire que chacun d'entre nous aimerait bien être dans un petit village, à côté d'une ville de taille moyenne dans laquelle il y ait un pôle de santé publique, hôpital ou clinique, un lycée, un complexe sportif, un grand magasin, un complexe de cinémas, et puis, un parc récréatif.

Je ne vais pas aller tellement plus loin, parce que je n'ai pas beaucoup de temps, donc j'en tire les conséquences pour l'agriculture, au moins celles qu'on a aperçues.

La première, notamment sur le scénario un, c'est le prix du foncier. Chacun d'entre nous, et les agriculteurs les premiers, est en contradiction. Tout agriculteur qui est jeune veut garder les terres pour produire. Le même agriculteur, plus tard, commence à essayer de s'intéresser à transformer certaines de ses terres en terres habitables, constructibles. Et je n'accuse pas les agriculteurs en disant cela, tout le monde est confronté à ce problème, et le problème du foncier est un réel problème.

Et le dernier point, c'est qu'on voit bien que dans le scénario un, on pourrait imaginer une agriculture périurbaine très contrainte par les attentes des citoyens en matière de sécurité environnementale et sécurité publique, puis, deuxièmement, une agriculture beaucoup plus éloignée des villes, qui serait beaucoup plus libérée de ces contraintes et qui pourrait tourner sur des critères de productivité essentiellement agronomiques.

Le deuxième scénario, il nous amène à nous interroger sur le maintien du patrimoine paysager. On n'arrivera pas à rénover l'agriculture aujourd'hui sans prendre en compte la dimension paysagère, qui va devenir clé de toutes les solutions. Vous ne pourrez pas traiter le problème des agricultures si on ne prend pas en considération les paysages. En effet, on sait qu'il faudra que l'agriculture ait un double défi : l'intensification doit rester sur le plan agronomique, car l'agriculture doit produire.

Mais la deuxième chose, c'est que l'agriculture doit aussi devenir intensive, écologiquement intensive. Donc, elle doit être agronomiquement et écologiquement intensive. C'est-à-dire qu'il faut revisiter les pratiques actuelles pour un meilleur res-

pect de l'environnement.

Sur le troisième scénario, l'agriculture entre dans la ville. On a beaucoup de problèmes de virus aujourd'hui, dans beaucoup d'endroits, alors, ce n'est pas le cas de ce fameux H1N1, qui n'a jamais tué un porc, qui n'a rien de porcine ; mais reprenez l'Asie, la plupart des gripes auxquelles nous sommes confrontés sont des gripes d'origine aviaire est simplement dû au fait que les virus qui attaquent la volaille peuvent aussi attaquer l'homme s'ils subissent quelques mutations. Et ce n'est pas parce que vous avez des élevages au milieu des villes que vous augmentez la mutation, vous avez la même fréquence de mutations, sauf que la probabilité de contact est beaucoup plus forte, puisque vous avez une forte densité d'oiseaux et une forte densité d'hommes. Et c'est pour ça qu'il y a beaucoup de problèmes. Et vous voyez bien que si vous voulez avoir un système comme celui-là qui soit durable il va falloir être techniquement au point. Autrement dit, le fait de faire entrer l'agriculture dans la ville, ça oblige à une agriculture techniquement intensive et propre.

En conclusion le premier point, c'est qu'il n'y aura pas dans une région un seul de ces scénarios qui ne se réalisera de façon exclusive. Ce sera un mélange de tout cela.

Le deuxième point, c'est que la gouvernance du territoire serait essentielle dans sa capacité à réagir. Et quand on dit gouvernance, on ne dit pas seulement la gouvernance par les institutions politiques, on dit la gouvernance aussi par les citoyens.

Et le troisième point de ma conclusion, concerne les conséquences pour l'agronomie. Nous, considérons que cela veut dire que l'agronomie doit être profondément revisitée par une appropriation résolue des concepts de l'écologie. L'agriculture doit garantir une production doublement intensive. Il faut inventer une agriculture des systèmes écosystémiques. Ça va être une des clés de promotion de l'agriculture. Enfin, il va falloir concevoir l'agronomie des espaces. Vous savez que la majorité des agronomes travaillent à la parcelle, travaillent au champ, un peu à l'exploitation, et puis dès que ça se synthétise, ça devient de plus en plus compliqué. Et ça devient d'autant plus compliqué que jusqu'ici le sujet étaient les terres agricoles, et les objets éventuellement impactés étaient les territoires environnants, la forêt, les prairies, les zones délaissées. Aujourd'hui, il faut que tout cela devienne des sujets de recherche, et non plus des objets. Et le dernier point, et je conclurai là-dessus, c'est qu'il faut aussi améliorer l'ergonomie, *sensu lato*, l'ergonomie de l'agronomie, tout simplement parce que le métier d'agriculteur devient de moins en moins attractif. Et si on ne trouve pas le moyen, avec toutes ces contraintes, de le présenter de telle façon que des jeunes aient envie de le faire bientôt on parlera de pièces de musée.

Territoires ruraux, terres d'avenir ?

Intervention de **Gérard Peltre**

Guillaume Dhérissard : Merci beaucoup pour la clarté et la concision, parce que c'est assez difficile, effectivement, en moins de dix minutes, de présenter les quatre scénarios et les conséquences sur l'agriculture. Je retiendrai, moi, deux points pour faire la transition avec Monsieur Peltre. D'une part, c'est qu'on voit bien que la ruralité sera plus ou moins dépendante de la ville, et qu'il y a finalement un scénario qui montre que la dynamique territoriale peut être porteuse de sens. Et puis, le deuxième point, c'est que la variable clé, c'est la gouvernance.

Alors, justement, Gérard Peltre travaille sur ces questions-là, puisqu'il a une réflexion sur la place de la ruralité dans l'Europe de demain, et notamment toute une réflexion sur les politiques de cohésion territoriale après 2013. Alors, Monsieur Peltre préside une association qui s'appelle Ruralité Environnement Développement, que l'on a présenté rapidement ce matin. Sol et Civilisation est administrateur de cette association depuis une petite année. Ruralité Environnement Développement pilote également une plateforme des ONG européennes qui s'appelle le Mouvement Européen de la Ruralité. C'est une plateforme très intéressante pour étudier les mouvements de la ruralité en Europe. Et puis, enfin, troisièmement, Gérard Peltre est vice-président, entre autres, du parc naturel régional de Lorraine. Alors, pour toutes ces raisons, c'est un spécialiste du développement territorial, et la question suivante : comment il voit la place de la ruralité dans l'Europe dans les prochaines années ?

Gérard Peltre : Vous avez à cette même tribune deux anciens combattants encore engagés dans le développement local, puisque Paul Houée et votre serviteur ont été coprésidents fondateurs de l'association nationale pour le développement local et les pays. Notre tort était de transformer la démarche de développement en développement local, en oubliant la double réalité du rural et de l'urbain, puisque les dynamiques de développement local sont nées de la nécessité de faire face au futur, à un futur qui vivait d'un passé un peu compliqué, pour regagner du développement. Nous avons été à l'origine des réflexions sur le développement local urbain, avec les États généraux du développement local urbain de Poitiers. Et en ne parlant plus que du développement local, on a contribué à n'exprimer plus qu'une technique, une mécanique de fonctionnement, un territoire, un projet, une démarche participative. Fondamental parce que c'est la réalité des choses. Mais on a, en même temps, un peu dématérialisé le vécu des personnes. Et cette interrelation entre le rural et l'urbain avec laquelle on vit est souvent et de plus en plus dans une logique de dominance de l'urbain vers le rural. On est impressionné par le constat que le politique, c'est l'organisation de la cité. Et que l'on peut agir sur les évolutions. On n'est pas condamné par les statistiques. Ensuite, on a vu ce

que ça a donné lorsqu'il s'est agi de parler de la constitution européenne, du nouveau traité de Lisbonne maintenant. Le traité de Rome parlait bien de la diversité des cultures, même si on a organisé la Communauté économique européenne, et qu'on a cru à un moment donné que l'Europe sociale pouvait complètement se fonder dans un fonctionnement de communauté économique européenne. Leader s'est imprégné de la logique du développement local français. Et ce sont les anglo-saxons qui l'ont fait vivre, mais avec intelligence, parce qu'ils nous ont appris à parler d'interrelations entre le public et le privé et ils nous ont apporté une plus value forte par rapport à ça. Sauf que Leader, c'est une démarche d'essence française aussi, portée par le développement local. Sous présidence française, on a eu une réunion qui parlait de cohésion territoriale. Cohésion territoriale : un mot français, une idée française, que les Européens aujourd'hui essaient de comprendre, et à laquelle les Européens essaient de donner du sens. Et ils m'ont dit, l'année dernière, en décembre, « mais vous l'aviez bien dit qu'en France il y avait une pratique, une Histoire sur le développement local territorial, qu'il y avait des lois, qu'il y avait des outils, qu'il y a eu des procédures, on n'en a pas entendu un mot ». Je suis intervenu lors d'un colloque qui s'est tenu en avril, je crois à la DARTAR, en leur disant : « s'il vous plaît, est-ce qu'on ne pourrait pas parler de la valeur ajoutée, puisque c'est l'objectif de ce séminaire, de l'interrelation entre le rural et l'urbain ? ». Un peu de gêne dans la salle, mais beaucoup de personnes qui sont venues devant moi à la fin de la réunion en disant, « oui, ça, ça nous intéresse, y compris dans les réflexions sur la métropolisation, parce qu'il faut qu'on donne du sens à tout cela ».

Avec Ruralité Environnement Développement, depuis le départ on a une vision pragmatique : la ruralité sans l'urbain, et vice et versa, ça ne peut pas fonctionner. La réalité européenne, c'est une réalité de rural et d'urbain, et la diversité des cultures dont le traité de Rome parle et dont le nouveau traité donne un sens opérationnel maintenant aussi, elle est faite de la diversité des territoires, diversité des cultures, diversité des approches, mais le tout bien réuni par une réalité européenne. Ce que j'ai appris en économie, c'est que l'on ne passe pas de la traction humaine à la traction mécanique en ayant oublié la traction animale. Il y a des étapes dans les économies. Si on grille les étapes, on est complètement déstructuré. Il y a un certain nombre d'éléments qui sont nécessaires à prendre en considération. Alors, comme je commence à avoir quelques années, j'ai aussi participé aux travaux sur le GEM, Groupe de Mobilisation des Espaces ruraux. Et je disais à Madame Cresson, qui en avait été l'initiatrice à ce moment-là, « puisque c'est l'État qui prend cette initiative, s'il vous plaît, dites nous quelle est votre attente du rural. Parce que si c'est simplement pour nous dire qu'il faut qu'on accompagne les ruraux à mourir plus lentement ou à être endormis par quelques moyens qui leur donneront l'illusion d'exister, ça ne peut pas nous satisfaire ». La même chose, je l'ai redite lors de la loi sur les territoires ruraux. Mais, là, en allant un peu plus loin, en donnant du sens. Je n'en ai pas retrouvé l'expression, et pourtant la loi, d'une certaine manière, l'organise. Et surtout depuis qu'on fonctionne avec RED, on s'est engagé dans un *lobbying* proactif avec la Commission, pour qu'il y ait une

prise de conscience opérationnelle sur cette réalité rurale et la valeur ajoutée pour l'Union Européenne d'un fonctionnement rural-urbain, intégré, qui libérerait l'envie de faire, la possibilité de faire, les initiatives et les énergies.

Nous avons eu à cœur de faire prendre conscience que le rural, ce n'était pas le rural qu'on laissait à la perception uniquement des ruraux, mais que l'ensemble des petites villes dont on parlait, l'ensemble des espaces, des territoires où il y a une réalité d'espace, tout ce tissu-là, c'est de la ruralité. Et on a bousculé un petit peu l'OCDE pour qu'elle nous donne des chiffres opérationnels par rapport à ça. On ne les entendait pas à la DG Régio, mais on les entend à la DG Agri, ils commencent à être repris, et l'OCDE les défend. Les territoires à dominante rurale, c'est 92% de l'espace communautaire. C'est 53% de l'emploi. Même si l'emploi issu de la sylviculture et de l'agriculture est faible dans ces rapports, c'est 53% de l'emploi. C'est 56% des habitants. Et c'est, surtout, 45% de la valeur ajoutée de l'Union Européenne à 27. Quand on commence à voir des réalités de ce type-là, on sait qu'on représente une masse critique.

Par ailleurs, si les ruraux ne parlent pas d'urbanité, ils vont continuer à s'enfoncer, parce que la principale difficulté, c'est que les ruraux ne croient pas à leur possible développement, à leur possible existence. On a tellement tout cloisonné ! Il y a un livre que j'ai lu facilement parce qu'il était tout petit, Docteur Gentis, *Guérir la vie*, dans les hôpitaux psychiatriques, en disant que c'est la sectorisation qui casse tout, qui crée les véritables difficultés. On ne travaille plus qu'avec les ossatures dans les territoires ruraux, et plus avec le lien social qui leur donne du corps, les échanges entre les personnes en même temps qu'entre les territoires.

Comment on l'a organisé à l'échelle de l'Union Européenne, puisqu'on sait vivre avec cet adage « aide-toi, le ciel t'aidera » ? Il y a deux directions générales qui sont importantes pour nous. La direction générale de l'agriculture, et la direction générale du développement régional, la DG Régio. Il ne faut surtout pas que ces deux DG travaillent séparément. Or, on a constaté qu'elles avaient du mal à communiquer entre elles. Il y a la nécessité qu'à l'échelle de la Commission il y ait plus de transversalité entre les DG. Mais on les a associées dans des groupes de travail, en disant « il faut qu'on exprime le souci d'avoir une politique de développement rural, à l'échelle de l'Union Européenne, qu'on lui donne du sens et du cœur, la faire apparaître comme étant une réalité de la consistance mais en veillant à ce que cette politique de développement rural s'inscrive dans une logique de cohésion territoriale ». Ça fait maintenant une bonne quinzaine d'années qu'on lui a soutenu que « les territoires ruraux, ce ne sont pas des espaces naturels et agricoles, ou naturels et ruraux. Ce sont des pôles de développement, au même titre que les pôles urbains ». Un territoire rural, c'est un pôle de développement, un « territoire de projets », comme on disait dans le développement local, qui a une capacité d'initiative sur son futur et son destin, qui a une capacité de construction, des énergies qui lui sont propres et qui ne dépendent pas uniquement de l'énergie urbaine. Cependant, il faut organiser les interrelations fortes entre ces pôles de développement ruraux et les pôles urbains si on veut avoir un vrai moteur de co-

hésion territoriale qui génère de la compétitivité et qui porte haut les principes du développement durable. On a retrouvé un écho tout à fait favorable, au point que Dirk Ahner, le directeur général actuel de la DG Régio, a installé un groupe de travail sur la cohésion territoriale, où on parle d'interrelations entre le rural et l'urbain. Au départ, on était drôlement regardé parce qu'Eurocity y voyait un trouble qui allait capter des moyens alors qu'il y a vraiment besoin de beaucoup de moyens. Mais les aires métropolitaines nous disaient « ça nous intéresse, cette expression-là, parce que ça permet d'organiser des choses ». Et Eurocity aujourd'hui revient dans la logique en disant « ça nous intéresse aussi ». Et il y a une reconnaissance affichée maintenant sur le fait que les territoires ruraux sont des pôles de développement ; ensuite, qu'il y a une nécessité de l'interrelation entre le rural et l'urbain ; et qu'il y a cette réalité d'existence qui fonctionne. On ne parle pas uniquement de masse critique. Maintenant, tout cela, il va falloir l'inscrire, dans les faits et dans les politiques. Et là, il est nécessaire de faire remonter tout ce qui se fait, l'Histoire de tout ce qui a pu se faire dans différents endroits, et montrer que c'est un véritable moteur pour le futur, mais aussi un moteur qui va convaincre les acteurs des territoires qu'il est possible d'agir dans ce contexte de crise, où les uns et les autres ne voient plus forcément où fonctionner.

Territoires ruraux, terres d'avenir ?

Intervention de **Henri Brichart**

Guillaume Dhérissard : Merci. On a bien compris que la ruralité était une chance dans l'Europe, et qu'elle avait d'abord un poids, mais qu'il était probablement assez difficile de sortir de la pensée magique dont on parlait ce matin, c'est-à-dire, la cohésion territoriale. Si la ruralité ne se constituait pas en pôles de développement, ce serait un petit peu difficile.

Alors, pour préciser cette question, on va maintenant avoir le regard d'un agriculteur, parce qu'il n'y a pas de ruralité sans agriculture, et revenir à une question que l'on a évoquée ce matin : le lien entre filières et territoires. On voit bien en ce moment que la vie de l'agriculture est très perturbée, on est dans des crises fortes, donc j'aimerais demander à Henri Brichart, qui est un responsable professionnel agricole, actuellement président de la Fédération nationale des producteurs de lait – et je ne vous fais pas un dessin, évidemment, de la difficulté actuelle du secteur, comment il voit à la fois l'avenir de l'agriculture dans cette ruralité et l'avenir de la ruralité tout court.

Henri Brichart : Alors, j'avoue, j'oserais presque dire que je ne suis pas plus que ça à l'aise dans ce genre de débat et dans ce genre de colloque, parce que ce n'est pas un exercice habituel pour moi. Non seulement en tant qu'agriculteur, mais j'allais dire agriculteur et, en tout cas, responsable professionnel, plutôt dans une logique de filière que dans une logique de territoire.

N'empêche, les événements récents du secteur laitier m'ont convaincu que les solutions du secteur, au-delà des solutions habituelles techniques et économiques, appellent un raisonnement plus large dans lequel cette notion de territoire ou de rural où les valeurs qu'elle porte, peuvent amener des solutions. Alors, ce matin, je pense que vous avez beaucoup parlé de crise et de moments difficiles. Pour essayer de réfléchir, je mets toujours en avant que lorsqu'on parle de crise et, sauf si je me trompe, quand on fait un peu d'étymologie, « crisis » doit vouloir dire « décision », ou quelque chose comme ça. Et qu'effectivement, ce qui est intéressant dans tout ça, c'est de voir de quelle manière on peut faire évoluer les choses, et, en tout cas par rapport à la question qui m'est posée, quelle peut-être la pierre que peuvent apporter les agriculteurs en tant qu'acteurs essentiels du monde rural.

Alors, je rebondis sur le secteur laitier et sur la crise laitière. Certes, il y a une crise je ne dirais pas l'inverse, en tout cas devant des producteurs économiques. Mais ce qui m'a frappé depuis un certain nombre de mois, c'est que la crise va bien au-delà de ça. Et quand on parle prix du lait, quasiment l'explosion de ce qu'on ressent dans les campagnes depuis un certain nombre de mois, la baisse du prix du

Henri Brichart

lait a été plutôt la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Et ce, parce qu'il me semble que le mal-être est sûrement bien plus large qu'un seul mal-être économique. Et je pense que, dans ce cadre-là, la production laitière en est une belle démonstration. Et ce qui vient tout de suite à l'esprit, et ce qu'on a pu sentir, et malgré toutes les manipulations qu'il y a eu, je pense que, en tout cas selon les régions d'où vous venez, vous avez pu lire, vous avez pu voir cette volonté des producteurs de se réunir, de se réunir énormément ces derniers mois et ces dernières semaines, justement pour essayer de trouver des solutions à la crise économique, mais déjà, pour essayer de pouvoir échanger entre eux et faire sortir tout le mal-être qu'il y avait en eux.

La première forme de ce mal-être, en tout cas telle que je la ressens chez les producteurs de lait, c'est un mal-être qui est de vivre différemment. Ou, en tout cas, d'avoir l'impression de vivre différemment de l'ensemble de la société, et dans mon secteur, ça a été assez parlant. Autrefois, le couple travaillait sur l'exploitation. L'homme et la femme étaient continuellement sur l'exploitation, et pour plein de raisons, ce n'est plus le cas maintenant. Ce n'est plus le cas, et donc il y a un des éléments du couple, et souvent la femme, qui vit avec la société, avec une autre société, et le producteur lui-même se retrouve bien souvent tout seul producteur dans le village. Donc, il n'accepte plus ça. Et en tout cas, c'est très fort au niveau des jeunes générations. Ils n'acceptent plus de vivre différemment. Et c'est là, je trouve, qu'il y a une certaine forme de paradoxe avec ce que je considère un certain nombre de valeurs dont est porteur le monde rural. Ou, en tout cas, dont est, à mon avis, plus porteur le monde rural que le monde urbain. Et c'est sur ces valeurs-là que je voudrais insister. Et la première d'entre elles, c'est la diversité. Et ce paradoxe, c'est ça, c'est-à-dire que les producteurs, et on pourrait même élargir à l'ensemble des agriculteurs, ont de plus en plus de mal à assumer cette diversité, alors qu'il me semble que c'est une vraie richesse. Si je me souviens un peu de mes cours de génétique, on a toujours lié le progrès génétique à la variabilité. Et la diversité est certainement la meilleure source de progrès. Ça, c'est la première valeur.

La deuxième valeur, je ne sais pas si je l'exprime bien, mais c'est ce lien à la terre. Le fait qu'effectivement on vit au rythme de la nature, au rythme des saisons, même si ce rythme est parfois différent et qu'il arrive qu'il y ait des tempêtes et des orages. Ce qui faisait qu'on avait d'une certaine manière le temps. Le temps de voir venir, le temps de se préparer, le temps de trouver des solutions. Et des crises, il y en a toujours eu. Et Dieu sait qu'il y en a eu de terribles dans l'Histoire de l'humanité. Mais il y a eu une vraie accélération du mouvement, la globalisation des événements a rendu tous ces événements plus brutaux, avec une plus grande ampleur, et même, j'oserais dire, avec un impact visuel plus important qui amplifie peut-être encore la perception que l'on peut en avoir. Et je considère que la ruralité et les agriculteurs dans ce cadre-là portaient – et j'espère qu'ils porteront encore – cet accrochage à la terre, qui limitait dans le temps, à la fois dans le temps

et dans l'espace, l'ampleur de ces événements. Mais là aussi, on a du mal à l'assumer. Et je reviens à mes producteurs de lait, et ceux qui souffrent, enfin, qui en tout cas ont le ressenti le plus compliqué en ce moment, ce sont les jeunes agriculteurs, qui n'acceptent plus non seulement de vivre comme le faisaient les anciens – mais, ça, je n'ai pas d'état d'âme là-dessus –, mais n'acceptent plus le temps qu'on avait autrefois. C'est-à-dire qu'autrefois, pour faire simple, on avait une première partie de son métier qui consistait à ce que j'appelle « avaler l'installation », et après, on avait un deuxième temps où on se modernisait, on se développait, et puis le troisième temps, qui était pour préparer la sortie. Mais tout va tellement vite, et les jeunes agriculteurs et on les comprend, ont envie de voir tout ça très concentré, ce qui pose des problèmes.

Les autres valeurs concernent la responsabilité. On est quand même dans une société où on a l'impression qu'on est de moins en moins responsable, et pour les producteurs, et là aussi je vais le traduire par un exemple, ils sont aussi dans cette logique-là. Ceux qui sont les plus virulents dans la crise laitière actuellement sont les gens qui ont fait des choix ces dernières années, et en particulier d'investissement, de modernisation. Et ils n'assument pas le choix qu'ils ont fait. Et effectivement, à la limite, j'ai envie de dire « est-ce qu'une société trop solidaire ne crée pas une société moins responsable ? ». Et c'est là qu'apparaît la dernière valeur que j'avais envie de mettre en avant – porteuse, par les agriculteurs et en tout cas par le monde rural –, qui est l'équilibre. Parce que tout cela fonctionne, et de toutes les différentes valeurs que j'ai essayé de mettre en avant, à mon avis, l'équilibre est fondamental dans l'ensemble de ces valeurs. Il me semble que ces valeurs étaient plus fortes avant dans le monde agricole. Et si on n'est pas capable de reconstruire ces valeurs, il me semble que ce sera compliqué pour les agriculteurs, et donc pour le monde rural, de répondre et de pouvoir apporter des réponses aux différents défis que vous avez pu évoquer depuis ce matin.

Le monde agricole a beaucoup évolué, et c'est tant mieux. Mais est-ce qu'il n'a pas un peu perdu son âme ? Sans vouloir me faire le chantre du monde d'hier, c'est sûrement pas ça. Et que le vrai défi que l'on a, c'est que l'évolution, qui est obligatoire et qui est bonne, doit pouvoir se faire, mais sans oublier et sans perdre à la fois nos racines et nos valeurs. Et c'est de cette manière-là, je pense, que l'agriculture pourra apporter des solutions aux crises alimentaires, aux crises énergétiques, aux crises environnementales. Alors, bien évidemment, il y a les solutions que je n'ai pratiquement pas évoquées là, et que je qualifierais de « techniques » : produire plus d'alimentation, produire plus d'énergie, produire mieux. Mais, je n'ai pas d'inquiétude là-dessus, ce genre de réponse, les agriculteurs sont en capacité de le faire. Et ils l'ont toujours fait, et ils continueront à le faire. Et je pense que le vrai défi que l'on a, c'est d'être en capacité de pouvoir continuer à être porteurs de toutes ces valeurs du monde rural que j'ai mises en avant.

Et, pour terminer et illustrer un peu ça et sortir de ce que je connais mieux, qui est la réflexion filières et revenir sur l'intérêt du territoire, sur l'intérêt de la ruralité, je

Henri Brichart

voulais vous faire part d'une réflexion et d'une initiative. Les deux concernent le secteur laitier.

Une réflexion. Quand je me suis installé il y a plus de vingt-cinq ans, ce qu'on disait, c'était « demain, c'est l'Océanie qui nourrira le monde en produits laitiers. Ce sont le Danemark et les Pays-Bas qui nourriront l'Europe en produits laitiers. C'est la Bretagne qui nourrira la France en produits laitiers ». Et moi, je suis plus persuadé que jamais que ce n'est pas cette économie et cette réflexion-là, ces réflexions-là, on les faisait par un raisonnement purement de filières, et je reste persuadé que, plus que jamais, le rural, le territorial et le projet du territoire seront porteurs d'avenir. Et là, j'ai toujours combattu ce qu'a dit Marianne Fischer Boel, dans sa logique d'évolution de la Politique Agricole Commune, « ce sont les plus compétitifs qui resteront ». Eh bien, dans le secteur laitier, ce ne sont pas forcément les plus compétitifs qui resteront. Bien évidemment, il faudra que les gens soient en capacité de vivre de leur métier, mais cette notion de compétitivité continuera et on pourra répondre à ce défi à la fois alimentaire et peut-être énergétique de la production laitière, aussi parce qu'il y aura des projets, il y aura des projets territoriaux, et pas forcément là où on pense que seule demeurera la production laitière.

Je voulais, enfin, vous parler d'une initiative qu'on a prise au niveau des producteurs de lait, de mettre en place un logo « éleveur laitier de France » qu'on essaie de faire partager à l'ensemble de la filière. Alors, bien évidemment, derrière il y a un souci économique, mais en tout cas on essaie aussi de mettre en avant dans ce logo-là et de faire partager aux citoyens certaines formes d'actes. Un acte écologique, parce que quand on met en avant le lait de France, ou le lait d'ici, dans le contexte actuel de développement durable, on s'aperçoit que ça a un sens. Un acte citoyen par le respect et qui peut apporter un avenir au niveau des agriculteurs eux-mêmes. Et également un acte économique, puisque ça permet de faire en sorte que le monde de la production, mais aussi toute la chaîne qui va jusqu'au consommateur, puissent vivre et qu'on ne soit pas à même de voir arriver un certain nombre de produits d'ailleurs. Tout ça pour dire qu'on a aussi, nous, un rôle. On essaie de le faire. De transmettre les valeurs que je considère être plutôt porteuses par le monde rural, dans notre métier. Et c'est là une nouvelle tâche qui me semble extrêmement importante, et qui permettra de jouer un rôle plus important, effectivement, dans la réponse aux différentes crises de par le monde rural. Alors, j'ai beaucoup parlé des agriculteurs, mais il est inutile de dire que les agriculteurs ne sauront le faire que s'ils sont en adéquation avec les autres acteurs du monde rural.

Territoires ruraux, terres d'avenir ?

Echanges Croisés

Intervention de **Paul Houée**

Guillaume Dhérissard : Merci beaucoup, et je sais que l'exercice est difficile quand on est en train de gérer une période de crise. Mais justement, je crois que vous avez placé le débat pour montrer qu'en fait la ruralité était porteuse de valeurs, et que ces valeurs étaient, dans les crises que nous vivons actuellement, certainement une des solutions. C'est-à-dire, des valeurs de la relation, le lien au vivant, la solidarité et la responsabilité.

Alors, justement, ça me permet de faire la transition avec Monsieur Houée, qui est un ami de longue date de Sol et Civilisation. On a d'ailleurs, avec lui, lancé le premier Cahier, la revue de Sol et Civilisation, où on était sur « se réapproprier les territoires : un enjeu de civilisation ». Puisque finalement, la crise de la crise, c'est la crise du sens, et donc, on voulait demander à Paul Houée comment il voyait, évidemment, la question du sens et pourquoi l'Homme avait tant besoin de territoires pour s'épanouir pleinement. Donc, je te laisse la parole pour une dizaine de minutes.

Paul Huée : Je disais tout à l'heure à Guillaume que je me sens, moi aussi, gêné. J'aurais aimé me situer dans le prolongement de ce que Gérard disait tout à l'heure sur le mouvement de développement local dans les pays dans lesquels nous avons milité ensemble. Moi, je suis de Bretagne, pour ce qui est des pays ; chez nous ils ont plus de deux siècles d'existence et ce n'est pas un décret qui les supprimera. Donc, le combat chez nous, il va continuer certainement. Et j'aurais aimé me situer également dans le prolongement de Monsieur Brichart. Je viens de participer ces jours derniers au chantier d'ensilage dans mon village dont la production agricole est uniquement tournée sur les productions laitières et porcines? Et ma plus vive inquiétude concernant la crise, ça va être l'augmentation des suicides.

Donc, on m'a demandé de prendre un peu de recul, et de voir comment les valeurs dont le monde rural est porteur et nous font grandir en humanité. Alors, je n'ai pas un topo philosophique, mais il y a quand même un peu de ça. En tout cas, ce sont des données qui sont inspirées à de mon insertion à la fois comme chercheur et comme praticien dans le monde rural. En trois étapes, si vous voulez, pour dire très, très vite, une thèse que j'avais faite sur le rôle des groupements agricoles dans le développement de la Bretagne centrale. C'était dans les années soixante, donc on parlait SETA, on parlait groupement de vulgarisation, etc. Mais alors, c'est la restitution de cette thèse qui a déclenché ce qu'on appelle le mouvement du Mené : 8000 personnes dans les réunions de base, de là est né le premier comité de pays de France. On n'y avait pas pensé à l'époque. Donc, ce que j'ai décou-

vert immédiatement, c'est qu'il fallait croiser l'approche sectorielle et l'approche plus globale d'un territoire donné si on veut le mettre en mouvement. Pour moi, c'est devenu une évidence. Dix ans plus tard, trois mandats de maire dans ma commune, parce qu'on m'a dit, « ce que tu causes, il faut le faire », donc je me suis retrouvé maire de ma commune pendant trois mandats, et ensuite la présidence de la Commission du Plan et de l'Aménagement au Conseil Économique et Social de Bretagne, où nous avons vu l'importance d'articuler le local (on l'appelait le micro-régional), le régional, le national et, bien entendu, l'europpéen. S'il y a quelque chose pour lequel il faut se battre, ce sont les pays, à la rigueur, mais les Conseils de Développement, ça, c'est très important. Et enfin, mes voyages d'étude et mes rencontres internationales m'ont conduit à comprendre le développement local au défi de la mondialisation, à approfondir le territoire comme une exigence fondamentale à maîtriser la mondialisation. Plus il y a de mondialisation, plus il faut qu'il y ait du développement local. Et le territoire est un facteur essentiel pour sortir de la crise actuelle et inventer une nouvelle étape du « vivre ensemble ». D'où l'ouvrage que j'ai sorti récemment, *Repères pour un développement humain et solidaire*. De ce parcours personnel fait de recherches – à l'INRA et au CNRS auparavant – et d'engagement, j'ai acquis deux convictions : le territoire, un repère fondateur pour grandir en humanité, et le territoire comme atout et repère pour humaniser la mondialisation.

Jusqu'à la crise actuelle de civilisation, qui ébranle nos modes de vie et qui interroge nos raisons de vivre, il semblait acquis qu'on était passé d'une société de territoires limités à un monde de réseaux, de relations et de filières. Le développement humain plaide maintenant pour une nouvelle articulation entre les réseaux d'échange, de pouvoir, et les territoires d'appartenance. Il nous faut les deux. Pour avancer, comme disent les chinois, il faut marcher sur les deux jambes, l'une solidement posée pour que l'autre se projette, et conjuguer en permanence l'enracinement et l'ouverture. Pour ça, je trouve que les sciences humaines viennent conforter la définition la meilleure que je connaisse de la personne humaine : la personne, c'est un *esse ad*. Je traduis : un « être vers ». D'où une tension permanente entre deux pôles : le pôle de l'*esse*, de l'être, un besoin de consistance, un besoin d'identité reconnue, d'autonomie, de durée – il n'y a pas que le développement durable, il y a la durée qui est importante –, et d'intériorité, sinon on s'évanouit ; et le *ad*, un besoin de relations, de mobilité, d'ouverture aux autres et au monde, un besoin de dépassement vers un être plus « vers », un plus grand que soi. Si on ne prend pas les deux, on rate l'humanité. Et ce qui vaut pour la personne vaut, toutes proportions gardées, pour la réalité collective. Je rappelle que les premiers sociologues parlaient d'ordre et de mouvement. Aujourd'hui, on parle de sécurité et d'ouverture, avec des temps forts où la conscience collective se ressent, se mobilise pour affirmer son identité et se forger un avenir, à côté de longs temps de gestion, de latence, où le poids des structures et des habitudes l'emportent sur le besoin de changer et de s'ouvrir. L'être humain, qu'on le prenne au plan individuel, personnel ou collectif, ne pousse pas de manière sauvage, mais guidé par des repères, et j'en prends deux : le temps et l'espace, qu'on ne peut dissocier. Et

d'abord, je crois qu'il faut s'inscrire dans le temps. Tout groupe humain a besoin de durée, de s'inscrire dans une lignée, dans une épaisseur historique, une mémoire vivante capable de nourrir un regard prospectif. Saisir d'où l'on vient pour mieux aller où l'on veut. L'homme a besoin de territoire, je dis, d'une « terre-histoire » fondant une « terre-espoir », pour porter un projet commun comme une étape dans une démarche de développement. Je reprends encore une formule : où la force des héritiers nourrisse l'audace des bâtisseurs. Il ne s'agit pas de prolonger « hier », mais il s'agit de le transformer. Une histoire marquée de temps forts, de crises surmontées, qui soudent une culture et une identité, qui sont des braises capables de se raviver pour relever les défis. La mondialisation des échanges nous impose le temps réel standardisé. Le temps, la pression de l'instant, du très court terme monnayable, alors que la réalité vécue est faite de temps sociaux multiples, de parcours individuels qui veulent être libres et différents. Et on voit maintenant les grandes agglomérations élaborer des politiques du temps, des boutiques du temps : c'est ce qu'a fait, par exemple, la ville de Rennes avec des boutiques du temps pour concilier les horaires, les déplacements des uns et des autres, et répondre à des demandes nouvelles. Il faut du temps pour se construire, alors que trop de jeunes veulent tout, tout de suite. Il faut du temps pour prendre conscience de la complexité des problèmes, les délais nécessaires pour mûrir un projet durable, les alliances et les compromis nécessaires pour vivre ensemble. Autant de choses qui sont pleines de ruralité. L'homme, le groupe humain, ne peut pas grandir hors-sol ni pas plus qu'en dehors du temps vécu. Pour être reconnu, agir en responsable, il doit se référer à des réseaux tissés au gré de ses désirs et de ses échanges. Des réseaux qui ne cessent de s'élargir et de se complexifier. Il doit y avoir autour de trois milliards de téléphones portables sur Terre et il y a deux milliards qui n'ont pas l'électricité. Mais il a autant besoin de racines et aussi d'espace relativement stable et approprié pour les meubler de signes, de valeurs affectives appelés à évoluer. Sois de quelque part si tu veux être reconnu comme quelqu'un. L'homme actuel est un grand nomade qui a besoin de quelques lieux d'appartenance pour poser son sac, reprendre souffle et poursuivre sa route. Il lui faut surtout des espaces-synthèses, pour être perçu dans son être, dans son projet, et pour trouver assez de confiance pour s'impliquer dans une œuvre commune. La psychologie génétique, en particulier celle de Piaget, montre comment l'enfant se construit à travers des enveloppes successives. D'abord l'enveloppe de son corps, qu'il apprend à maîtriser, à explorer. Puis celle des êtres et des objets qui lui sont familiers. Ensuite, la maison, le jardin, la rue, le village, avant de s'élargir au vaste monde, à la fois fascinant et inquiétant. Jadis, les espaces d'appartenance se limitaient à des localités précises. Aujourd'hui, il nous faut conjuguer les territoires de proximité et les réseaux les plus divers, les espaces à taille humaine et les horizons, en évitant de s'étouffer dans les unes ou de s'évaporer dans les autres. Des études en cours nous montrent combien l'urbanité primaire, celle des relations spontanées, de la rue, du quartier, est indispensable pour rendre respirable l'humanité secondaire des grands ensembles anonymes et les labyrinthes des moyens de déplacement. Comment se développer dans un univers bétonné, où tout doit être programmé

pour fonctionner de manière rationnelle et rentable ?

Quelques atouts et quelques ancrages pour une mondialisation humanisée. Actuellement, les territoires sont submergés par les flux et les reflux de la finance mondiale, déconnectée de l'économie et de la société et qui veut faire de la Terre un unique marché sans frontières, sans autre rêve que la rentabilité rapide et immédiate. Cela aboutit à une économie d'archipel. Parsemée d'îlots de prospérité bien reliés entre eux, à côté de vastes espaces laissés en attente ou à l'abandon. La crise actuelle démontre l'impuissance relative des aigles du pouvoir et du savoir, leur incapacité à gérer la complexité des équilibres qu'ils engendrent et surtout à tenir leur promesse d'un progrès généralisé. Alors, il serait illusoire, face à ça, de dire que le territoire c'est le remède universel à cette crise globale de civilisation. Mais je crois qu'il ne manque pas d'arguments, d'atouts pour rendre confiant, rendre d'abord santé et confiance à ce monde désespéré. Parlons de la plus-value des territoires : capacité de résistance, capacité d'adaptation aux turbulences actuelles, effet d'amortissement des crises, capacité à aisément mobiliser des ressorts communs pour faire face et opérer les dépassements nécessaires. Je vous rappelle, quand nous avons démarré le projet Mené en 65, le DDA de l'époque m'a dit « ne vous occupez pas de ça, votre coin, c'est destiné à être reboisé ». Nous avons maintenant une entreprise de 2 500 emplois, et un taux de chômage de 4%. Mais je n'avais pas prévu ça, non plus. Un sentiment d'appartenance à une même terre : je suis de là, et pas d'ailleurs. Le territoire fournit une identité fédératrice, un climat de confiance qui suscite les initiatives, les synergies, les effets multiplicateurs. Un bon niveau aussi pour repérer les gaspillages, les pollutions à réduire, gérer les écosystèmes. C'est à la source qu'il faut d'abord contenir les énergies. Il permet, enfin, une gestion possible de la complexité croissante des problèmes au lieu de tout accumuler au sommet. Une démarche de subsidiarité conduit à identifier et à reconnaître les niveaux d'analyse et de décision les plus pertinents en fonction des problèmes à traiter.

J'ai beaucoup travaillé sur ces problèmes de démarches de développement local ou plutôt de développement territorial, notamment en Inde, en Afrique, et puis chez nous, en Bretagne. Il ne suffit pas de penser globalement pour agir localement. C'est un des grands slogans. Il faut penser et agir globalement à tous les niveaux, pour promouvoir ces politiques de civilisation que demande Edgard Morin. La mise en mouvement des forces locales par la prise de conscience. Par l'appel à ce que les Québécois appellent « les entrailles culturelles ». On parlait de matrice ce matin. L'expression du souhaitable, et l'exploration des possibles : au lieu d'arriver avec des solutions tout faites, laissons les gens exprimer ce qu'ils veulent et sachons les écouter. Vous connaissez la formule, il n'y a pas de territoire condamné, il n'y a que des territoires sans projet. Qu'est-ce qu'on appelle « projet » ? Il faudrait se mettre en allant du global vécu au sectoriel, et du sectoriel au global approfondi. Concernant la réalisation de ce projet, alors, là on arrive aux notions de gouvernance, en associant les pouvoirs publics, les élus des collectivités, les acteurs économiques et les représentants de la société civile. Et dans

tout cela, j'aime beaucoup la phrase de Barber, un auteur américain, « les échanges entre les partenaires comptent autant que la direction envisagée et le chemin parcouru ». Il y a ce qu'on échange ensemble, qui fait que l'on va continuer à aller plus loin.

Je crois qu'en tout cela, nos territoires ruraux, en incluant les centres qui les font vivre et qui les animent, demandent d'abord leur renaissance démographique, pour la majorité, une vitalité sociale et culturelle, en combinant de manière féconde et durable les fonctions productives, résidentielles et environnementales, pour répondre aux attentes contemporaines. Parce qu'ils savent se rendre attractifs, faire converger des forces différentes à un niveau compréhensible, des alliances souples et des projets contractualisables, ils résistent mieux à la crise. Ils inventent des solutions multiples adaptées où ne germent pas seulement de nouveaux modes, mais de nouveaux styles de vie. Ces territoires-là ne sont pas des espaces résiduels luttant contre l'invasion des métropoles, mais l'autre face d'un développement durable et équilibré. Ces territoires ruraux ne sont pas des réserves protégées, mais des réservoirs d'énergie et de synergies. Non, les derniers soubresauts d'un monde dépassé, mais parmi les chantiers prometteurs pour une nouvelle étape d'une civilisation humaniste enracinée et ouverte.

Echanges avec la salle – 2ème partie

Echanges avec la salle – 2ème partie

Questions – Débat, après-midi

Guillaume Dhérissard : Je crois que, comme le temps passe malheureusement très vite, on va directement donner la parole à la salle pour poser toutes les questions nécessaires. Merci de vous présenter avant chaque question.

Louis Vincent : Louis Vincent, Aimver, ancien agriculteur et ancien maire « rurbain ».

Je voulais avoir une définition plus précise de ce qu'est le territoire rural. Je fus maire d'une commune de trois à cinq mille habitants, bien qu'agriculteur, et dans un département qui est incapable de faire des pays parce qu'il n'y en a jamais eu. D'où tous les matins partent 2500 personnes travailler à Paris, tous les matins, de la gare voisine. Et donc, on a du mal à se situer en tant qu'urbains, en tant que ruraux. Il faut savoir que les derniers avatars en plus pour les communes, c'est l'obligation – je dis « avatar » au sens générique du terme –, c'est-à-dire, par exemple, faire payer par des petites communes le fait d'envoyer des enfants à l'école privée du chef-lieu de canton, c'est un exemple et il y en aura d'autres. Parce que les gens des petites communes veulent participer aux avantages des grosses communes, mais payer les impôts des toutes petites. Donc, c'est un des problèmes que l'on a du mal à résoudre. Alors, si vous pouviez m'aider à répondre à cette question, je vous en remercie.

Guillaume Dhérissard : Gérard ?

Gérard Peltre : Vous êtes au cœur de la difficulté, mais d'une difficulté à laquelle on a essayé, à RED, de lui donner du sens. Un territoire rural, c'est dans un certain nombre d'endroits encore une réalité de densité de population, mais en France, on voit bien que les écarts peuvent, dans un certain nombre d'endroits, s'estomper. Paul Houée l'a dit lorsque les chasseurs et les pêcheurs de la Préhistoire se sont arrêtés sur un territoire, le concept de société est né en même temps. Ce qui caractérise un territoire rural, c'est la cohésion entre les générations. Un « vivre ensemble », dont on était en train de parler, sur un territoire qui est l'essence même du concept de société. Dans les territoires ruraux, on a un rapport de l'entrepreneuriat, entre habitant et entrepreneur, qui est beaucoup plus fort que dans les espaces urbains, où on a une réalité de salariés beaucoup plus importante. La relation à l'entrepreneuriat dans les territoires ruraux, c'est une réalité forte. Pour qu'un espace rural devienne un vrai territoire, il faut inscrire tout ça dans une vision prospective vers le futur.

Pierre-Yves Bouvier : Pierre-Yves Bouvier, Chambre d'agriculture de la Vienne, mais également Breton d'origine.

Je voudrais m'adresser à Paul Houée. Vous avez été à l'origine d'une réussite formidable dans le développement du Menée, et cette réussite est certainement due à une forme d'agriculture, puisque l'industrie principale était un abattoir et puis une usine de transformation de viande, et notamment de production porcine. Cette forme de production en Bretagne est actuellement fortement remise en cause. Comment voyez-vous les conséquences et quelle interprétation vous en faites ?

Paul Houée : On peut se poser la question. Quand on arrive au résultat attendu : est-ce bien celui-là que nous voulions ? D'abord, on a eu cette chance quand on a démarré le Menée, il ne faut pas non plus croire que ça a été formidable. Au départ, ça a été formidable, mais on en a bavé, ne croyez surtout pas que c'est tombé comme ça. Le premier contact qu'on a eu avec l'Europe, c'était en soixante-six mais les premiers crédits sont arrivés en soixante-quinze. Il a fallu attendre. Je pense à l'OID, Opération Intégrée de Développement, c'était autour de soixante-douze. D'autre part, on a eu cette chance d'avoir le magasin Leclerc. Et nous avons créé deux mille cinq cent emplois, alors qu'au départ on n'en avait que soixante. Et aujourd'hui nous avons un taux de chômage qui est autour de 4%. D'abord, on ne va pas démolir cette usine qui valorise quand même la production. Mais il est urgent d'avoir une autre branche d'activité. Et c'est là que le Conseil de Développement et la Communauté de Communes sont partis sur une autre piste qui me paraît très prometteuse, qui a d'ailleurs été présentée, je crois, à une rencontre de Sol et Civilisation, qui est la méthanisation. Et ce matin je me réjouissais de voir comment une grande ferme le faisait. Chez nous, c'est la combinaison d'une Cuma qui collecte le lisier d'une quarantaine de producteurs de porcs. Ce sont les déchets d'abattoirs et les boues de la ville qui sont regroupés pour monter une usine qui maintenant sort de terre, et elle sera opérationnelle dans un an. Elle devrait rendre autonomes douze mille personnes au point de vue énergétique. Je ne sais pas si j'ai répondu à votre question. Et puis, il faut bien voir que notre modèle Menée a fait beaucoup de petits qui ont d'ailleurs parfois été beaucoup plus vite que nous.

Michel Ledru : Sur cette question et, bien sûr, en dehors du Menée, je voudrais dire que j'étais de la génération du développement de la Bretagne. Et je me souviens de mes amis bretons qui disaient : « tu comprends, Michel, nous, on ne va pas continuer à monter à Paris ». Et quand, en accord avec les pouvoirs publics, nous étions dans un syndicalisme de concertation à cette époque, il a été mis en place la politique des structures. Les Bretons nous ont dit : « nous, la politique des structures, on va s'en servir ». Et quelle a été la contrepartie de ne plus quitter la Bretagne pour aller à Paris ? Quelle a été la contrepartie d'une politique des structures menée d'une façon assez ferme en Bretagne ? Ça a été le développe-

Echanges avec la salle – 2ème partie

ment vertical. Les Bretons n'avaient pas la surface. Mais ils sont devenus, alors qu'ils étaient très loin derrière d'autres régions, les premiers producteurs de lait, les premiers producteurs de volailles, les premiers producteurs de porc. Je m'excuse de rapporter ça, mais c'est aussi l'histoire d'une époque, et c'était aussi, je dirais, une volonté exprimée par les gens d'une région.

Hervé Pillaud : Hervé Pillaud, secrétaire général de la FDSEA de la Vendée et président d'une école d'agriculture.

Michel Ledru, vous me donnez l'occasion de vraiment l'aborder sous cet angle-là avec l'intervention que vous venez de faire. Dans les années soixante, il y a eu un gros développement de l'enseignement agricole. Formation professionnelle, bien sûr, mais, au delà de la formation professionnelle, une grande re-médiation pour des évolutions qui se faisaient et un sas qui s'est installé pour faire passer un certain nombre de personnes, assez facilement, de la campagne vers la ville. Bien sûr, on a continué à former très bien des professionnels, ce que vous venez de dire en est la preuve : c'est un des éléments qui a permis de le faire. Mon interrogation, c'est par rapport aux valeurs qu'Henri nous a bien décrites tout à l'heure, qu'on porte encore en nous. Mais est-ce que nos enfants et les générations qui nous suivent les portent autant ? Je n'en suis pas convaincu. On a formé de très bons professionnels, on a formé de très bons techniciens. Est-ce que ces valeurs-là, qui sont propres à un type d'enseignement très particulier qui va bien au-delà d'un enseignement professionnel, et ce sas qui a existé dans un sens, est-ce qu'il ne faut pas les remettre un petit peu dans l'autre sens ? Et recréer des valeurs qui viendront aussi, de cette façon-là, par la formation ?

Guillaume Dhérissard : Monsieur Peltre, vous vouliez donner une réponse ?

Gérard Peltre : Oui. Ce que je voulais dire par rapport à ce que vous indiquez, c'est : comment voulez-vous que ces valeurs importantes qui ont été le moteur des chemins que vous avez ouverts puissent s'inventer pour le futur en reprenant ces éléments-là, si elles ne sont pas connues ? Quand sur un territoire on travaille sur des projets de développement et qu'on parle de sens, qu'on parle de passion, et pas que de mécanique, de structures, et de sous. Ce qui est fondamental, c'est le sens de ce que l'on fait. On a parlé d'héliotropisme ce matin. Je peux vous assurer qu'il y a un « territoriotropisme ». Ces territoires qui rayonnent l'envie et le projet, pas le dogme fermé il y a du monde qui vient les rencontrer, et il y a énormément de territoires qui sont nés de ça. De cet apport de personnes de l'extérieur qui avaient la soif de rencontrer les gens du cru, et de personnes du cru qui considéraient que les étrangers étaient ailleurs. En Alsace, parfois dans le Sundgau, je vais dire aux agriculteurs mais aussi aux habitants, les étrangers, n'est-ce pas vous ? Vous qui ne regardez plus votre territoire qu'en résidents et non plus en habitants. Il faut transmettre cela.

Paul Houée : D'abord, je constate dans les pays du Tiers-Monde et les pays du Sud que l'éducation est le facteur essentiel. Peut-être l'éducation des femmes avant tout. D'ailleurs nos campagnes ont démarré lorsque les femmes se sont prises en main. L'autre chose que j'aimerais dire : il y a un mouvement avec lequel je travaille qui s'appelle le MRJC, qui me rappelle la JAC de mes vingt ans, et dont l'objectif est l'éducation tout au long de la vie. Trois remarques complémentaires : d'abord avoir un projet personnel de vie, voilà ce que je veux faire de ma vie. Deuxièmement, ce projet personnel, je l'inscris dans un projet professionnel qui peut bouger. Et troisièmement, je l'incorpore dans un projet de territoire. Avec ça, on tient la route.

Guy Riba : J'inscrirais la réponse d'une autre manière. Je pense qu'en fait le métier d'agriculteur va profondément changer et que c'est un nouveau métier auquel les jeunes doivent se préparer, et je ne connais pas de jeune qui ne serait pas intéressé par ça. Bien sûr qu'il faut leur donner envie, il faut leur donner envie sur la base de nouveaux défis qu'ils auront à relever, parce que l'agriculture aura à les relever avec eux. Demain, il ne faudra pas seulement produire, il faudra aussi maintenir les paysages, les valoriser. Et ce n'est pas pour justifier le fait qu'on leur donnerait trois francs six sous pour leur donner une raison d'être, c'est par ce que les enjeux environnementaux vont être très forts. Et je voudrais dire par rapport à ça deux choses. La première, c'est qu'on est une petite poignée à en ce moment considérer que ce point-là concerne tout le développement et l'enseignement agricole. Aujourd'hui, c'est une erreur d'avoir les lycées agricoles essentiellement axés sur les fonctions de production. La partie environnementale devient majeure, les Chambres d'agriculture comme les Instituts techniques ont des difficultés à appréhender l'ensemble des dimensions, comme, d'ailleurs, il faut le reconnaître, la recherche aussi. Concernant par exemple, les fondements écologiques dans la recherche agronomique, vous n'avez strictement aucun professeur dans aucune école d'agro qui est capable de donner la moindre heure de cours là-dessus. Et à l'Inra, vous n'avez même pas 2% des chercheurs qui ont une formation en écologie. Il est urgent de relancer ce que l'on appelle la relance agronomique, et actuellement je suis en discussion en ce moment, j'ai pris cette initiative avec l'APCA, les Icta, la Coop de France, etc., pour arriver à démontrer qu'il y a vraiment de nouveaux enjeux, de nouveaux savoirs. Il faut que les nouvelles connaissances deviennent de nouveaux savoirs, donc il faut faire bouger l'enseignement, y compris dans le secondaire. Cela fait plusieurs fois que je dis à la DGER d'arrêter de se concentrer sur ce que font trois écoles agro, que le cœur du problème, c'est le lien entre les lycées et les écoles.

Ma conviction : c'est que demain il y aura une agriculture, des services écosystémiques. Tout simplement parce que la production des biens agricoles seule ne parviendra pas à assurer une plus-value suffisante, parce que la compétition sera très forte. Sauf que, si on prend en compte ce qui a été montré ce matin, les modes de production et les plus-values environnementales que ça a, et si l'on valorise ça,

Echanges avec la salle – 2ème partie

alors on va arriver vers un équilibre. Et je pense que les jeunes vont être plus attirés, parce qu'ils vont se sentir socialement plus légitimes et parce qu'ils seront confrontés à des biens qu'attendent aussi les urbains.

Gérard Lapie : Je voulais lui poser une question à Henri. On a beaucoup parlé de solidarité aujourd'hui. Dans un contexte de crise, comment cette solidarité pourra se maintenir à l'intérieur de l'agriculture notamment entre les productions et les régions ? Si chacun se défend dans son coin, face aux nouveaux défis, on ne s'en sortira pas. Je crois qu'il y a besoin, dans toutes les productions, de maintenir cet équilibre entre les productions et les régions. Deuxième élément, si on veut construire le territoire, il faut aussi qu'il y ait une ouverture de l'agriculture aux autres secteurs de l'économie. Et donc, j'ai souvent évoqué cette notion d'interdépendance entre les secteurs : est-ce qu'aujourd'hui, dans la difficulté, on a encore la possibilité d'évoquer ces deux notions, d'interdépendance entre les productions et les régions, et cette notion d'ouverture du monde agricole aux autres secteurs pour construire une ruralité dynamique ? La notion de solidarité et de compréhension entre les uns et les autres, elle n'est peut-être pas suffisamment évoquée à l'intérieur de la formation, à une formation citoyenne. Alors, Henri, c'est tout, je voulais te poser une question avant que tu ne répondes.

Henri Brichart : Je vais peut-être en deux mots revenir à la question qui avait été posée avant et je rejoins ce qui a été dit, qu'on ne prenne pas mal mes propos de tout à l'heure. J'ai dit à un moment donné que je ne voulais pas idéaliser le monde passé. Je ne suis pas sûr qu'au fond d'eux-mêmes les agriculteurs d'hier étaient peut-être un peu plus porteurs de ces valeurs-là, mais je ne suis pas sûr que ceux d'aujourd'hui n'en soient pas porteurs ! La difficulté par rapport à ce que disait Monsieur Riba c'est d'une part qu'il faudra sûrement que demain on fasse autre chose que produire. Concernant le métier de producteur de lait, il y a un vraie défi à faire, et effectivement, il y a un vrai enjeu de pouvoir mettre en avant le fait qu'on ne sera pas que des simples producteurs. Et cela passe certainement par la formation.

Par rapport à ce que dit Gérard Lapie sur la notion de la difficulté et de la solidarité, il me semble qu'en général la solidarité s'exprime peut-être plus facilement quand c'est difficile. Ou, en tout cas, il y a une recherche de la solidarité quand c'est difficile. Et sans faire de politique ou de syndicalisme, je suis quand même assez choqué actuellement de ce qui se passe dans le secteur laitier. C'est-à-dire, ce mouvement que tout le monde ne connaît peut-être pas, mais ce mouvement qui entraîne les producteurs de lait est mené par des gens qui mettent en avant justement l'organisation, la régulation, la solidarité, etc., qui étaient hier, avant d'avoir des difficultés, les chantres de l'inverse ! L'ouverture des agriculteurs, elle doit se faire pour notamment la raison suivante : c'est que de toute façon on est de moins en moins nombreux, et qu'obligatoirement on doit apprendre, beaucoup plus

qu'autrefois, à vivre non seulement à côté des gens qui ne sont pas agriculteurs, mais avec les gens qui ne sont pas agriculteurs.

Guy Riba :

Je partage cela, mais vous ne serez pas que producteur de lait : vous serez producteur de lait et de méthane. Et le méthane prendra de la valeur, ça a très bien été montré ce matin. Vous serez, pour vos collègues en zone montagnaise, producteur de lait et d'un espace attendu. Vous aurez des valeurs écosystémiques. Quand les bilans en zone humide sur les prairies montreront qu'il y a un impact gaz à effet de serre positif, et que ça aura pris une valeur, vous serez aussi producteur de cela. Donc, bien sûr qu'il y a des évolutions, mais je suis convaincu que les urbains, bientôt comprendront que paradoxalement l'agriculture a été une énorme source de gros problèmes pour l'environnement, avec des effets délétères, mais ils vont très vite comprendre que l'agriculture, c'est aussi le seul secteur économique qui va permettre de résoudre ces problèmes.

Henri Brichart : Pardon, je me permets, parce que je ne suis pas du tout en décalage avec ce que vous dites. Ce que j'essayais de traduire, c'est le sentiment des jeunes qui s'installent dans la production.

Guillaume Dhérisard : On va en prendre une ou deux, et puis on sera obligé de conclure. Merci

François Leblond : Je disais tout à l'heure que j'avais été de longues années pré-fet, et j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt ce qu'a dit tout à l'heure Monsieur Brichart. Parce que la conclusion que je tirais de tous les contacts que j'avais avec le monde agricole c'est que la première des conditions pour que les choses avancent est que la population française considère les agriculteurs. Les agriculteurs, ils ont besoin de considération. Et ce n'est pas toujours le cas. Et donc, quand on parle de ruralité, il faut d'abord considérer ceux qui sont dans le monde rural. Mais je ferai une proposition concrète en la matière, toute petite. Je suis frappé, j'ai des petits-enfants qui maintenant, en classe de quatrième, sont obligés d'aller en stage dans une entreprise pendant une quinzaine de jours. Et ce stage pendant quinze jours, c'est une joie pour eux, c'est une grande joie. La plupart du temps, ils reviennent très contents de ce stage en entreprise. Pourquoi les agriculteurs ne développeraient pas une offre de stage dans les exploitations agricoles pour des jeunes qui ne sont pas dans les lycées agricoles – qui sont dans l'enseignement général – et qui feraient connaissance un peu de ce qui se passe sur la terre, avec ses difficultés mais aussi ses joies ?

Echanges avec la salle – 2ème partie

Camilo Mortágua : Bonjour. Je suis portugais, alors vous m'excuserez de mon français. Je suis aussi vice-président de RED et Président des Universités Rurales Européennes.

Je dois remercier tout d'abord Sol et Civilisation pour l'opportunité de participer dans ce débat. Et je ne pourrai pas m'en aller sans vous laisser quelques petites réflexions. D'abord, on parle beaucoup de rural et de ruralité. Quand on me parle de ruralité, j'imagine un arbre qui a des maladies dans ses branches, puis on essaie de couper les branches, on essaie de greffer d'autres variétés avec, on essaie de soigner avec quelques produits chimiques. Le problème, c'est que la maladie de cet arbre, elle est dans les racines, et je n'arrive pas aux racines de l'arbre malade. La racine, pour moi, ce sont les pouvoirs politiques. C'est-à-dire, le jour où les ruraux ont perdu le pouvoir politique, ils ont dû subir des politiques qui ne défendent plus leurs intérêts. Comment est-ce qu'on peut parler de cohésion pour un territoire sur lequel il y a un homme qui travaille pour élever ses cochons, ou pour planter des patates, et qui n'arrive pas à gagner sa vie ? Il y en a un autre, qui est son voisin, qui fabrique des savons. Lui, il a sa voiture, etc. Alors, comment est-ce que, avec ces différences de niveaux de vie entre les activités des personnes qui ont presque le même niveau intellectuel, etc., comment est-ce qu'on peut parler de cohésion ? Imaginons un président d'un conseil général d'une grosse chaîne d'entreprise financière. Je dirais, un homme du virtuel, disons, c'est à la mode. Et puis un autre, c'est un président d'un conseil général d'une chaîne d'usine. Il y en a un troisième, président d'une fédération d'agriculteurs. Ils sont là pour définir des politiques d'équilibre entre les secteurs économiques. Quel sera le perdant dans cette discussion ? Vous le savez. Voilà, à mon avis, il faut réfléchir sur cette question : l'équilibre. L'équilibre social et économique entre les secteurs d'activité humaine est indispensable à la cohésion sociale. Pour moi une chose à laquelle on doit réfléchir. Parce que sans cet équilibre-là, on ne résoudra pas le problème qui est posé là : civilisation en crise, oui, c'est une civilisation en crise, mais pas seulement le rural, c'est la civilisation. Et je suis d'accord avec vous quand vous me dites –qu'une des meilleures façons de dépasser cette crise civilisationnelle sera la revitalisation du secteur rural. C'est de là que peut nous sortir une des solutions du chômage, et de la violence.

Henri Brichart : Les agriculteurs ont besoin de considération, et il y a un paradoxe car on l'a bien vu, dans tous les mois passés autour des producteurs de lait, ils ont énormément de considération de la part de l'opinion publique. Les différents sondages qui ont été faits sont sans ambiguïté. Mais, justement, ils ne le ressentent pas, ils ne savent pas. Et nous, à la FNPL, on a souvent fait des sondages pour avoir la perception qu'avait le citoyen des producteurs et de la production, c'est en complet décalage entre ce que pense l'agriculteur et la perception du citoyen. Et sur la deuxième question concerne l'ouverture des fermes aux stages. On essaie de faire des choses, mais je vais être très terre-à-terre : ça devient quasiment impossible, puisqu'avec tout ce qui est normes de sécurité. Même les élèves dans

les écoles d'agriculture, quand ils viennent en stage, on a des difficultés à les faire rentrer dans les locaux d'élevage. Mais, effectivement, je pense, en termes de cohésion, de connaissances. Ce serait vraiment indispensable, mais là il y a vraiment des choses à faire évoluer.

Guillaume Dhérissard : Gérard, vous vouliez dire deux mots, je crois ?

Gérard Peltre : Premier élément, vous m'avez entendu le dire, puisqu'il y a la question de la crise et du futur pour les territoires ruraux. Le développement local est né de la difficulté de territoires ruraux qui ont choisi de relancer le développement. La crise actuelle ne me perturbe pas plus que ça car ça peut être une véritable opportunité si on sait s'en saisir, si on sait transformer cette crise-là en stimuli pour l'évolution. Mais pour ça il faut qu'on ait repris conscience du sens. Un autre élément qui me paraît fondamental c'est que nous avons besoin, plus que jamais, de l'Union Européenne pour le faire. À l'heure actuelle, la recherche se fait essentiellement sur les réalités urbaines. Pratiquement rien sur les réalités rurales. On manque donc d'outils de recherche, sur ces réalités-là, qui fassent apparaître véritablement tout ce que l'on a su ouvrir, créer, imaginer. Alessandro Pacciani, qui travaille avec nous, de l'Université de Florence, s'intéresse également à ce genre de choses : il faut qu'on le fasse apparaître. Par ailleurs, c'est qu'il faut que les politiques prennent en considération cette logique territoriale. Une politique de développement rural doit être territoriale en y inscrivant l'agriculture, parce qu'il n'y a pas de ruralité sans agriculture. Je ne l'ai pas dit, parce que c'était tellement évident, mais nous le rappelons en permanence. J'en ai fini, mais il me paraissait important de le faire : il faut qu'on ait de vrais politiques pour le dire, et sans financement pour le développement rural, et sans financement pour l'agriculture, je pense qu'on aura des difficultés.

Guillaume Dhérissard : Bien, merci. Donc, la table ronde se termine et je laisse la parole au Président.

Michel Ledru : Je voudrais remercier les intervenants de cet après-midi. Je pense que, dans la continuité de ce qui s'est passé ce matin, cet après-midi est resté très riche en expressions, en échanges. Je m'excuse auprès de quelques personnes que nous avons frustrées, mais matériellement on ne pouvait pas prolonger notre réunion. Je remercie Guillaume d'avoir accepté d'animer. J'en profite pour remercier toute cette équipe de Sol et Civilisation qui autour de toi, et avec toi, nous permet de travailler et de réaliser tout ce que nous faisons à Sol et Civilisation et, aujourd'hui, ces Assises. Et puis, je voudrais maintenant me tourner vers Monsieur Jacques Delors.

Jacques Delors

Intervention de Jacques Delors

Michel Ledru : Je voudrais maintenant me tourner vers Monsieur Jacques Delors. Vous nous avez fait l'honneur de participer à l'ensemble de nos travaux aujourd'hui. Je me suis permis tout à l'heure de vous demander si vous accepteriez de nous dire quelques mots, alors, si vous l'acceptez, je vous demande de bien vouloir venir à la tribune.

Je dois vous dire que quand je rencontre Jacques Delors, j'ai toujours une hésitation. Est-ce que je dois lui dire Monsieur le Ministre, Monsieur le Président ? Parce que vous avez été Ministre, vous avez exercé une présidence très importante pour nous tous : la Commission Européenne. Mais je pense que dès qu'on évoque le nom de Jacques Delors, je crois qu'il n'y a plus besoin de faire de commentaires, chacun sait que nous avons affaire à quelqu'un qui a accompli une tâche immense.

Je voudrais simplement rapporter une anecdote : j'ai eu l'occasion de vous rencontrer à Bruxelles alors que je travaillais avec Raymond Lacombe et j'ai été marqué par la communion de pensée, par la communion d'idées qu'il y avait entre lui et vous.

Jacques Delors : Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Je voulais simplement vous dire que je ne reviendrai pas sur toutes les dimensions que vous avez intégrées dans vos travaux : la mondialisation, l'environnement et l'institutionnel. Simplement, sur la mondialisation, vous savez, comme moi, que la tension entre le global et le local est un élément essentiel qui explique le désarroi de nos contemporains. Il me semble que pour gérer cette tension, le territoire soit un atout essentiel. Puisque vous avez beaucoup parlé de territoire, je voulais le signaler. En ce qui concerne la décentralisation, si je m'étendais, je serais très sévère, mais je reconnais que ce n'est pas facile dans une France monarchique et centralisatrice. Ce n'est pas facile, mais on ne peut pas dire que ce soit un grand succès.

Et j'en viendrai donc aux deux références que j'ai toujours essayé de suivre, même si certains de vous penseront que pour moi la nostalgie est toujours ce qu'elle était. Ces deux références sont simples : premièrement, l'agriculture n'est pas une activité comme les autres. Et deuxièmement, le monde rural est un bien public.

L'agriculture n'est pas une activité comme les autres.

Je discute souvent de ça avec Pascal Lamy, qui était mon directeur de cabinet et qui maintenant est directeur général de l'OMC. Ça ne veut pas dire que l'agriculture doit sortir de l'OMC, mais cela veut dire qu'il faut choisir les arguments au nom desquels on demande aux Européens d'ouvrir leurs frontières. L'argument n'est pas bon, l'expérience l'a montré. On dit « vous ouvrez vos frontières » pour

inciter les pays en développement de développer leur agriculture. Mais ce n'est pas ça qui les incitera. [...] Ils ont besoin d'éducation, de technicité, d'investissements. Contrairement aux idées reçues, ils ont beaucoup d'eau, notamment en Afrique, mais ce n'est pas simple... Je ne dis pas pour autant qu'il faut encore une fois soustraire l'agriculture à l'OMC, mais à l'heure des grandes réformes structurelles, je pense que les Européens doivent rappeler que ces pays ont pour la plupart des petites exploitations.

Penser le monde rural sans agriculteurs, c'est impensable. Ce n'est pas une question de démonstration scientifique, c'est une question de vécu, d'intuition et de bon sens. Et c'est pour ça que, pour moi, la crise du lait c'est tragique. Je ne vais pas trouver la solution aujourd'hui, surtout pas. Responsables professionnels, quotas, prix, stockage. Je voulais simplement vous dire, en pensant un peu à la Commissaire à l'Agriculture, que lorsqu'on fait une analyse coûts-avantages entre le coût d'un stockage et le coût humain, économique et financier de la disparition de dizaines de milliers d'agriculteurs, comme on dit aujourd'hui, il n'y a pas photo. Et pourtant, on n'arrive plus à faire comprendre cela et, bien entendu, maintenant que la PAC ne sera plus dans les dépenses obligatoires, il faudra aussi penser au Parlement Européen.

Le monde rural est un bien public.

Les études menées au sein du Conseil de l'Emploi, des Revenus et de la Cohésion Sociale sur l'exclusion sociale, la pauvreté et les inégalités démontrent l'extraordinaire fragilité du monde rural. Par exemple, lorsqu'un couple vit dans le monde rural, il doit se déplacer pour travailler ou chercher du travail, le coût et l'entretien de deux voitures est de cinq cents euros par mois, et ce, avant même d'avoir beaucoup roulé. Donc, le monde rural n'évolue pas dans les mêmes conditions que le monde urbain ou le monde périurbain. Et donc, c'est un bien public. Ce qui implique que la Commission devrait proposer une directive sur les services d'intérêt général qui permettrait à chaque pays, les citoyens l'acceptant, de financer les infrastructures en milieu rural.

Deuxièmement, toutes les études que je vois sont marquées par la fascination de l'urbain. Les métropoles urbaines vont structurer le territoire européen. Or, derrière cela, il y a une technostructure très influente, auprès des hommes politiques, qui ne pense qu'à travers l'urbain. Et, par conséquent, le rééquilibrage n'a pas été fait depuis des années entre la perception du monde urbain et la perception du monde rural. Par conséquent, le travail politique consiste à expliquer ce qu'est le monde rural. Et au sein de celui-ci, où est la place de l'agriculteur ? C'est un producteur, bien entendu, il doit s'adapter, comme cela a été très bien dit ce matin, à tous les éléments nouveaux, les ruptures, les contraintes technologiques, etc. Il est aussi un jardinier, un aménageur du territoire. Il est enfin un témoin de la civilisation. C'est lui qui rappelle qu'une société sans mémoire n'a pas d'avenir.

Je crois que Sol et Civilisation a fait un travail remarquable, même quand je ne

Jacques Delors

suis pas aux Assises, je les lis. Ce qu'il y a, c'est que vous avez à la fois une conception de l'Homme et de la Civilisation d'un côté, mais sans ignorer les changements intervenus. Il y a l'immuable et le changeant. Et il ne faut jamais oublier l'immuable. Mais vous avez tenu compte du changement. C'est pour cela que cet effort est encore indispensable. Je suis vraiment frappé chez nos jeunes dirigeants politiques de la fascination qu'exerce la ville, le nombre d'études qui lui sont consacrées. Et à côté, rien, ou presque rien pour le monde rural. Or, l'équilibre entre monde urbain et monde rural, avec toutes les nuances, est un élément fondamental si l'Europe veut rester européenne et si elle veut être fidèle à ce qui a fait la richesse et la diversité de ces traditions.»

Michel Ledru : Merci. Monsieur le Président Delors.

Je rappelle que vous êtes un des parrains de notre association, et que si vous avez déjà fait beaucoup de choses dans le passé, vous continuez, puisque vous êtes président de Notre Europe. Merci encore.

Grand Témoin **Philippe Vasseur**

Clôture des Assises

Michel Ledru : Philippe Vasseur, beaucoup vous connaissent dans la salle. Vous avez été journaliste, spécialisé en économie. Vous vous êtes engagé en politique. Maire de Saint Pol sur Ternoise, vous avez été Conseiller Régional et parlementaire. Puis, vous avez été ministre, et notamment ministre de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation. Et puis, vous êtes sorti de la vie politique. C'est presque surprenant, d'autant que j'en vois beaucoup qui s'accrochent au contraire. À un moment donné, vous avez eu le courage de dire « voilà, j'ai fait des choses, j'ai vécu certaines choses et aujourd'hui je décide de faire autre chose ». Je trouve ça très courageux, je voulais vous le dire ce matin. Aujourd'hui, vous êtes président du World Forum de Lille. Et vous vous préoccupez beaucoup d'économie responsable. Je dirais que c'est surtout à ce titre que nous vous avons demandé de venir conclure nos Assises. Encore merci de votre présence.

Philippe Vasseur : Monsieur le président, je vous remercie.

Je ne pense pas que je sois courageux, je suis carrément téméraire. Parce que c'est de la témérité d'oser conclure ces travaux, et alors surtout après Jacques Delors. Monsieur Delors, j'éprouve, vous le savez, en ce qui vous concerne, une énorme admiration, et je suis tout petit par rapport à ce que vous avez fait. J'aurai l'occasion de vous le redire dans d'autres circonstances, mais vous savez que je partage au moins avec vous une préoccupation, qui est celle de l'humanisme, qui fait que vous avez toujours placé l'homme au dessus de l'économie, ou, en tout cas, vous pensez que l'économie doit être au service de l'homme, et, de ce point de vue -là, vous me permettez d'être très modestement votre disciple. Et puis, c'est de la témérité aussi de conclure une journée comme celle-ci, qui a été très dense, très riche. Vous devez d'ailleurs être fatigués d'entendre un certain nombre de discours. Moi, je ne suis ici qu'un témoin. Comme Monsieur Delors, toute la journée, je n'ai fait qu'écouter. C'est, d'ailleurs, remarquable. Des personnages comme vous, qui sont capables de passer une journée entière à écouter. Moi, j'ai connu beaucoup de gens, notamment dans le monde politique, qui ne viennent que pour parler. Ah, non, mais je n'invente rien ! Au premier World Forum, il y a trois ans, je reçois un coup de téléphone d'une personnalité politique qui me dit : « je viens quand ? ». On lui répond que cette personne pouvait venir quand elle voulait. « Oui, mais je parle quand ? » On lui a dit : « bien, vous ne parlez pas ». Finalement, elle n'est pas venue. En revanche, le président du Conseil Régional est venu tout une journée complète écouter. C'est une grande distinction que je fais dans le monde politique : ceux qui sont capables d'écouter les autres, et ceux qui parlent, sans avoir entendu préalablement.

Je n'ai été que le témoin de vos réflexions. Je suis là pour vous faire part en quelque sorte des miennes, de mes réactions, de la façon dont j'ai vécu cette journée.

Philippe Vasseur

Je voudrais dire que vous avez eu du nez. Vous vous êtes placés, vous avez choisi votre date dans une actualité qui est tout à fait remarquable. Il y a trois éléments dans l'actualité cette semaine qui donne une pertinence particulière à vos travaux.

Premier élément d'actualité, il a été évoqué ce matin par Pierre Calame, c'est le prix Nobel d'économie qui a été décerné au début de cette semaine à deux universitaires américains. En général, les prix Nobel d'économie, on les donne à des américains. Il y a eu un Français qui a eu le prix Nobel d'économie une fois, mais ça devait être un hasard. Deux américains, une femme, pour la première fois, Elinor Ostrom, et un homme, Olivier Williamson. Et on leur a donné le prix Nobel d'économie pour leurs travaux sur la gouvernance. Et on leur a donné le prix Nobel d'économie parce qu'ils ont osé affirmer une chose révolutionnaire, c'est que finalement l'homme est plus important que le marché. Et qu'entre l'État et le marché, il y a la place pour des systèmes, pour des individus qui sont capables de mener un certain nombre de choses ensemble. Vous savez que les travaux de Madame Ostrom se sont fondés sur l'observation des populations qui entouraient les lacs dans lesquels il y avait du poisson. Si jamais ces lacs avaient été soumis à la loi du marché, on aurait vidé les lacs du poisson, simplement pour avoir le gain immédiat le plus important possible, et si jamais on avait administré cela de façon coercitive, bien évidemment, on aurait braconné. À partir du moment où ils avaient à gérer la ressource, ils l'ont très bien gérée eux-mêmes. Je ferme la parenthèse, mais, simplement, je crois que cette anomalie dans la délivrance du prix Nobel d'économie va tout à fait dans le sens de vos travaux.

Deuxième fait d'actualité, c'était hier dans le Wall Street Journal, qui n'est pas le journal le plus à gauche des États-Unis et le plus éloigné des milieux économiques. Et, cher président, vous l'avez évoqué tout à l'heure, le Wall Street Journal a dit, les vingt-trois plus grandes banques américaines vont distribuer cette année, sous forme de salaires, de bonus, de primes, de stock options, la bagatelle de cent quarante milliards de dollars de rémunération. Cent quarante milliards de dollars, elles n'auront jamais donné autant. On sort, paraît-il, de la crise, en tout cas de la crise financière peut-être. De la crise économique, c'est autre chose ; de la crise sociale, on n'en a pas encore vu le bout. On sort de cette crise financière parce que les États, et notamment l'État américain, ont donné des sommes faramineuses aux banques, et cette année, elles vont battre les records de rémunération. Alors, cent quarante milliards de dollars, ça ne veut rien dire. Si vous dites ça devant des gens moins informés que vous, ils n'ont aucune notion de ce que ça représente, cent quarante milliards de dollars. Donnez un ou deux éléments de comparaison : ça fait un million de Smic annuels. Ça fait à peu près vingt fois le produit intérieur brut d'un pays comme Madagascar, qui compte dix-huit millions d'individus.

Le troisième élément d'actualité est encore à venir. Alors, si jamais vous voulez circuler dans un chef-lieu de région, je vous conseille de le faire à pied, vous aurez du mal à le faire en voiture, compte tenu de ce que j'ai entendu dire sur l'ampleur que devaient prendre les manifestations agricoles qui sont organisées de-

main. Et donc, je vais m'arrêter sur ce troisième point, si vous le voulez bien, parce que c'est le plus en rapport, peut-être, avec notre préoccupation sur la ruralité.

On voit bien qu'ils correspondent à une même crise qui est celle du sens. Et le troisième, il est vraiment un symptôme du désarroi que connaissent nos agriculteurs aujourd'hui. Je pense qu'on est capable, Monsieur Brichart, de dire aux gens « ça va être dur » ; je pense qu'on est capable de leur dire « vous savez, il va y avoir des efforts à faire » ; mais il y a une chose qui manque aujourd'hui, c'est la vision qu'on a du monde agricole. Moi, je ne sais pas quelle est la vision que nous avons de l'agriculture. Je ne sais pas quelle est la vision de l'Europe sur l'agriculture. Qu'est-ce qu'on veut faire de l'agriculture européenne? Qu'est-ce qu'on veut faire de l'agriculture française ? On peut même se poser la question de savoir quelle agriculture nous aurons demain dans le monde ? Je rappelle au passage qu'il y a encore un milliard de personnes dans le monde qui souffrent de malnutrition. Et que sur les deux milliards et demi d'habitants de cette planète qui vont venir dans les quarante années qui viennent, l'essentiel, pratiquement la totalité, d'ailleurs, se trouvera dans des zones qui déjà sont soumises à ces phénomènes de la faim. Alors, ça nous amène à tous les débats qu'on connaît aujourd'hui, les débats notamment sur la régulation. Mais sur la crise du lait, que je connais un peu moins mal que l'autre, je rappelle que c'est l'État français qui a commencé la dérégulation. Vous savez comment c'est venu l'année dernière. Quand la DGCCRF s'est aperçue que nous avions conclu dix ans auparavant un accord qui revenait à fixer le prix du lait, finalement, après une discussion entre les producteurs, transformateurs et la grande distribution, elle a dit qu'il s'agissait d'une entente et y a mis fin. On voit qu'en termes de régulation, nous avons aujourd'hui quelques fois des fautes qui sont commises de notre propre fait. Je ne vois pas un monde dérégulé en ce qui concerne l'agriculture. Je ne le vois pas non plus sur la finance, d'ailleurs. Mais s'il y a un secteur qui mérite de la régulation, c'est bien le secteur agricole. C'est un secteur qui est extrêmement volatile, où les prix peuvent fluctuer. Et quand en plus de cela la spéculation financière vient s'en mêler, vous avez le résultat que nous avons connu, avec les cours du blé qui ont flambé il y a dix-huit mois, et qui sont aujourd'hui à Chicago au tiers de ce qu'ils étaient il y a un an et demi. Et donc, nous avons besoin de cette régulation, qu'elle se fasse par les stocks, qu'elle se fasse par les prix, d'une façon ou d'une autre. Mais, au-delà de cette question de régulation et de cette absence de vision de l'Union Européenne, permettez-moi de m'interroger aussi sur la vision que le monde agricole a de lui-même. En effet, quelle est la vision que les agriculteurs ont d'eux-mêmes et de leur avenir ? Que veulent les agriculteurs à part, évidemment, l'intervention de l'État ? Je pense qu'il y a des débats internes qui aujourd'hui encore ne sont pas tranchés. Et ce qui est compréhensible, parce que le monde agricole est aujourd'hui de plus en plus divers, malheureusement, c'est aussi contreproductif. Il y a un besoin d'une vision qui émane du monde agricole lui-même. Et de ce point de vue-là, je ne peux que constater que moins il y a d'agriculteurs, et plus il y a de divisions. Parce que les agriculteurs aujourd'hui sont minoritaires. Il y a soixante ans, il y avait un actif sur quatre qui travaillait dans l'agriculture. Aujourd'hui, on est à un sur vingt-cinq. Et

même probablement un peu moins. Et non seulement les agriculteurs sont devenus minoritaires en France, ce qui explique évidemment l'affaiblissement de leur poids politique, mais ils sont maintenant en passe, d'être minoritaires dans l'espace rural. Vous avez évoqué tout à l'heure la ruralité, le fait qu'il y avait au fond – c'était Monsieur Dumont qui l'avait évoqué avec des termes démographiques – l'exode rural – terme qu'il réfute. Je le conçois, mais la dépopulation rurale était en train, tout au moins dans une certaine partie du territoire, de s'atténuer et même de s'inverser. Mais ça veut dire que les agriculteurs ne sont plus majoritaires dans leur territoire rural. J'ai été l'élu d'une circonscription agricole, maire d'une grande métropole de cinq mille habitants, chef-lieu de canton, Saint Pol sur Ternoise, territoire rural. La plus importante commune de ma circonscription, cinq mille habitants. Et j'ai vécu dans un village juste à côté, trois cent cinquante habitants, pendant un certain temps. Il n'y avait plus que trois agriculteurs dans ce village. Il y avait quatre cents habitants, trois cent cinquante à quatre cents habitants, et trois agriculteurs. Les relations entre les résidents ou les habitants et le monde agricole ne sont plus tout à fait de même nature. Il y a un malentendu et un fossé qui se creuse quelques fois, y compris dans le monde rural. Il est vrai que dans les sondages il y a une image qui est plutôt bonne du monde rural. Il y a une image qui est plutôt bonne des agriculteurs. Mais la bonne image que la population a des agriculteurs, c'est une image de l'agriculture qui n'existe plus. Autrement dit, on rêve du passé. On a cette espèce de rêve du jardin d'Éden, qui n'est plus tout à fait l'image qu'on connaît aujourd'hui. Et il y a une « légitimité perdue » du monde agricole par rapport à l'opinion d'une façon générale. D'où le mal-être qu'évoquait Henri Brichart tout à l'heure, que je comprends tout à fait. Mais là, les responsabilités sont partagées. Permettez-moi de vous raconter une petite anecdote, ou plutôt deux. En 1996, un responsable agricole pour lequel j'ai une profonde estime, Jean Salmon, qui a été vice-président de la FNSEA et président de la Chambre régionale de Bretagne, et moi, nous avons monté, dans le cadre du Sima, un colloque sur agriculture et environnement. C'était trop tôt, probablement. Nous avons dû subir, lui et moi, quelques remous dans la salle. En 1996, au moment où l'on élaborait une loi d'orientation agricole qui n'a pas vu le jour parce que le président de la République a eu la bonne idée de dissoudre l'Assemblée Nationale, j'avais pensé que l'on pouvait essayer de bâtir une loi en intégrant le consommateur. D'ailleurs, ce n'est pas neutre si aujourd'hui encore on parle du ministère de l'Alimentation avant de parler du ministère de l'Agriculture, ce n'est pas neutre. C'est-à-dire que la légitimité, on va la trouver du côté du consommateur. Et j'avais naïvement pensé que l'on pouvait peut-être bâtir une loi agricole en partant du consommateur. J'ai reçu une lettre injurieuse, d'une grande organisation agricole – que j'ai gardée – en me disant qu'il était scandaleux qu'un ministre de l'Agriculture attache de l'importance au consommateur-roi – voyez le mépris du mot « consommateur-roi » – et que j'étais-là pour m'occuper des producteurs et pas des consommateurs. Je pense que, depuis, la personne qui avait osé signer cette lettre a compris – d'ailleurs, elle tient des propos qui sont des propos tout à fait inverses. Mais c'est pour vous montrer qu'il y avait seulement une douzaine d'années un fossé qui s'était

creusé par une incompréhension réciproque. Et je pense qu'aujourd'hui si les agriculteurs n'intègrent pas toutes les attentes de la société dans la vision qu'ils doivent développer de l'agriculture, ils seront grandement coupables. Et parmi ces attentes il y a, bien entendu, l'environnement. J'irais même au delà, il y a le développement durable, ce n'est pas la même chose. Parce que j'entends beaucoup mélanger « environnement » et « développement durable ». Le développement durable, si je m'en réfère aux travaux de Madame Brundtland, il y a maintenant vingt-deux ans, c'est trois piliers. C'est d'abord l'économie. Dans le mot « développement durable », il y a « développement ». Alors, on peut être contre le développement et rêver, comme certains en rêvent, d'un retour en arrière. Mais je rappelle quand même qu'il y a des besoins primaires qui ne sont pas satisfaits dans le monde. Le besoin de se nourrir, le besoin de se vêtir, le besoin de se loger. Ça nécessite du développement. Donc, le premier pilier du développement durable, c'est l'économie. Et il faut appeler un chat un chat : l'économie, ce sont des entreprises. Les entreprises, elles, ont besoin d'être rentables, et donc de faire du profit. Ce n'est pas illégitime, à partir du moment où on le réinvestit. Ce qui peut être illégitime, c'est la façon de le partager. Le deuxième pilier, c'est le pilier social. Bien évidemment, il doit y avoir une équité entre le pilier économique et le pilier social. Et le troisième, c'est le pilier environnemental. Et au milieu de ces trois cercles qui se recouvrent, vous avez ce qu'on appelle le développement durable. N'oublions jamais cela, sinon on aboutit un peu à n'importe quoi. On va résumer tous les problèmes de la planète au réchauffement climatique. C'est important. C'est un élément à prendre en considération, mais il n'est pas le seul. Donc, cette crise de sens que nous connaissons aujourd'hui, cette crise de désarroi que connaissent les agriculteurs, il faut l'inscrire dans une problématique de développement durable. Il faut penser l'avenir de nos territoires ruraux dans cette politique de développement durable.

Simplement, sur le développement durable. À qui doit-on s'adresser ? D'abord aux politiques même s'il ne faut pas tout attendre du politique, mais c'est une nécessité. Cela est bien entendu valable pour l'agriculture car on a besoin d'une action politique qui soutienne le monde agricole. C'est également valable pour les autres composantes de ce qu'est le territoire rural. L'agriculture est un des éléments constitutifs du territoire rural, elle ne peut plus être le seul.

Monsieur Delors disait tout à l'heure, le rural est un bien public. Je partage cette idée mais ça veut dire qu'on le gère avec la préoccupation publique. Or, je n'ai pas le sentiment que dans la gestion des services publics on ait aujourd'hui la préoccupation de l'aménagement du territoire. Pour moi, les services publics ils doivent être équilibrés, mais coller à la notion de service public les mêmes préoccupations que celles que l'on peut avoir pour la rentabilité d'une entreprise qui est sur le marché, c'est, à mon avis, un contre-sens. Et aujourd'hui, faire en sorte que des services publics soient amenés à quitter le territoire rural, c'est alourdir le handicap que connaît le territoire rural. L'État doit montrer l'exemple. La collectivité publique doit montrer l'exemple. C'est le cas pour les services publics, c'est le cas

Philippe Vasseur

pour les infrastructures. Je ne suis pas certain non plus que l'instauration d'une taxe carbone, quels que soient les correctifs que l'on y ajoute, soit favorable à la mobilité et notamment aux territoires ruraux. Quant à l'accès à Internet, là encore il y a un certain nombre de progrès à faire, et je n'ai pas non plus le sentiment que ces progrès-là soient accomplis. Et puis, au-delà de la politique, il y a l'engagement des acteurs locaux. Et vous avez eu deux exemples ce matin : celui de Bernard de Franssu, qui a beaucoup de qualités – dont la principale est d'être un homme du Pas-de-Calais. Ce qu'il vous a présenté ce matin était tout à fait remarquable, et ce qui a été présenté par le Professeur Pacciani sur ce qui est fait en Toscane montre bien le rôle que peuvent jouer les acteurs locaux. C'est d'ailleurs ce que nous nous efforçons de faire au World Forum à Lille, puisqu'on ne fait pas de théorie, mais de la pratique, on recueille des initiatives, des cas concrets de ce qui se fait dans le monde pour apporter une responsabilité à l'économie et apporter cette dimension sociale et environnementale ; ce qui se fait au Brésil, aux États-Unis, au Canada, en Thaïlande, etc. Le rôle des acteurs locaux est, de mon point de vue, fondamental. Tous ceux-là ont en commun c'est l'innovation. On ne réussira pas à renforcer le rural sans innovation. Je pense que si on rêve du passé, on se trompe de combat. Je pense que l'avenir réside précisément dans l'innovation. Alors il y a un problème de principe : est-ce qu'il faut ou non avoir confiance dans le progrès ? La tendance actuelle est d'affirmer que progrès, c'est l'horreur. J'ai le sentiment contraire. Ce qui pose problème, bien évidemment, c'est l'utilisation qu'on fait du progrès. C'est-à-dire qu'avec le nucléaire, vous faites de l'électricité ou vous faites la bombe atomique. On peut faire des choses... Avec Monsieur Nobel, vous pouvez décerner des prix ou vous pouvez faire de la dynamite. Alors, ce qui pose problème, ce n'est pas le progrès en soi, c'est l'utilisation qu'on peut faire du progrès. Deuxièmement, la question qu'on doit se poser est la suivante : à quoi et à qui sert le progrès ? A mon avis, si l'on maîtrise bien ces deux paramètres, l'avenir du rural se trouvera dans l'innovation, au niveau de la production – y compris de la production agricole qui pour moi reste fondamentale –, avec aussi peut-être des innovations qui iront dans des productions durables. Je préside la section économique du Haut Conseil de la Coopération Agricole, nous venons d'éditer un rapport sur la chimie du végétal. Et on s'aperçoit qu'il y a des débouchés fantastiques. À deux conditions : la première condition, c'est que les productions qui iront vers des destinations non alimentaires ne viennent pas en concurrence avec les besoins alimentaires. Ce qu'on a dit il y a un an et demi, en disant « s'il y a la crise alimentaire, c'est à cause des biocarburants ». On a bien vu que c'était la spéculation le facteur principal. La deuxième condition, c'est que le bilan global environnemental soit positif. Il s'agit en quelque sorte, et je ne vais pas rentrer dans la directive Reach, etc., de substituer aux produits issus des hydrocarbures, qui vont devenir de plus en plus rares et de plus en plus chers, d'autres produits, qui ne sont pas des produits fossiles mais des produits renouvelables. Il y a, de ce point de vue-là, probablement des productions nouvelles, des innovations qui peuvent permettre de trouver de nouveaux débouchés, de nouveaux fondements économiques aux territoires ruraux. Et puis, la dernière innovation, le rural peut être

un modèle d'innovation en termes de mode d'organisation. Ce fameux « vivre ensemble » que vous avez évoqué à plusieurs reprises. Et c'est vrai qu'on est dans un monde bizarre. Vous pouvez vous connecter sur Internet ce soir, vous êtes en ville, dans un grand immeuble de vingt étages, vous êtes au quinzième, vous pouvez vous connecter et avoir des relations avec des gens qui sont situés à Rio de Janeiro, à Tokyo, ou même dans un village perdu de l'Inde. Et votre voisin de palier, juste à côté, ou celui qui est au dessus, ou celui qui est en dessous, il est peut-être en train de mourir, et vous ne le savez pas, et vous vous en désintéressez. Cette notion de perte de solidarité est une notion importante. Et je ne partage pas tout à fait l'avis d'Henri Brichart. Mais la responsabilité et la solidarité, pour moi, ça va de paire. Et plus on est responsable, plus on doit être solidaire. Je pense que le « vivre ensemble » aujourd'hui, c'est ce que disais Gérard Peltre, c'est un territoire, un projet, une démarche participative. Comme disait aussi Paul Houée, il n'y a pas de territoire sans projet. C'est autour de ça qu'on doit bâtir probablement nos termes de solidarité. En tout cas, c'est la question que vous avez posée lors de vos Assises, question dont on n'a pas apporté « la » réponse. Des éléments de réponse, oui, mais pas « la » réponse, bien évidemment. Mais, pour terminer sur ces notions de responsabilité et de solidarité, je ne peux pas m'empêcher de vous livrer une phrase d'un de mes deuxièmes maîtres après Jacques Delors, qui est Antoine de Saint-Exupéry!

Jacques Delors : Vous auriez peut-être pu le mettre en premier !

Philippe Vasseur : Ah... On en discutera ! Par ordre alphabétique, on met Jacques Delors d'abord. Mais Saint-Exupéry, dans un bouquin qui s'appelle *Pilote de guerre*, chapitre vingt-quatre, a toute une réflexion sur ce qu'est la responsabilité. Et il dit « chacun est seul responsable ; chacun est responsable de tous ; chacun est, seul, responsable de tous ». C'est une phrase qui m'a fait « Chacun est seul responsable de tous. » Et je pense que cette phrase-là, elle devrait être à la base des solidarités que l'on peut développer dans le monde, à commencer par le monde rural. Et donc, chacun, sur son sol, est responsable de l'avenir de nos civilisations. Merci, Monsieur le président.

Michel Ledru : Merci, Philippe Vasseur. Je pense que chacun a apprécié la clarté des propos. Nos deux intervenants derniers, le Président Delors et vous-même, vous avez été aussi très directs, très francs. Et je pense que c'est ça qui nous permet, avec toutes les différences qu'il y a entre nous d'avoir à Sol et Civilisation un enrichissement qui vient de tous ces avis différents mais qui doivent être exprimés avec tout la franchise, comme il a été fait état aujourd'hui, et qui nous permette, comme je le disais dans mon propos introductif d'avancer.

Alors, j'espère que cette réunion, cette journée, nous permettra d'avancer un peu plus. Je vous remercie tous qui êtes venus et qui avez participé à cette journée

Philippe Vasseur

entière. Alors, merci encore, plus particulièrement à vous, Philippe Vasseur, et bon retour à tous dans vos foyers.

Merci.